

**REUNION DES MINISTRES
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DE LA ZONE FRANC**

COMITE DE CONVERGENCE

Rapport aux Ministres

Paris, les 19 et 20 septembre 2005

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC

- Paris, 2005 -

RESOLUTIONS DES MINISTRES

Les ministres chargés des finances des pays de la Zone franc, réunis le 20 septembre 2005 à Paris :

1) Prennent acte de l'état de la convergence au 31 décembre 2004. Ils relèvent les résultats encourageants des pays qui, au sein de chaque sous-région, ont poursuivi la mise en œuvre de leur programme de convergence, dans un contexte marqué par des chocs exogènes et la persistance de crises socio-politiques dans certains pays. Ils notent également la bonne évolution de la situation monétaire dans les zones UEMOA et CEMAC.

Ils constatent les tendances qui se dessinent au sein de la Zone franc sur les huit premiers mois de l'année 2005.

L'analyse de la situation économique et financière en UEMOA fait ressortir une croissance économique faible, affectée par les troubles socio politiques dans certains Etats membres, par les aléas climatiques et les attaques acridiennes. Le faible taux de croissance économique constitue un grand handicap pour la réalisation des objectifs de convergence et de réduction de la pauvreté. La situation des finances publiques toujours précaire reste marquée par une faiblesse de la pression fiscale, une accumulation d'arriérés de paiement et une détérioration des soldes budgétaires dans certains Etats. Le premier semestre 2005 est marqué par une évolution préoccupante des prix des produits à la consommation due à la hausse des prix des produits alimentaires et par celle des cours des produits pétroliers. Il en résulte un ralentissement du rythme de convergence alors que l'horizon de convergence est fixé au 31 décembre 2005.

Pour la zone CEMAC, qui bénéficie d'un environnement international favorable, avec notamment une hausse significative du cours du pétrole, la situation macroéconomique de la Communauté pour l'année 2004 s'est caractérisée par une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et une amélioration du solde du compte courant. Cette croissance, pour appréciable qu'elle soit, reste toutefois insuffisante pour atteindre les objectifs du millénaire. Pour l'année 2005, la croissance réelle de la CEMAC resterait soutenue, tout en maintenant un faible taux d'inflation. L'excédent du solde budgétaire devrait s'accroître et le déficit du solde courant se réduire substantiellement, consolidant l'orientation de la CEMAC vers les critères de convergence.

Les ministres ont également pris connaissance de la situation économique difficile de l'Union des Comores, dont les efforts doivent être poursuivis pour retrouver le chemin de la croissance et permettre le retour des bailleurs de fonds, à l'occasion notamment de la conférence internationale du 8 décembre prochain à Maurice et dans la perspective d'un programme pluriannuel avec le FMI.

2) Prennent acte avec intérêt du rapport d'étape du comité de convergence visant à proposer des indicateurs complémentaires, qui permettront en 2006, sans remettre en cause les critères de convergence initialement adoptés, d'affiner l'interprétation des performances des Etats membres. Ces indicateurs complémentaires porteront sur l'inflation sous-jacente, sur un solde budgétaire de base corrigé des appuis budgétaires et permettront, pour les Etats producteurs de pétrole, d'apprécier leurs performances, indépendamment de la conjoncture du secteur pétrolier. Les ministres demandent par ailleurs la poursuite des travaux pour définir un solde budgétaire structurel et préciser la notion d'appuis budgétaires.

3) Rappellent l'obligation pour les Etats de transmettre régulièrement des informations complètes et fiables aux autorités régionales. Ils insistent, comme ils l'avaient fait à Cotonou en avril 2005, sur la tenue à jour par tous les Etats d'un inventaire de la dette, en particulier la dette intérieure, dans le cadre de la prévention de l'apparition ou de l'accumulation d'arriérés. En zone CEMAC, les Etats soumettront dans les plus brefs délais aux instances communautaires leur programme triennal de convergence.

4) Réaffirment le caractère indispensable d'une convergence nominale et réelle au sein d'une zone monétaire et l'importance de l'exercice de Surveillance multilatérale. Ils mesurent, à cet effet, la nécessité d'accroître les moyens de la surveillance multilatérale. Ils demandent au Comité de convergence un rapport sur ce sujet pour la prochaine réunion de la Zone franc.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	3
2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	4
3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC	8
3.1 UEMOA.....	8
3.2 CEMAC.....	13
3.3 COMORES.....	17
4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2004.....	20
4.1 UEMOA.....	20
4.2 CEMAC.....	21
4.3.COMORES.....	22
5. RECOMMANDATIONS	23
5.1 UEMOA.....	23
5.2 CEMAC.....	27
6. ANNEXES	29
6.1 Situation économique et financière de chaque Etat.....	29
6.2 Evolution des critères de convergence.....	57
6.3 Tableaux des opérations financières.....	60

1. INTRODUCTION

Le Comité de convergence de la Zone franc est une structure de réflexion et de proposition créée par la Réunion des Ministres des finances de la Zone franc en 1999, avec pour objectif principal le renforcement de la surveillance multilatérale dans cette zone.

A cet égard, il a pour mission de suivre le fonctionnement de la surveillance multilatérale dans les sous-régions, de rendre compte des progrès réalisés en la matière et de formuler des recommandations propres à consolider ce processus.

Le Comité comprend essentiellement quatre parties, à savoir l'UEMOA (Commission, BCEAO et BOAD), la CEMAC (Secrétariat Exécutif, BEAC et BDEAC), la France (Direction générale du Trésor et de la politique économique – DGTPE – et Banque de France) et l'Union des Comores en qualité d'observateur. AFRISTAT et l'AFD y participent également pour leur expertise.

Sur le plan opérationnel, le Comité organise au moins une réunion semestrielle préparatoire à la réunion des Ministres des finances, présidée alternativement par la Commission de l'UEMOA et le Secrétariat Exécutif de la CEMAC. Le Secrétariat du Comité est assuré par la DGTPE.

Depuis la mise en œuvre du Comité en 1999, celui-ci s'est acquitté de sa mission en présentant à chaque réunion des Ministres un rapport sur l'état de convergence de la Zone franc assorti de résolutions. Les analyses de ce rapport s'appuient sur les données chiffrées produites par les trois sous-régions et validées en Conseil des Ministres.

L'intérêt de ces travaux a amené les Ministres à décider, en septembre 2004, la publication du rapport du Comité, traduisant ainsi leur attachement au principe de transparence et au souci de partager l'expérience de la Zone franc en matière de surveillance réciproque des politiques économiques nationales¹.

Le présent rapport synthétise les travaux et principales conclusions du Comité de convergence de la Zone franc qui s'est réuni à Paris le 25 août 2005, conformément à son mandat. Il fait le bilan de la convergence à la date du 31 décembre 2004 et analyse les estimations disponibles pour 2005.

Si l'on retient les quatre critères principaux de convergence, le constat du Comité reste le même :

- La convergence a progressé aussi bien dans l'UEMOA (malgré les chocs exogènes importants subis par la sous-région) que dans la CEMAC.
- Cependant, dans chacune des Unions, un groupe de pays reste en marge de ces progrès.

L'analyse de la situation économique et financière en UEMOA fait ressortir une croissance économique faible, affectée par les troubles socio-politiques dans certains Etats membres, par les aléas climatiques et les attaques acridiennes. Le faible taux de croissance économique constitue un grand handicap pour la réalisation des objectifs de convergence et de réduction de la pauvreté. La situation des finances publiques toujours précaire reste marquée par une faiblesse de la pression fiscale, une accumulation d'arriérés de paiement et une détérioration des soldes budgétaires dans certains Etats.

Le premier semestre 2005 est marqué par une évolution préoccupante des prix des produits alimentaires due à la baisse de la production céréalière et par l'orientation à la hausse persistante des cours des produits pétroliers. Il en résulte un ralentissement du rythme de convergence alors que l'horizon de convergence est fixé au 31 décembre 2005.

¹ Souci repris par les Etats africains dans le cadre du mécanisme de la revue par les pairs du NEPAD.

Pour la CEMAC, bénéficiant d'un environnement international favorable (avec notamment une hausse significative du cours du pétrole), la situation macroéconomique de la Communauté pour l'année 2004 se caractérise par une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et une amélioration du solde du compte courant. Cette croissance, pour appréciable qu'elle soit, reste toutefois insuffisante pour atteindre les objectifs du millénaire.

Pour l'année 2005, la croissance réelle de la CEMAC resterait soutenue, tout en maintenant un faible taux d'inflation. L'excédent du solde budgétaire devrait s'accroître et le déficit du solde courant se réduire substantiellement, consolidant l'orientation de la CEMAC vers les critères de convergence.

Pour l'ensemble de la Zone franc, le Comité insiste plus particulièrement sur deux recommandations :

- Assurer la réalisation d'une croissance saine et durable basée sur la diversification des activités de production et l'assainissement des finances publiques ;
- Approfondir l'intégration régionale.

Au-delà, le Comité de convergence souhaite rappeler l'importance fondamentale d'une convergence nominale et réelle des économies nationales dans le cadre d'une zone monétaire. A cet égard, le Comité appelle l'attention des Ministres sur l'importance de l'exercice de Surveillance multilatérale. A cet effet, les travaux conduits pour définir de nouveaux indicateurs complémentaires de convergence permettront d'améliorer l'analyse faite par le Comité et de dissocier les effets conjoncturels des effets structurels.

Le Comité requiert également :

- Un renforcement de l'assainissement du cadre macroéconomique et des progrès réalisés en matière de convergence, tirant partie d'une hausse favorable des cours des matières premières et des principaux produits agricoles d'exportation (à l'exception notable du coton) ;
- La consolidation des efforts entrepris en matière de bonne gouvernance et de transparence, qui nécessitent une implication politique à long terme afin de porter des fruits durables ;
- La diversification des activités productives ;
- Le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement et les institutions de Bretton Woods qui demeurent une nécessité.

Enfin, afin de donner à cette revue toute sa dimension, la plus grande implication des gouvernements dans l'élaboration et l'exécution des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité s'avère nécessaire. Cela suppose une prise en compte toujours plus effective des orientations et des recommandations de politique économique retenues à l'échelle communautaire, dans la formulation des politiques économiques nationales. En particulier, pour l'UEMOA, les Etats membres devront redoubler d'efforts pour se conformer à l'ensemble des critères de convergence au terme de l'horizon des convergences prévu pour décembre 2005.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale a enregistré en 2004 la meilleure performance économique depuis vingt ans. Le produit intérieur brut de l'économie mondiale a progressé de 5,1 %, en dépit de la baisse du cours du dollar, de la flambée du prix du pétrole et de l'environnement géopolitique difficile, notamment avec la détérioration de la situation en Irak. La croissance du commerce mondial, en hausse de 10 %, a été le principal moteur de la croissance qui s'est étendue, à des degrés divers, à toutes les régions du monde.

- Production²

Aux Etats-Unis, la croissance économique, impulsée par les baisses simultanées des taux d'intérêt et des impôts, a été de 4,4 % en 2004 contre 3,0 % en 2003. Ces mesures ont dopé la consommation des ménages et les investissements des entreprises, qui, par ailleurs, ont profité de mesures d'amortissement avantageuses pour renouveler leurs machines et leurs matériels informatiques. En

² Les estimations et prévisions de croissance sont celles du *World Economic Outlook* d'avril 2005 du FMI. 4

2005, un ralentissement de l'activité économique semble inévitable. La croissance s'établirait à 4,3 %. Le durcissement des politiques fiscales, en vue d'enrayer l'explosion du déficit public de 2004, devrait inciter les entreprises à relâcher leurs efforts d'équipement et la consommation devrait également perdre de sa vigueur.

Au Japon, le taux de croissance a été de 2,6 % en 2004 contre 1,4 % en 2003. Les investissements privés ont été le principal moteur de la croissance. De même, une augmentation modérée mais constante de la consommation a également contribué à la reprise de l'activité économique. En 2005, la croissance du PIB serait faible. Elle s'établirait à 0,8 % en liaison avec un ralentissement de la demande intérieure et une contribution nulle du commerce extérieur.

Dans la zone Euro, la reprise qui semblait prometteuse s'est essouffée. Le taux de croissance du PIB a été estimé à 2,0 % en 2004 contre une prévision initiale de 3,0 %. L'amélioration du commerce mondial n'a profité qu'à quelques pays de la Zone Euro, en particulier l'Allemagne, la Belgique, la Finlande et l'Irlande. En 2005, la modeste reprise de l'investissement attendue dans la Zone ne suffirait pas à éviter un ralentissement de l'activité économique. Le renchérissement des prix du pétrole aurait un impact plus récessif qu'inflationniste. En effet, la concurrence est telle que les entreprises, plutôt que d'augmenter leurs prix de vente pour compenser leurs coûts d'approvisionnement, réduiraient leurs charges, notamment salariales. Ainsi, le renchérissement des prix du pétrole devrait coûter près d'un demi point de croissance à la Zone Euro, situant le taux de croissance du PIB à 1,6 % en 2005.

Dans les pays émergents d'Asie, le taux de croissance de l'activité économique a atteint 7,8 % en 2004 contre 7,4 % en 2003, soit la meilleure performance depuis la crise asiatique. Ce résultat est dû essentiellement à la reprise de l'activité intervenue en fin 2003 et au début de l'année 2004. Pour 2005, les coûts de reconstruction, liés à la catastrophe du « Tsunami » qui a affecté l'Indonésie, le Sri Lanka, la Thaïlande, fin 2004, pèseront sur les finances publiques et les comptes extérieurs de ces pays. Cependant, leur impact sur la croissance économique en 2005 serait faible. Les prévisions indiquent un taux de croissance de 7,0 % en 2005.

En Amérique latine, la croissance économique n'a jamais été aussi forte depuis trente ans. En 2004, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 5,7 % contre 2,2 % en 2003. Cette performance s'explique par la flambée des cours des matières premières qui a induit une forte augmentation des revenus d'exportation. Il s'agit notamment du pétrole, des métaux ferreux et précieux ainsi que des denrées agricoles. Les politiques budgétaires et les réformes économiques ont également contribué à cette performance. En 2005, la croissance ressortirait à 4,1 % du fait d'un environnement international moins porteur.

En Afrique au sud du Sahara, le taux de croissance a atteint 5,1 % en 2004 contre 4,2 % en 2003. Ce record inégalé depuis dix ans, s'explique par la reprise de l'activité économique mondiale, l'amélioration des politiques macro-économiques et la poursuite des réformes structurelles. La croissance a été portée surtout par les pays producteurs de pétrole. En 2005, le taux de croissance serait de 5,2 %.

- **Prix et inflation**

Dans les pays industrialisés, en dépit de la hausse des prix du pétrole, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été maîtrisée au cours de l'année 2004, en se stabilisant en moyenne annuelle à 2,0 % contre 1,8 % en 2003. Dans les pays émergents, elle a baissé pour se situer à 5,7 % contre 6,0 % en 2003.

Aux Etats-Unis, la hausse des prix du pétrole et la dépréciation du dollar ont fait craindre l'apparition d'une inflation trop élevée. Sur l'année 2004, le taux de croissance du niveau général des prix s'est situé à 2,7 % contre 2,3 % en 2003. En 2005, le taux d'inflation se stabiliserait autour de 2,7 %. Cependant, avec la persistance de la hausse des prix, des tensions inflationnistes ne seraient pas exclues.

Au Japon, les prix continuent de baisser. En 2004, des mesures appropriées ont permis de contenir le taux de croissance du niveau général des prix à des niveaux proches de zéro. En 2005, il baisserait pour s'établir à -0,2 %.

Dans la Zone Euro, en dépit de l'envolée des cours des matières premières, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, est demeurée assez modeste et stable, en s'établissant à 2,2 % en 2004 contre 2,1 % en 2003. En 2005, l'orientation favorable des prix de l'alimentation, le léger reflux des prix de l'énergie et sous l'hypothèse d'un prix du Brent se repliant progressivement à 40 dollars le baril à mi-2005 et d'un taux de change stabilisé à 1,30 dollar pour un euro, l'inflation refluerait à 1,6%.

Dans les pays émergents d'Asie, le taux de croissance du niveau général des prix a augmenté mais demeure modéré. Il est ressorti à 4,0 % en 2004 contre 2,4 % en 2003. Dans certains cas, particulièrement en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, cette évolution reflète les subventions sur le prix du pétrole et la détérioration notoire de la situation des finances publiques consécutive aux coûts de reconstruction après la catastrophe de « TSUNAMI ». En 2005, l'inflation se replierait pour s'établir à 3,2 %. Seule la Chine connaîtrait une accélération notable de l'inflation, qui n'avait d'ailleurs que peu de rapport avec l'évolution du prix du pétrole.

En Amérique Latine, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été maîtrisée au cours de l'année 2004. Le taux de croissance du niveau général des prix est ressorti à 6,5 % contre 10,6 % en 2003. En 2005, il se stabiliserait autour de 6,0 %.

En Afrique au sud du Sahara, le taux d'inflation continue de décroître, atteignant le chiffre le plus bas depuis trois décennies. En 2004, la hausse des prix à la consommation a atteint 9,1 % contre 13,7 % en 2003. En 2005, elle se stabiliserait à 9,2 %.

- Evolution des taux d'intérêt et des marchés de changes

Aux Etats-Unis, la *Federal Reserve* (Fed), a poursuivi le resserrement monétaire entamé en juin 2004 en relevant successivement son taux directeur de 0,25 point le 14 décembre 2004 et le 02 février 2005, l'amenant ainsi à 2,50 %. Ce resserrement graduel de la politique monétaire s'est paradoxalement accompagné d'une baisse des taux longs. En 2005, anticipant une croissance économique de 4,3 %, supérieure à la croissance potentielle et accompagnée d'une inflation de 2,7 %, la Fed pourrait poursuivre durablement cette stratégie de relèvement systématique du taux d'intérêt d'un quart de point. Ce taux pourrait passer à environ 3,5 % au troisième trimestre 2005.

En Zone Euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu son taux directeur inchangé à 2,0 %. Cependant, il a été observé une baisse des taux longs de l'ordre de 80 % entre juin 2004 et janvier 2005. En l'absence de tensions inflationnistes significatives dans la Zone, la BCE n'a pas relevé ses taux durant le premier semestre 2005.

Au Japon, la politique monétaire de l'Institut d'émission, est demeurée très accommodante avec des taux d'intérêt nuls. Pour 2005, cette politique devrait se poursuivre tant que la déflation ne serait pas définitivement enrayerée.

Dans les pays émergents d'Asie, les Banques Centrales, notamment celles de la Chine et de la Corée du Sud, ont procédé à des achats importants de dollars américains, pour éviter que leurs monnaies ne s'apprécient face au dollar américain au risque d'éroder la compétitivité des prix de leurs exportations.

Sur le marché des changes, l'euro a gagné plus de 3,0 % depuis le 1^{er} janvier 2004, 24,0 % depuis le 1^{er} janvier 2003 et 48,0 % depuis le 1^{er} janvier 2002. Cette dépréciation du dollar est en liaison avec le creusement des déficits public et extérieur américain. Toutefois, il est noté depuis le deuxième trimestre 2005 un redressement du cours du dollar. La Chine a procédé à la réévaluation du yuan, estimant qu'elle aiderait la croissance chinoise sur le long terme ainsi que l'économie mondiale. Désormais, la valeur du yuan sera liée à un panier de devises étrangères.

- Evolution des cours des matières premières

Depuis mars 2004, l'indice HWW des prix des matières premières (y compris énergie), en dollars, a augmenté de près de 21 %. L'augmentation des prix des métaux a été plus forte ; la hausse a dépassé 50,0 % pour le fer, le cuivre, le plomb et l'étain. En revanche, l'évolution des cours des matières premières agricoles est restée modérée, suite à une récolte exceptionnelle en 2004. Pour l'année 2005, la conjoncture des marchés de matières premières resterait dominée par la flambée des cours du pétrole, dans un contexte de fermeté et de volatilité des cours des matières premières industrielles.

En ce qui concerne les principales matières premières exportées par les pays membres de l'UEMOA, les cours ont globalement été orientés à la baisse en 2004.

Pour le cacao, les cours ont baissé depuis janvier 2004. Ils ont diminué de 13,0 % en passant de 1 022,6 Fcfa le kg en 2003 à 816,8 Fcfa le kg en 2004. En 2005, la morosité du marché persisterait en raison d'une offre excédentaire par rapport à la demande. En mars 2005, les cours ont augmenté pour se situer à 872,2 Fcfa le kg, suite aux rumeurs de sécheresse dans les principaux pays producteurs d'Afrique de l'Ouest.

Pour le café arabica, le marché s'est trouvé, pour la première fois depuis 1998, en situation de déficit suite à la baisse d'environ 40,0 % de la production brésilienne, induisant un rebond d'environ de 13,5 % des cours en 2004. De 823,0 Fcfa le kg en 2003, les cours ont remonté pour s'établir à 934,4 Fcfa le kg en 2004. En 2005, il est prévu de faibles niveaux. L'extension des surfaces plantées au Brésil, le premier producteur mondial apparaîtrait comme un facteur susceptible d'empêcher un rebond durable des cours.

Pour les huiles d'arachide et de palme, le mouvement de baisse des cours, observé depuis la mi-2003 s'est poursuivi au cours de l'année 2004. Ils sont respectivement passés de 722,5 Fcfa le kg et 257,2 Fcfa le kg en 2003 à 611,9 Fcfa le kg et 248,8 Fcfa le kg en 2004, soit des baisses respectives de 15,3 % et 3,3 %. Au cours du premier trimestre de l'année 2005, les cours se sont redressés en s'établissant à 571,4 Fcfa le kg pour l'huile d'arachide et à 198,5 Fcfa le kg pour l'huile de palme et pourraient davantage s'orienter à la baisse pour le reste de l'année.

Pour le sucre, la révision des perspectives de production mondiale, annoncée par l'Organisation Internationale du Sucre, a orienté les cours à la baisse. Ils sont passés de 91,2 Fcfa le kg en 2003 à 83,3 Fcfa le kg en 2004, soit une baisse de près de 8,7 %. Les prévisions de consommation à la hausse, soutenues par une forte augmentation des importations chinoises ont conduit à un déficit sur le marché du sucre. Au cours du premier trimestre 2005, les cours sont remontés pour se situer 97,6 Fcfa le kg. Sur l'année 2005, une nouvelle hausse des cours du sucre serait attendue.

Pour le coton, sur fond de condamnation par l'OMC des subventions accordées aux producteurs de coton aux Etats-Unis, les prix ont connu une baisse de près de 30,0 % entre janvier et septembre 2004. Au total sur l'année 2004, les cours ont baissé de 11,1 %, en passant de 810,7 Fcfa le kg en 2003 à 720,5 Fcfa le kg en 2004. Pour 2005, aucune amélioration des déterminants du marché n'est attendue. En effet, selon le Comité Consultatif International du Coton, la production mondiale rebondirait de 12,0 % en 2005, à près de 107 millions de tonnes pour une consommation estimée à 100 millions de tonnes. Avec une hausse de près de 33,0 % de la production de la Chine, la déprime des cours du coton se poursuivrait.

Pour le pétrole, le calme relatif observé sur le marché pétrolier début 2004 ne s'est pas poursuivi. Dès le début du mois de juin, les cours du pétrole sont entrés dans une nouvelle phase haussière, atteignant des niveaux supérieurs à 50 dollars en août et octobre 2004. En définitive, entre leurs niveaux de janvier et d'octobre 2004, les cours du pétrole ont augmenté d'environ 65,0 %, entraînant avec eux les prix de principales matières premières énergétiques comme le charbon et le gaz. En 2005, les cours du pétrole ont poursuivi leur progression en liaison avec l'augmentation des capacités de production des principaux pays producteurs d'environ 2,5 millions de barils par jour et de la décélération de la croissance de la demande mondiale de 2,0 %, soit 1,5 millions de barils par jour, consécutive au ralentissement de l'économie mondiale.

Pour la noix de cajou, les cours ont fortement augmenté en 2004. Ils sont passés de 261,6 Fcfa le kg en 2003 à 343,0 Fcfa le kg en 2004, soit une hausse de 41,1 %.

3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC

En 2004, dans un contexte marqué par une reprise de la croissance économique internationale, les pays africains de la Zone franc (PAZF) ont bénéficié d'une accélération de l'activité grâce en particulier aux pays pétroliers. Avec un PIB en hausse de 5,4 % par rapport à l'année 2003, la Zone franc a enregistré une croissance économique comparable à celle de l'Afrique sub-saharienne en 2004. En 2005, le taux de croissance du PIB, selon nos prévisions et celles du FMI, pourrait être de 4,0 % en Zone franc.

L'inflation modérée (inférieure à 0,5 % dans les deux sous-régions³) de la zone en 2004 s'explique principalement par la baisse des prix des produits alimentaires, à laquelle s'est ajoutée une réduction du coût des importations venant du reste du monde, notamment énergétiques, en raison de l'appréciation des francs CFA et comorien. En 2005 en revanche, de fortes tensions inflationnistes sont apparues, en particulier dans les pays Sahéliens en raison de la crise alimentaire.

Ce résultat d'ensemble masque cependant une évolution divergente au sein de la Zone franc, entre les pays d'Afrique centrale, d'une part, et l'Afrique de l'Ouest et l'Union des Comores, d'autre part.

Pour s'accroître, cette croissance doit reposer sur la diversification des activités productives à travers, notamment, la promotion des investissements privés et l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques.

L'intégration régionale, facteur de stabilité et de croissance, doit également être renforcée par le respect des engagements pris par tous les Etats en ce qui concerne l'élimination effective des obstacles administratifs à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, d'une part, et la poursuite de la convergence macroéconomique à travers le renforcement de la surveillance multilatérale d'autre part.

Dans un environnement marqué par de nombreuses incertitudes géopolitiques régionales, les mécanismes de la Zone franc ont constitué en 2004 un élément essentiel pour la cohésion de la zone. Grâce à une gestion rigoureuse des finances publiques, au principe de convertibilité illimitée des monnaies de la Zone franc, et à la mise en œuvre effective d'une politique monétaire vigilante, le risque inflationniste a pu être écarté en 2004. Ainsi, les institutions de la Zone franc ont fourni un cadre propice à la solidarité régionale et au développement économique.

3.1 UEMOA

L'activité économique de l'Union a enregistré une croissance de 3,0 % seulement en 2004 contre 3,2 % en 2003, en dépit de la légère reprise en Côte d'Ivoire. Dans la plupart des autres Etats membres, une décélération de l'activité a été enregistrée. Cette croissance a été obtenue dans un contexte marqué par la poursuite de la maîtrise de l'évolution des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,5 % contre 1,3 % en 2003.

La situation des finances publiques a été caractérisée par une dégradation des principaux soldes budgétaires, expliquée par une forte progression des dépenses totales comparée à l'évolution des recettes. L'exécution des opérations financières dans les Etats membres s'est traduite par une évolution contrastée des principaux soldes budgétaires. Le déficit du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur les ressources PPTE, s'est réduit pour représenter 0,3% du PIB contre 0,5% en 2003, suite à l'accroissement des recettes de 7,8%, la hausse des dépenses de base étant de 6,0%. En y incluant les dépenses financées sur les ressources PPTE, le déficit a représenté, comme en 2003, 1,1% du PIB. En revanche, le déficit du solde global a représenté 2,4 % du PIB en 2004 contre 2,1 % en 2003.

Au niveau des comptes extérieurs, hors transferts officiels, le déficit courant a représenté 4,8 % du PIB contre 5,5 % en 2003.

³ Malgré les tensions constatées aux Comores (4,5%).

A fin décembre 2004, la situation monétaire de l'Union a été caractérisée par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires ainsi qu'une hausse du crédit intérieur. Il en est résulté une progression de la masse monétaire de 5,8 %.

Reflétant le redressement de l'activité économique en 2004, l'état de convergence indique une amélioration du profil des critères.

- **Production**

L'activité économique a enregistré une croissance de 3,0 % en 2004 contre 3,2 % en 2003. La hausse des cours du pétrole et la baisse des prix des matières premières exportées, notamment le cacao et le coton, ont négativement affecté l'activité économique. La croissance enregistrée résulte des effets conjugués de la décélération de l'activité économique dans la plupart des Etats membres et de la légère reprise en Côte d'Ivoire, après quatre années consécutives de récession. Dans les Etats sahéliens de l'Union, la production vivrière a été affectée par les mauvaises conditions climatiques et l'invasion acridienne.

Par pays, le taux de croissance économique se présente comme suit : Bénin (2,7 %), Burkina (4,6 %), Côte d'Ivoire (1,6 %), Guinée-Bissau (2,2 %), Mali (2,2 %), Niger (0,9 %), Sénégal (6,0 %), Togo (0,6 %).

Pour l'année 2005, les perspectives indiquent un taux de croissance de 3,7 % sous l'hypothèse d'une part, d'un climat sous-régional plus apaisé, grâce, notamment, à la normalisation de la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire et, d'autre part, de conditions climatiques plus favorables pour la campagne agricole 2005/2006. Les effets de l'amélioration de ces conditions de l'activité économique seront toutefois atténués par la persistance de la hausse des cours du pétrole et la baisse des cours des principales matières premières de l'Union.

Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Bénin (4,1 %), Burkina Faso (3,5 %), Côte d'Ivoire (1,0 %), Guinée-Bissau (2,3 %), Mali (7,1 %), Niger (4,1 %), Sénégal (6,4 %), Togo (2,7 %).

- **Prix et inflation**

En 2004, la croissance s'est réalisée dans un contexte marqué par une baisse de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 0,5 % contre 1,3 % en 2003. Cette décélération de l'inflation a été induite par la baisse des prix des produits alimentaires, en liaison avec l'approvisionnement suffisant et régulier des marchés à la suite des bons résultats de la campagne agricole 2003-2004 dans la plupart des Etats membres.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Bénin (0,9 %), Burkina (-0,4 %), Côte d'Ivoire (1,4 %), Guinée-Bissau (0,9 %), Mali (-3,1 %), Niger (0,2 %), Sénégal (0,5 %), Togo (0,4 %).

Cependant, depuis le quatrième trimestre 2004, on assiste à une hausse des prix des produits alimentaires. Cette augmentation s'est poursuivie au cours du premier semestre 2005. En effet, en glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 4,0% au cours des six premiers mois de 2005 contre -0,4% pour la même période en 2004. Cette hausse est liée, d'une part, à la baisse de la production céréalière dans certains Etats membres au cours de la campagne agricole 2004/2005 et d'autre part, à la poursuite de la hausse des cours du pétrole. Si cette tendance se poursuivait, le taux annuel moyen de l'Union ressortirait à 3,9% en 2005. Seul le Sénégal respecterait la norme communautaire..

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen serait : Bénin (4,4 %), Burkina (7,0%), Côte d'Ivoire (3,8%), Guinée-Bissau (3,6%), Mali (5,6%), Niger (8,3%), Sénégal (0,2%), Togo (7,4 %).

- **Finances publiques et dette publique**

La situation des finances publiques a été caractérisée par une dégradation des principaux soldes budgétaires expliquée par une progression insuffisante des recettes par rapport à la hausse des dépenses. Les recettes budgétaires ont progressé de 7,8 % pour représenter 16,9 % du PIB contre 16,4 % en 2003. Elles ont été tirées par les recettes fiscales qui ont progressé de 7,6 % pour porter le

taux de pression fiscale à 15,1 % contre 14,6 % en 2003. Cette croissance est due à la hausse des recettes fiscales au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal, sous l'effet des mesures d'amélioration des recouvrements mises en œuvre au niveau des régies, notamment, l'examen plus rigoureux des exonérations et l'intensification de la lutte contre la fraude.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Bénin (14,6 %), Burkina (12,0 %), Côte d'Ivoire (15,2 %), Guinée-Bissau (7,9 %), Mali (15,4 %), Niger (11,6 %), Sénégal (18,4 %) et Togo (14,9 %).

Les recettes non fiscales ont augmenté de 5,1 % pour représenter 1,6 % du PIB comme en 2003. Elles ont profité de la progression enregistrée d'une part en Côte d'Ivoire, grâce aux redevances téléphoniques, au revenus liés au pétrole, et d'autre part, en Guinée Bissau grâce aux licences de pêche. Quant aux dons, ils ont été en hausse de 6,2 % pour représenter 2,4 % du PIB. Ils ont notamment progressé d'une part, au Bénin, au Mali et au Sénégal, en relation avec la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté, et, d'autre part, en Guinée Bissau, en liaison avec la mise en œuvre du Plan de Gestion Economique d'Urgence.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 8,3 % pour représenter 21,6 % du PIB contre 20,8 % en 2003, sous l'impulsion des dépenses en capital, en accroissement de 22,4 %, en rapport avec les travaux de construction d'infrastructures au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal notamment. La progression des dépenses courantes a été portée par l'augmentation de la masse salariale de 5,4 %, liée à la revalorisation du point indiciaire et du recrutement d'agents dans la Fonction publique dans certains Etats membres, notamment, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.

Au total, le déficit global hors dons s'est aggravé pour représenter 4,8 % du PIB contre 4,5 % en 2003. Quant au déficit global, il est passé de 2,1 % du PIB en 2003 à 2,4 % en 2004.

La situation des finances publiques a été, par ailleurs, marquée par des tensions de trésorerie qui se sont traduites par des accumulations d'arriérés de paiement dans certains Etats membres. Le montant des arriérés de paiement accumulés en 2004 a été de 609,7 milliards dont 507,5 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Togo.

En 2005, une évolution contrastée des déficits budgétaires serait enregistrée. Les recettes budgétaires progresseraient de 5,5 % pour représenter 16,8 % du PIB, en liaison avec l'élargissement de l'assiette fiscale par le contrôle plus rigoureux des exonérations et la poursuite de la lutte contre la fraude. Il en résulterait un taux de pression fiscale de 14,9 %.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils progresseraient de 6,6 % pour s'établir à 21,7 % du PIB. Cette hausse des dépenses publiques serait portée par les dépenses en capital, en accroissement de 7,1 %, en raison d'une part, de la reprise attendue des investissements en Côte d'Ivoire et, d'autre part, de la poursuite de la mise en œuvre des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, notamment au Mali et au Sénégal. Quant aux dépenses courantes, elles augmenteraient de 4,7 %, sous l'effet de la hausse de la masse salariale de 7,6 %.

Au total, le déficit global hors dons et le déficit global représenteraient, respectivement, 5,0 % et 2,2 % du PIB.

En ce qui concerne la dette publique, sa situation reste toujours préoccupante en 2004 avec un encours de 15 334,9 milliards, soit 69,1 % du PIB contre 73,6 % en 2003. Le service de la dette a représenté 10,4 % des recettes fiscales des Etats de l'Union. En 2005, l'encours de la dette publique serait de 15 420,7 milliards et représenterait 65,6 % du PIB. Tous les Etats membres de l'Union, excepté la Côte d'Ivoire et le Togo, ont atteint le point de décision dans le cadre de l'Initiative PPTE. Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal ont atteint le point d'achèvement.

Les récentes décisions du G8, relatives au projet d'annulation de la dette multilatérale des pays bénéficiant de l'Initiative PPTE, devraient contribuer à une amélioration significative de ce ratio.

- Commerce extérieur et balance des paiements

En 2004, les comptes extérieurs des Etats membres de l'UEMOA se sont soldés globalement par un excédent de 265,3 milliards contre 64,2 milliards en 2003. Cette performance a résulté d'un accroissement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières et d'une réduction du déficit des transactions courantes.

Le solde déficitaire des transactions courantes est ressorti à 781,0 milliards en 2004 contre 867,5 milliards en 2003. Hors transferts officiels, le déficit courant est ressorti à 4,8 % du PIB contre 5,5 % en 2003. Le repli du déficit du compte courant est lié essentiellement à la balance des services, des revenus et des transferts courants, l'excédent commercial s'étant contracté de 11,3 % pour se situer à 387,1 milliards en rapport avec une hausse des importations plus soutenue que celle des exportations.

En effet, nonobstant une pluviométrie irrégulière et des attaques acridiennes enregistrées dans certains Etats, l'année 2004 a été caractérisée, par une bonne production des cultures d'exportation, notamment celle du cacao et du coton dont les tonnages exportés se sont accrus de 5,5 % et 21,5 %, respectivement. L'incidence favorable de la progression en volume des exportations de produits agricoles a été cependant atténuée par la baisse des cours des principaux produits d'exportation, singulièrement ceux du cacao, qui ont accusé un repli de 19,9 %. En conséquence, les recettes d'exportation de l'Union n'ont enregistré qu'une hausse de 6,1 %, tandis que les importations ont augmenté de 8,1 %.

La progression des importations est imputable à l'impact de la conjoncture internationale marquée par le renchérissement de plus de 35,0 % des cours du pétrole qui a alourdi la facture des importations d'hydrocarbures de 23,3 % dans un contexte d'activité économique soutenue dans certains Etats. L'accroissement de 18,9 % des achats de biens de consommation, en rapport avec la vigueur de la demande intérieure, a également contribué à la hausse des importations.

Les autres postes du compte des transactions courantes, en particulier les revenus et les transferts courants se sont améliorés. Le déficit des revenus s'est contracté pour s'établir à 612,0 milliards contre 626,3 milliards en 2003, tandis que l'excédent des transferts courants est passé de 446,6 milliards à 541,7 milliards, sous l'effet notamment de l'importance croissante des flux de transferts courants privés. Le déficit des services est passé de 1.124,1 milliards en 2003 à 1.097,8 milliards en 2004.

Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières a progressé de 86,2 milliards par rapport à 2003, reflétant l'amélioration des deux principales composantes de ce compte.

En effet, l'excédent du compte de capital s'est accru de 50,7 milliards du fait des allègements de dette au titre de l'initiative PPTE dont ont bénéficié les Etats membres de l'Union.

Les opérations financières ont été également en hausse, passant d'un solde positif de 526,1 milliards en 2003 à 581,3 milliards en 2004. Cette évolution a résulté de l'accroissement des autres investissements, atténué par la baisse enregistrée au niveau des investissements directs et des investissements de portefeuille. Traduisant les difficultés de certains Etats membres de l'Union à maintenir de bonnes relations avec les partenaires au développement, le financement exceptionnel sous forme de rééchelonnements de dettes s'est inscrit en baisse de 143,3 milliards, tandis que les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs ont progressé de 61,4 milliards. Par ailleurs, les capitaux privés à court terme, ont connu, à l'instar de l'année 2003, des sorties nettes liées principalement à l'évolution des crédits commerciaux dans les secteurs pétrolier et cotonnier.

Les projections de la variation des avoirs extérieurs nets de l'Union pour l'année 2005 tablent sur une évolution favorable de la balance des paiements, notamment une bonne tenue des exportations et une mobilisation accrue de ressources extérieures.

Les exportations devraient bénéficier de la mise en œuvre, au plan interne, de mesures visant l'amélioration de la compétitivité des filières agricoles, en vue de tirer profit des opportunités d'accès au marché européen sans droit de douane, offertes aux pays les moins avancés et des avantages accordés par les Etats-Unis à des pays d'Afrique subsaharienne dans le cadre de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). Ainsi, la tendance à la baisse des cours

internationaux des principaux produits de l'Union pourrait être compensée par la hausse des quantités commercialisées. Sur cette base, les exportations sont projetées pour l'ensemble de l'Union à 6 364,7 milliards en 2005, en hausse de 4,5 % par rapport à l'année 2004.

Pour leur part, les importations devraient afficher un accroissement d'une plus grande ampleur (7,7 %), en raison notamment de la hausse attendue de la facture pétrolière et des produits alimentaires, du fait de l'invasion acridienne au titre de la campagne agricole 2004/2005. La balance commerciale devrait néanmoins dégager un excédent de 225,4 milliards. Cette évolution, conjuguée à l'amélioration des revenus, résultant de la réduction de 26,3 milliards des paiements des intérêts dus sur la dette publique, contribuerait à limiter la dégradation du déficit courant extérieur, hors dons à 5,3 % du PIB.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est projeté à 1 192,2 milliards en 2005 contre 1 047,9 milliards en 2004, du fait de l'augmentation de 81,2 milliards du compte de capital et la hausse de 63,1 milliards des opérations financières. Le déficit courant étant prévu à 887,1 milliards, l'excédent global de la balance des paiements de l'Union ressortirait à 305,0 milliards.

- **Situation monétaire**

A fin décembre 2004, la situation monétaire de l'UEMOA a été caractérisée par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires ainsi qu'une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 122,0 milliards, pour s'inscrire à 3.183,0 milliards à fin décembre 2004. Ce renforcement de la position extérieure a exclusivement concerné la Banque Centrale, celle des banques ayant baissé durant la période sous revue.

La consolidation de la position extérieure est imputable à l'Institut d'émission dont les avoirs extérieurs nets ont atteint 3.027,6 milliards, en hausse de 133,1 milliards. Cette évolution s'explique en partie par la baisse de 138,1 milliards des engagements extérieurs. Les réserves officielles de change ont baissé de 5,0 milliards pour se situer à 3.730,3 milliards à fin décembre 2004. Le taux de couverture des engagements monétaires à vue est ressorti à 117,2% à fin décembre 2004. Les avoirs extérieurs nets des banques ont diminué de 11,1 milliards, en s'établissant à 155,4 milliards, l'augmentation de 13,8 milliards des avoirs extérieurs bruts ayant été compensée par l'accroissement de 24,9 milliards des engagements extérieurs.

Par rapport à fin décembre 2003, l'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 234,8 milliards ou 5,9%, pour se chiffrer à 4.223,0 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution est exclusivement imputable aux crédits à l'économie, les crédits nets aux Etats ayant baissé.

En effet, la position nette débitrice des gouvernements s'est établie à 704,5 milliards à fin décembre 2004 contre 740,3 milliards en 2003 soit une amélioration de 35,8 milliards. Cette évolution résulte de la baisse de 72,9 milliards des engagements des Trésors publics vis-à-vis du système bancaire dont l'impact a été atténué par le recul de 37,1 milliards de leurs créances. La contraction des engagements des Etats est consécutive notamment à la diminution de 129,9 milliards des concours au titre du FMI et au remboursement de 23,9 milliards des avances monétaires consolidées de la BCEAO. Par contre, les engagements au titre des concours consentis par les banques se sont accrus de 75,5 milliards. Le recul des créances des Etats vis-à-vis du système bancaire résulte respectivement de celui de 17,2 milliards des dépôts dans les banques et de 16,8 milliards des dépôts à la Banque Centrale.

L'encours des crédits à l'économie est passé de 3.247,9 milliards en décembre 2003 à 3.518,5 milliards en décembre 2004, soit une hausse de 270,6 milliards ou 8,3%, attribuable aux crédits ordinaires qui se sont accrus de 284,8 milliards, les crédits de campagne s'étant repliés de 14,2 milliards. La hausse des crédits ordinaires résulte principalement des concours octroyés à des entreprises opérant dans le secteur de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, des bâtiments et travaux publics, du commerce général, des transports ainsi qu'à des unités agro-alimentaires.

En rapport avec ses contreparties, la liquidité globale s'est accrue de 326,3 milliards, pour s'établir à 5.978,9 milliards, soit un accroissement de 5,8%. L'augmentation de la masse monétaire a été portée par les dépôts qui se sont consolidés de 375,4 milliards ou 9,8% pour atteindre 4.180,3 milliards, la circulation fiduciaire évaluée à 1.798,8 milliards ayant baissé de 49,1 milliards.

3.2 CEMAC

En 2004, la situation macroéconomique des Etats membres de la CEMAC a profité d'un environnement international relativement favorable, caractérisé par la bonne tenue des cours du pétrole brut et des principaux produits agricoles. Il en a résulté une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et une amélioration du solde du compte courant.

En effet, la croissance économique dans les Etats membres de la Communauté en 2004 s'est inscrite en hausse de 6,9 % contre 4,3 % un an auparavant, tirée notamment par les exportations de pétrole, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 4,4 %. La variation de l'indice des prix à la consommation des ménages s'est substantiellement contractée, revenant à 0,4 % contre 1,3 % en 2003 en moyenne annuelle. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, a progressé pour atteindre 3,2 % du PIB en 2004 contre 2,8 % une année plus tôt.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements, hors dons, s'est réduit, revenant de 8,8 % du PIB en 2003 à 5,1 % en 2004.

De son côté, la situation monétaire a été caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets de 79,9 %, une contraction des créances nettes sur l'Etat de 45,7 % et une progression de la masse monétaire (+ 10,1 %). Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 73,8 % contre 64,9 % en 2003.

- Production

En 2004, les performances macroéconomiques de la Communauté ont été tirées par la production et les exportations de pétrole, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad, et par le niveau élevé de la consommation privée conjuguée avec le dynamisme des investissements productifs. Elles ont également profité de la bonne tenue des cours de la plupart des produits d'exportation, notamment le prix du baril de pétrole brut. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) en francs courants a atteint 19 728,7 milliards et la croissance réelle s'est établie à 25,4 % pour le secteur pétrolier et 4,5 % pour le secteur non pétrolier. En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier a été de 2,9 % alors que celui du secteur non pétrolier de 4,0 % en 2004.

Par pays, le taux de croissance économique se présente comme suit : Cameroun (4,2 %), RCA (1,5 %), Congo (4,0 %), Gabon (1,3 %), Guinée Equatoriale (30,1 %), Tchad (36,1 %).

Les projections pour 2005 laissent entrevoir un ralentissement de la croissance économique dans la Communauté, avec un taux de croissance réelle de 4,8 %. Le développement rapide des activités du secteur tertiaire serait, du côté de l'offre, l'un des moteurs de la croissance au niveau communautaire, compte tenu de l'essor continu de la téléphonie mobile conjugué avec l'expansion des activités commerciales. Par ailleurs, le secteur pétrolier continuerait à exercer un impact significatif sur la croissance économique. S'agissant de la demande, le principal moteur de la croissance demeurerait la demande extérieure nette, en liaison avec l'accroissement des exportations pétrolières dans la plupart des Etats producteurs de pétrole de la CEMAC.

Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Cameroun (3,9 %), RCA (3,4 %), Congo (8,8 %), Gabon (2,0 %), Guinée Equatoriale (6,3 %), Tchad (12,0 %).

- Prix et inflation

Le taux d'inflation, mesuré par la progression des indices nationaux des prix à la consommation finale des ménages, reculerait à 0,4 %, prolongeant ainsi une décélération des prix enregistrée depuis la fin décembre 2003, et en liaison avec la bonne campagne agricole et un meilleur approvisionnement des marchés.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Cameroun (0,4 %), RCA (2,1 %), Congo (1,4 %), Gabon (0,4 %), Guinée Equatoriale (4,2 %), Tchad (-5,4 %).

Pour l'année 2005, l'inflation serait de l'ordre de 2,0 % en moyenne annuelle, grâce notamment à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes, à la résorption de la crise énergétique au Cameroun et au Tchad et au retour progressif de la sécurité et l'amélioration du trafic fluvial et routier en Centrafrique.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen serait : Cameroun (1,0 %), RCA (2,7 %), Congo (2,3 %), Gabon (2,0 %), Guinée Equatoriale (4,0 %), Tchad (3,0 %).

- Finances publiques et dette publique

Sur le plan des finances publiques, les recettes budgétaires totales, hors dons, s'accroîtraient de 13,9 % en 2004, atteignant 4 182,8 milliards (équivalent à 21,8 % du PIB) contre 3 674,2 milliards (21,0 % du PIB) en 2003. Cette évolution découlerait notamment de l'augmentation des recettes pétrolières (29,2 %) en liaison avec la hausse de la production pétrolière (24,7%) conjuguée avec la hausse des prix du baril du pétrole brut. Les recettes non pétrolières ont, quant à elles, faiblement progressé de 0,3%, atteignant 1944,6 milliards contre 1938,3 milliards en 2003, expliquée par le faible rendement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), notamment en Centrafrique.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Cameroun (14,5 %), RCA (6,4 %), Congo (31,7 %), Gabon (28,7 %), Guinée Equatoriale (31,1 %), Tchad (9,1 %).

Les dépenses budgétaires totales, quant à elles, atteindraient 3 546,8 milliards en 2004, en augmentation de 11,7 % par rapport à 2003, avec notamment une forte progression des dépenses en capital. L'évolution des dépenses d'investissements résulte de la poursuite des efforts de mobilisation des ressources extérieures destinées à financer les projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté, notamment au Cameroun, au Congo et au Tchad. Pour leur part, les dépenses courantes ont faiblement cru, en liaison avec la discipline budgétaire imposée dans la plupart des Etats de la Communauté, la baisse des intérêts de la dette et la faible hausse des transferts et subventions.

Le solde primaire excédentaire progresserait à 7,2 % du PIB en 2004 contre 7,1 % du PIB une année plus tôt, s'établissant à 1 413,7 milliards contre 1 232,0 milliards en 2003. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui passerait à 4,8 % contre 4,3 % en 2003.

En conséquence, l'excédent budgétaire global, base engagements, hors dons, augmenterait pour atteindre 3,2 % du PIB en 2004 (636,1 milliards) contre 2,8 % du PIB en 2003 (496,4 milliards).

La gestion courante des finances publiques de 2004 s'est soldée par une accumulation des arriérés de 72,7 milliards de Fcfa dont 12,7 milliards pour le Cameroun, 21,8 milliards pour la RCA, 33,1 milliards pour le Congo, 1,4 milliard pour le Gabon et 3,6 milliards pour le Tchad.

Pour 2005, la gestion des finances publiques se traduirait par la consolidation et l'assainissement des comptes. En conséquence, l'excédent budgétaire, base engagement, hors dons, s'établirait à 5,5 % du PIB contre 3,2 % du PIB en 2004.

S'agissant de la dette publique, l'amélioration des comptes extérieurs s'est traduite par une diminution du ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services non-facteurs, revenu de 15,1 % en 2003 à 12,4 % en 2004. De même, le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires et celui de l'encours de la dette sur le PIB se sont améliorés, se situant respectivement à 28,1 % et 51,4 % en 2004 contre 30,5 % et 63,8 % en 2003. Le Cameroun et le Tchad sont en phase d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE, les autres Etats n'ont pas encore atteint le point de décision de cette initiative.

- Commerce extérieur et balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) s'est sensiblement réduit en 2004, revenant à 1 005,8 milliards correspondant à 5,1 % du PIB contre 1 541,2 milliards en 2003 (8,8 % du PIB). Cette évolution procède notamment d'une augmentation de 1 775,6 milliards de l'excédent commercial (+ 9,0 % du PIB), d'une aggravation du déficit des services de 308,7 milliards, soit 1,6 % du PIB, du déficit de la balance des revenus de 916,3 milliards (4,7 % du PIB) et de la diminution de l'excédent des transferts courants de 32 milliards.

En effet, l'excédent de la balance commerciale a atteint 4 985,4 milliards en 2004, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 6,5 % expliquée par : (i) une croissance vigoureuse aux Etats-Unis et en Asie entraînant une forte hausse de la demande des matières premières (croissance des quantités exportées), (ii) une augmentation de l'offre des matières premières à un prix plus élevé (hausse du prix des exportations), (iii) une maîtrise de l'inflation dans les pays avancés entraînant une stabilité des prix des importations, et ce en dépit d'une forte baisse du dollar par rapport aux autres monnaies et notamment l'euro.

Le déficit de la balance de services s'est établi à 2 707,2 milliards contre 2 398,5 milliards en 2003, en liaison avec le regain d'activité dans les branches de l'exploitation forestière, des transports et des télécommunications. Pour sa part, l'aggravation du déficit du solde des revenus est imputable à la hausse des revenus des investissements. En revanche, l'excédent des transferts courants s'est réduit à 111,5 milliards contre 143,5 milliards en 2003, avec le repli de dons courants.

Quant à l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, il s'est réduit en 2004 à cause de la contraction des investissements directs consécutive à l'achèvement de la construction de l'oléoduc Doba-Kribi.

En définitive, le solde global de la balance des paiements consolidée, déficitaire de 599,7 milliards (3,5 % du PIB) en 2003, est devenue excédentaire de 70,5 milliards en 2004 (0,4 % du PIB).

Pour l'année 2005, le déficit des comptes courants hors dons se réduirait substantiellement, revenant à 0,3 % du PIB, contre 5,1 % du PIB en 2004.

- **Situation monétaire**

A fin décembre 2004, la situation monétaire s'est consolidée, avec un taux de couverture extérieure de 73,8 % contre 64,9 % un an plus tôt, confirmant ainsi le redressement macroéconomique de la zone. Cette évolution est caractérisée par un net raffermissement des avoirs extérieurs nets, une baisse des créances nettes sur les Etats membres, une légère diminution des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont progressé de 79,9 %, s'établissant à 1 478,7 milliards contre 821,9 milliards à fin décembre 2003. Le renforcement de la position extérieure nette globale des Etats de la CEMAC est imputable, aux effets positifs sur les recettes d'exportation de la bonne tenue des cours des principales matières premières, notamment le pétrole et le bois et de la hausse de la production et des exportations du pétrole en Guinée Equatoriale et au Tchad. Il a également bénéficié du rapatriement plus régulier des recettes d'exportation ainsi que des efforts de mobilisation des financements extérieurs de la plupart des Etats de la Communauté. Enfin, le raffermissement de la position extérieure nette des Etats membres a profité aussi du recul du poids des engagements extérieurs des Etats en rapport avec la baisse du dollar et les allègements de la dette extérieure obtenus notamment par le Congo et le Gabon dans le cadre des programmes soutenus par les Institutions de Bretton Woods.

Les créances nettes du système monétaire sur les Trésors nationaux se sont inscrites en baisse de 45,7 %, pour se fixer à 447,6 milliards contre 824,3 milliards en 2003, reflétant ainsi une consolidation de la trésorerie publique dans tous les Etats sauf en Centrafrique, en liaison avec l'afflux des recettes pétrolières.

Quant aux crédits à l'économie, ils ont diminué de 1,8 %, revenant à 1 624,9 milliards en 2004 contre 1 655,3 milliards à fin décembre 2003, expliquée notamment par l'amélioration de la trésorerie des entreprises publiques au Cameroun, la faiblesse de l'activité économique non pétrolière au Gabon et le fléchissement des crédits de campagne au Tchad.

En conséquence, la masse monétaire a progressé de 10,1 %, passant de 2 655,5 milliards en décembre 2003 à 2 924,3 milliards en décembre 2004.

Les perspectives monétaires indiqueraient un raffermissement des avoirs extérieurs nets au 31 décembre 2005, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 82,3 % contre 73,8 % en 2004. Les crédits à l'économie progresseraient de 5,0 %. En revanche, les créances nettes sur les Etats diminueraient de 156,0 %, en liaison avec l'amélioration prévue de la trésorerie dans certains

Etats et particulièrement l'entrée massive des recettes pétrolières au Tchad. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 6,0 %.

3.3 COMORES

- **Contexte général**

L'année 2004 s'est déroulée dans un climat politique apaisé, marqué par le parachèvement de la réconciliation nationale et la mise en place des institutions issues de la Constitution du 23 décembre 2001. Ce long processus s'est achevé par l'accord conclu en décembre 2003 à Moroni, avec l'appui de la communauté internationale.

La seconde étape du processus a vu l'adoption des lois organiques sur le partage des compétences entre l'Union et les Iles autonomes, ce qui a permis d'engager des négociations avec le FMI et de mettre en place un programme intérimaire de surveillance d'une année. Ce programme doit déboucher sur un financement au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance et sur un allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés.

- **Situation économique en 2004**

La situation économique, financière et monétaire, a enregistré des évolutions contrastées, accentuées par la baisse de la production agricole, notamment la diminution de la production de vanille, accompagnée d'un effondrement des prix dont l'impact négatif s'est manifesté par un recul du crédit à l'économie.

Tout en demeurant premier producteur mondial d'Ylang-ylang, les Comores ont enregistré une baisse de sa production, passant de 40 tonnes en 2003 à 35 tonnes en 2004. Les prix de ce produit, fixés toujours à des niveaux relativement bas, sont passé d'une moyenne de 15 400 FC à 25 000 FC en 2004.

Le taux de croissance du PIB réel, prévu à 3,2% en 2004, s'est établi à 1,9% contre 2,1% en 2003, à comparer à une croissance démographique de 2,3%. La croissance économique serait tirée par la demande intérieure, notamment par la consommation privée, financée essentiellement par l'extérieur.

L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de hausse des prix à la consommation. Le taux d'inflation a atteint 4,5% en moyenne annuelle contre 3,7% en 2003, résultant à la fois d'une demande intérieure soutenue, en particulier, par la progression des dépenses publiques, et d'une baisse de la production agricole vivrière. La hausse des cours des produits pétroliers n'a pas eu un impact sur les prix à la pompe, l'appréciation de l'Euro par rapport au dollar ayant neutralisé le choc.

S'agissant des finances publiques, un accord mettant en place un mécanisme de répartition des recettes et des dépenses entre l'Union et les Iles est intervenu au 1^{er} trimestre, mais il n'a pas correctement fonctionné, conduisant à une baisse des recettes au cours des six premiers mois de l'année. Cette tendance s'est plutôt inversée au second semestre et le montant total des recettes budgétaires a atteint 22,6 milliards FC.

Les recettes fiscales ont légèrement régressé, pour ne représenter que 13,3% du PIB, contre 14,2% en 2003, malgré la progression de près de 12% de la valeur des importations. Les taxes sur le commerce extérieur représenteraient désormais plus de 60% du total des recettes.

Les dépenses courantes sont restées stables à plus de 22 milliards FC, niveau relativement élevé, soutenues par l'augmentation de 9,6% de la masse salariale entre 2003 et 2004, absorbant ainsi 56% des dépenses courantes contre 50% en 2003. Cette évolution est expliquée par les recrutements opérés dans la fonction publique et la mise en place des structures des nouvelles institutions. Les dépenses en biens et services ont parallèlement augmenté, passant de 5,3 milliards FC en 2003 à plus de 6 milliards FC en 2004 (soit une hausse de 13,2%).

Les dépenses en capital ont reculé de plus de 17%, du fait de la diminution de plus d'1 milliard FC des opérations financées sur ressources extérieures, pendant que les financements intérieurs sont restés pratiquement au même niveau qu'en 2003.

Au total, le déficit global hors dons s'est amélioré, s'établissant à 4,9% du PIB nominal en 2004, contre 6,4% en 2003.

La situation des comptes extérieurs a été caractérisée par une dégradation du compte courant affichant un déficit de 6,5% du PIB contre 5,2% en 2003, en liaison avec l'accroissement du déficit du commerce extérieur, expliqué par la forte chute des exportations de vanille (-63%) alors que les importations augmentaient de plus de 12%. L'ampleur du déficit du compte courant a été atténuée par l'augmentation des apports de devises des comoriens non résidents, enregistrés au niveau des transferts privés sans contrepartie et des autres revenus du tourisme.

La masse monétaire a poursuivi la tendance à la baisse observée au 1^{er} semestre, s'établissant à 34,1 milliards FC en décembre 2004 contre 35,2 milliards FC en décembre 2003. Cette évolution a surtout concerné les dépôts à vue, qui ont reculé de 13,3 milliards FC à 11,6 milliards FC sur la période, pendant que la circulation fiduciaire et les dépôts d'épargne sont restés stables à 11 et 10 milliards FC respectivement.

Le recul de la masse monétaire s'explique par la détérioration du crédit à l'économie (-9%), résultant de la réticence des établissements financiers à financer la campagne de la vanille 2004 et de la baisse des avoirs extérieurs nets (-1,4%). En revanche, le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs s'est amélioré, passant de 107 à 109% de décembre 2003 à décembre 2004.

• Perspectives pour 2005

Les prévisions de croissance de l'activité pour l'année 2005 indiquent un taux de croissance du PIB réel de 2,8%, tiré par le secteur agricole et le tourisme.

L'activité au 1^{er} semestre s'est déroulée dans un contexte morose, dominé par la poursuite de l'effritement des prix de la vanille, accompagné d'une baisse de la production et de la demande mondiale. Pour 2005, la production est estimée à moins de 50 tonnes, contre 80 tonnes en 2004 et 110 tonnes en 2003. La campagne de vanille 2005 n'a été que très faiblement financée par les établissements de crédit.

La production de girofle, suivant une tendance cyclique, atteindrait moins de 2 000 tonnes contre 3200 tonnes en 2004. Ce produit continue de bénéficier d'une demande extérieure soutenue et d'un bon niveau de rotation de stock, sans hausse significative des prix, le marché de ce produit étant actuellement dominé par Singapour qui a constitué un stock répondant à la demande.

La conjoncture qui prévaut actuellement dans les principales productions de rente pourrait se traduire par un ralentissement de l'activité et une révision de la croissance à la baisse.

Contrairement à la situation observée au 1^{er} semestre 2004, l'indice des prix à la consommation a enregistré un repli de 1,9%, en glissement annuel, confortant les prévisions d'un niveau d'inflation inférieur à celui observé en 2004 (+4,5%).

Dans le domaine budgétaire, la Loi de Finances pour l'année 2005, incluant le budget de l'Union et celui des Iles, a été votée et promulguée en janvier 2005 et prévoit :

- 24,7 milliards FC en recettes ;
- 23,9 milliards FC en dépenses.

L'exécution au 1^{er} semestre indique un niveau de recettes de 10,4 milliards FC et de dépenses de 10,8 milliards FC, représentant respectivement 42,1% et 45,2% des prévisions, laissant ainsi de bonnes perspectives d'exécution du budget prévu.

Les comptes extérieurs pourraient se dégrader en 2005, en relation avec la détérioration des exportations tandis que les importations augmenteraient, ce qui aggraverait, de ce fait, le déficit du compte courant de la balance des paiements. Au 1^{er} semestre, les exportations ont reculé de plus de 49% par rapport à la même période 2004, pendant que les importations augmentaient de plus de 7%, les transferts sans contrepartie privés demeurant pratiquement à un niveau identique à celui du 1^{er} semestre de l'année précédente.

Dans le domaine de la monnaie, le stock de monnaie s'est contracté de 4,7% s'établissant à 32,5 milliards FC en juin 2005 contre 34,1 milliards FC en décembre 2004, résultant de la contraction des avoirs extérieurs nets (-5,5%) et du crédit à l'économie (-1,2%), les créances brutes à l'Etat augmentant de 5,5%.

4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2004

	Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	Taux d'inflation annuel moyen (en %)	Encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en %)	Accumulation des arriérés (milliards de FCFA)	
				Extérieurs	Intérieurs
Norme	>=0	<=3	<=70	0	0
UEMOA	-0,3	0,5	69,1	507,5	102,2
Bénin	0,5	0,9	41,1	0,0	0,0
Burkina Faso	-1,6	-0,4	47,1	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	-1,1	1,4	84,1	448,6	72,9
Guinée Bissau	-9,4	0,9	331,3	13	0,0
Mali	0,1	-3,1	66,5	0,0	0,0
Niger	-2,2	0,2	75,5	0,0	3,2
Sénégal	1,5	0,5	50,3	0,0	0,0
Togo	2,6	0,4	96,5	45,9	26,1
CEMAC	4,8	0,4	58,4	71,3	1,4
Cameroun	2,4	0,4	52,8	12,7	0,0
Centrafrique	-0,7	2,1	75,8	21,8	N/A
Congo	5,2	1,4	157,4	33,1	N/A
Gabon	8,0	0,4	53,3	0,0	1,4
Guinée Equatoriale	11,9	4,2	4,2	0,0	0,0
Tchad	1,4	-5,4	38,0	3,6	N/A
Comores	-2,3	4,5	97,5	1,4*	1,1*

En grisé, critère rempli.

* en milliards FC

4.1 UEMOA

- **Critères de premier rang**

Ratio solde budgétaire de base sur le PIB nominal supérieur ou égal à 0 : quatre Etats membres, à savoir le Bénin, le Mali, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère avec des excédents de 0,5 %, 0,1 %, 1,5 % et 2,6 %, respectivement. Pour les autres Etats, le déficit est compris entre 1,1 % pour la Côte d'Ivoire et 9,4 % pour la Guinée Bissau. Seuls les Etats ayant respecté le critère en 2004 le respecteraient en 2005. Le non respect du critère s'explique essentiellement, pour la Côte d'Ivoire, par le poids du service de la dette, pour les autres Etats, par la faiblesse de la pression fiscale.

Le taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum par an : tous les Etats membres ont respecté ce critère en 2004 en raison des résultats satisfaisants de la campagne agricole 2003/2004. Pour 2005, seul le Sénégal pourrait respecter ce critère, en rapport avec la hausse des prix des céréales dans les Etats membres depuis la fin de l'année 2004.

Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal inférieur ou égal à 70 % : quatre Etats membres à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal ont respecté ce critère en 2004. Les récentes décisions du G8, relatives au projet d'annulation de la dette multilatérale des pays bénéficiant de l'Initiative PPTE, devraient contribuer à une amélioration significative de ce ratio. Les Autorités de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau et du Togo devront poursuivre leurs efforts afin de bénéficier de cette initiative.

Les arriérés de paiement : la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo ont accumulé des arriérés de paiement intérieurs de 72,9 milliards, 3,2 milliards et 26,1 milliards, respectivement.

La Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Togo ont accumulé des arriérés de paiement extérieurs de 448,6 milliards, 13,0 milliards et 45,9 milliards, respectivement. En l'absence d'une reprise de relation harmonieuse avec la communauté financière internationale, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Togo ne pourront pas respecter ce critère en 2005.

- **Critères de second rang**

Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, inférieur ou égal à 35 % : trois Etats membres, le Mali, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère. Pour la Guinée Bissau, ce ratio a été de 139,0 %. Pour les autres Etats, le ratio est compris entre 35,2 % pour le Niger et 44,0 % pour la Côte d'Ivoire. En 2005, le Mali, le Sénégal et le Togo respecteraient ce critère. Le flux des recrutements à la fonction publique et la satisfaction des revendications salariales ainsi que la revalorisation des salaires expliquent le non respect de ce critère par la plupart des Etats membres.

Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales, supérieur ou égal à 20 % : cinq Etats membres ont respecté ce critère. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali, du Niger et du Sénégal. Pour la Côte d'Ivoire et le Togo, ce ratio s'est situé à 9,8 % et 7,4 %, respectivement. Aucune amélioration notable n'est attendue pour 2005, en l'absence de l'amélioration de la situation socio-politique dans ces Etats et d'une reprise de relation harmonieuse avec la communauté internationale.

Le ratio du déficit extérieur courant, hors dons, par rapport au PIB nominal, inférieur ou égal à 5% : seule la Côte d'Ivoire a respecté ce critère avec un excédent représentant 2,1 % du PIB. Les autres Etats membres ont dégagé un déficit compris entre 6,1 % pour le Togo et 12,5 % pour le Burkina Faso. La faible diversification des économies explique essentiellement cette situation.

Le taux de pression fiscale, supérieur ou égal à 17 % : seul le Sénégal a respecté ce critère. Pour les autres Etats, ce ratio est compris entre 7,9 % pour la Guinée Bissau et 15,4 % pour le Mali. Cette situation s'explique essentiellement par, une forte évasion fiscale en relation avec la fraude et la corruption, l'importance du secteur informel qui échappe dans une large mesure à la fiscalité. En 2005, le taux de pression fiscale de l'Union se situerait à 14,9 %.

4.2 CEMAC

[Préambule: hormis le taux d'inflation qui s'apprécie annuellement, l'examen des autres critères s'inscrit en principe dans un horizon triennal basé sur un programme de convergence. Cependant, le retard observé par les Etats dans l'élaboration du programme triennal rend difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif. Il en est de même de l'absence de données prévisionnelles fiables sur le montant des arriérés de la gestion courante et le stock de la dette intérieure.]

- **Critères de base**

Au 31 décembre 2004, **le solde budgétaire de base** dégagerait, au niveau de la Communauté, un résultat positif de 4,8 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Seul, un pays de la sous-région (la République centrafricaine) n'observerait pas ce critère.

S'agissant de l'**inflation**, avec un taux de 0,4 % en moyenne annuelle 2004, la Communauté a respecté le plafond de 3,0%. Seule la Guinée Equatoriale (+4,2%) n'a pas respecté ce critère, alors que le Tchad a même connu une déflation de 5,4%.

Le critère relatif au **taux d'endettement public** a été calculé sur la base de la dette publique extérieure et intérieure pour l'ensemble des Etats, à l'exception de la Guinée Equatoriale. Ainsi, les données disponibles indiqueraient un niveau d'endettement de la Communauté de 58,4 % avec une situation préoccupante pour le Congo (157,4 % du PIB, en baisse par rapport au niveau enregistré en 2003

(+213,5% du PIB) et pour la République Centrafricaine (75,8% du PIB). S'agissant du Cameroun, du Gabon et du Tchad, ces taux sont respectivement de 52,8 %, 53,3 % et 38,0 % du PIB. Enfin, la Guinée Equatoriale enregistre un taux d'endettement public de 4,2 % du PIB.

Enfin, pour le **critère relatif à la non accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs** pendant la gestion courante, les chiffres disponibles pour 2004 laissent apparaître une accumulation d'arriérés de 72,7 milliards pour la Communauté (avec 12,7 milliards pour le Cameroun, 21,8 milliards pour la République Centrafricaine, 33,1 milliards pour le Congo, 1,4 milliards pour le Gabon, et 3,6 milliards pour le Tchad). Il importe de signaler que, contrairement à la Directive communautaire, la plupart des Etats n'ont engagé, à ce jour, aucune action pour évaluer le stock des arriérés intérieurs, et encore moins, mis en oeuvre un plan de leur apurement.

- **Indicateurs**

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs considérés comme des repères indicatifs permettant de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Il s'agit ici du solde budgétaire primaire, du taux de couverture extérieure de la monnaie, du taux de pression fiscale, de la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et du déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, représenterait 7,2 % du PIB à fin décembre 2004.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2004 serait de 73,8 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Cet indicateur, suivi par la Banque Centrale, s'est établi autour de 65,0% au cours des trois dernières années.

Concernant **le taux de pression fiscale**, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 20,4 % du PIB est supérieur au niveau moyen de la Zone Franc. Toutefois, la République Centrafricaine et le Tchad ont réalisé des taux relativement faibles, de 6,7% et 9,1% respectivement, performances imputables notamment aux difficultés de recouvrement et d'élargissement de l'assiette fiscale pour les deux pays.

Quant à la charge de **masse salariale par rapport aux recettes fiscales**, sa variation a été négative en 2004 pour la Communauté (-2,2%), traduisant la forte amélioration des recettes publiques liée notamment à la bonne tenue du secteur pétrolier. Il en est de même pour le Tchad (-15,1%), le Centrafrique (-5,2%), le Congo (-3,3%), la Guinée équatoriale (-1,9%) et le Gabon (-1,5%). En revanche, cette variation a été positive au Cameroun (+3,6%).

Enfin, s'agissant du **compte courant (hors dons)**, le déficit communautaire a représenté 5,1% du PIB, en 2004. Deux pays, le Congo et le Gabon ont enregistré un excédent du compte courant, les déficits dans les autres pays de la CEMAC ayant atteint 13,6% du PIB au Tchad, 24,6% en Guinée Equatoriale, 6,5% au Cameroun, et 4,0% en République Centrafricaine.

4.3.COMORES

Sur proposition du Comité de Convergence, les Ministres chargés des Finances, lors de la réunion de septembre à Paris, ont encouragé les Comores à poursuivre les efforts de convergence et à partager les objectifs fixés dans les zones CEMAC et UEMOA.

Un représentant du Ministère des Finances a été désigné pour participer avec la Banque Centrale des Comores aux travaux du Comité. Les autorités se sont aussi engagées à partager les objectifs de convergence fixés par la CEMAC et l'UEMOA et à mettre en place une politique macroéconomique permettant d'atteindre ces objectifs.

Parallèlement à ces objectifs, les Comores ont engagé un programme intérimaire de surveillance (SMP) d'une année avec le FMI dont les principaux objectifs quantitatifs à fin décembre 2005 sont les suivants :

- solde budgétaire intérieur primaire supérieur à 2,7 milliards FC (soit environ 1,9% du PIB de 2004);
- recettes intérieures supérieures à 24,7 milliards FC (soit 16,9% du PIB de 2004);
- masse salariale plafonnée à 11,7 milliards FC (soit 8% du PIB de 2004 environ) ;
- non accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs ;
- maîtrise de l'inflation.

Une mission du FMI pour une évaluation à mi-parcours du programme a eu lieu en mai 2005. Une deuxième mission est prévue en septembre 2005.

Dans la situation actuelle, aucun des critères de convergence de 1^{er} rang n'a été respecté par les Comores :

- le solde budgétaire de base rapporté au PIB a enregistré une légère amélioration, en revenant de -2,9% en 2003 à -2,3% en 2004 (norme ≥ 0) ;
- le taux d'inflation s'est détérioré, passant de 3,7% en 2003 à 4,5% en 2004 (norme $\leq 3\%$) ;
- l'encours de la dette publique totale représente 97% du Pib (norme $\leq 70\%$) ;
- les arriérés intérieurs et extérieurs s'élèvent respectivement à 1,1 milliard FC et 1,4 milliard FC en 2004.

5. RECOMMANDATIONS

5.1 UEMOA

L'analyse de la situation économique et financière des Etats membres de l'Union fait ressortir :

- une croissance économique faible au regard des objectifs du Millénaire et notamment celui de réduction de la pauvreté ;
- une situation des finances publiques toujours précaire, marquée par une accumulation d'arriérés de paiement et une détérioration des soldes budgétaires dans certains Etats membres ;
- un ralentissement du rythme de convergence, en rapport avec les crises socio-politiques dans certains Etats membres, la hausse des cours des produits pétroliers, la baisse des cours des matières premières exportées par l'Union et la crise acridienne.

- **Recommandations générales**

Au total, pour garantir la consolidation du cadre macroéconomique et une convergence des économies de l'Union à l'horizon du 31 décembre 2005, il conviendrait de :

- restaurer un climat socio-politique indispensable à la croissance ;
- poursuivre les efforts d'amélioration des recettes et de maîtrise des dépenses ;
- prendre en compte les contraintes liées au respect des critères de convergence dans la préparation et l'exécution du budget de l'année 2005 ;
- restaurer ou maintenir des relations harmonieuses avec la communauté internationale.

La mise en œuvre des orientations de politique économique pour l'année 2005 ci-dessous permettrait de trouver une solution satisfaisante à certaines préoccupations sus évoquées.

En cette année 2005, horizon de convergence, il devient impérieux pour les autorités des Etats membres de prendre les dispositions idoines en vue d'assurer la consolidation du cadre macroéconomique et des efforts en matière de convergence. Pour ce faire, il importe :

- d'organiser un grand forum de discussions entre les Etats membres de l'Union et les partenaires au développement pour un échange d'expériences en vue de mieux réussir les réformes ;

- de promouvoir l'intégration économique pour que l'espace régional soit une réalité et serve de socle solide à la reprise d'une croissance durable ;
 - de renforcer l'élan de solidarité dans la résolution de la crise ivoirienne dont la persistance pourrait engendrer de graves conséquences pour l'Union. En effet, l'Union a continué à supporter les chocs de différentes natures grâce aux acquis du passé ;
 - de poursuivre les efforts pour obtenir et /ou maintenir des relations harmonieuses avec les institutions financières internationales ;
 - de mettre en place un cadre de concertation et d'échanges sur les programmes de privatisation;
 - d'appuyer les Etats membres de l'Union qui n'ont pas encore atteint le point de décision de l'Initiative PPTE à y parvenir avant fin 2006 ;
 - de poursuivre les réformes de la filière coton.
- **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

Bénin :

Le Bénin a respecté les quatre critères de premier rang. Toutefois, le respect du critère-clé reste précaire en raison des difficultés de mobilisation des recettes. Pour assurer un respect durable des critères de convergence, des dispositions devraient être prises pour :

- renforcer l'effort fiscal en vue d'améliorer le taux de pression fiscale;
- accélérer les réformes structurelles, notamment dans la filière coton et le sous-secteur de l'énergie électrique ;
- prendre les dispositions appropriées pour améliorer l'état des relations commerciales avec le Nigeria ;
- mettre en œuvre le programme économique et financier avec les Institutions de Bretton Woods.

Burkina-Faso :

En matière de convergence, le profil de tous les indicateurs s'est amélioré par rapport à 2003. Comme en 2003, tous les critères de premier rang ont été respectés, à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base.

Pour consolider les résultats, le Burkina-Faso est invité à :

- poursuivre les efforts en vue d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales ;
- poursuivre la maîtrise des dépenses courantes ;
- préserver la soutenabilité de la dette publique ;
- poursuivre les réformes en cours, en particulier, les réformes structurelles et les politiques sectorielles ;
- poursuivre les réformes entreprises dans la filière coton pour renforcer sa compétitivité et accroître la professionnalisation des acteurs de la filière.

Côte d'Ivoire :

La situation de convergence ne s'est pas sensiblement améliorée. En 2004, à une année de l'échéance de convergence, le pays a respecté deux critères contre un critère en 2003. Au total, pour converger en 2005, les autorités ivoiriennes devraient poursuivre les efforts. Les principales mesures devraient concerner :

- la mise en œuvre avec l'appui de la communauté internationale des actions concrètes visant la normalisation effective de la situation socio-politique ;
- le rétablissement des relations de coopération harmonieuses avec les institutions financières internationales;
- la poursuite de l'assainissement des finances publiques;
- l'amélioration de l'efficacité de la filière café-cacao.

Guinée Bissau :

Au total, seul le critère relatif au taux d'inflation a été respecté en 2004.

Dans ces conditions, pour faire évoluer l'économie sur un sentier de convergence conforme aux objectifs du Pacte, les Autorités devraient prendre les dispositions en vue de :

- consolider la normalisation de la situation socio-politique ;
- poursuivre l'assainissement des finances publiques, notamment par l'amélioration du recouvrement des recettes et la maîtrise des dépenses ainsi que le respect des principes et procédures budgétaires ;
- renforcer les capacités de l'administration publique par le recours à l'assistance technique sous-régionale.

Mali :

S'agissant des indicateurs de convergence, la situation serait en recul par rapport à 2003. Le ratio solde budgétaire de base rapporté au PIB ne serait pas respecté ainsi que les critères relatifs au taux de pression fiscale et au déficit extérieur courant hors dons.

Pour assurer la convergence effective de l'économie malienne, des dispositions devraient être prises pour :

- poursuivre la mise en œuvre du programme économique et financier soutenu par la FRPC, notamment les réformes structurelles dans les secteurs cotonnier et de l'électricité ;
- mettre en œuvre une politique vigoureuse de diversification et de promotion des exportations;
- veiller à une mobilisation accrue des ressources intérieures;
- assurer un suivi rigoureux de l'exécution budgétaire;
- mettre en œuvre une politique favorable à la réduction des coûts de production des entreprises, notamment ceux liés aux infrastructures et aux services publics ;
- poursuivre la politique de promotion du tourisme.

Niger :

Au total, en 2004, deux critères dont le solde budgétaire de base ont été respectés. Toutefois, au regard du caractère fragile de l'équilibre du solde budgétaire de base et pour éviter tout dérapage, il conviendrait que les Autorités prennent des dispositions pour :

- accélérer la mise en place de l'assistance technique aux administrations fiscales;
- élargir la base taxable et améliorer l'efficacité des règles financières ;
- poursuivre la mise en œuvre des actions visant la maîtrise des dépenses courantes ;
- accélérer la signature des accords bilatéraux d'annulation et de rééchelonnement de la dette extérieure ;
- déployer des efforts pour assurer l'apurement des arriérés de paiement relatifs aux concours monétaires ;
- développer les filières tournées vers l'exportation en vue de contribuer à renforcer les bases de la croissance économique ;
- achever la restructuration du Crédit du Niger et de la Caisse des Prêts aux Collectivités Territoriales.

Sénégal

Au total, le Sénégal a respecté sept critères sur huit, consolidant ainsi sa situation de convergence. Le critère non respecté est celui relatif au solde extérieur courant hors transferts officiels rapporté au PIB nominal.

Pour renforcer la convergence de l'économie du Sénégal, les autorités sont invitées à poursuivre ;

- le maintien de l'effort d'assainissement des finances publiques et de la viabilité de la dette ;
- la politique de diversification des exportations par la promotion des produits non traditionnels (produits horticoles, cuirs et peaux, et autres produits de l'artisanat) ;
- la rationalisation des dépenses courantes, particulièrement, la consolidation de l'exécution budgétaire en rapport avec la mise en œuvre du programme triennal d'augmentation des salaires dans la fonction publique ;
- la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions prévues dans le cadre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en vue de réduire la pauvreté.

Togo :

Au total, le Togo n'a respecté que deux critères en 2004, le solde budgétaire de base et le taux d'inflation annuel moyen. Aussi, les autorités togolaises sont-elles invitées à prendre des mesures vigoureuses en vue de :

- accélérer la reprise de la coopération financière avec l'ensemble des partenaires au développement pour permettre une mobilisation accrue de ressources financières et un traitement approprié des arriérés de paiement de la dette ;
- accélérer la mise en œuvre effective des réformes recommandées par l'Union européenne, condition nécessaire pour le bénéfice d'un soutien financier extérieur ;
- relancer la production dans les secteurs-clé, notamment celui des phosphates ;

- améliorer l'environnement des affaires en vue de favoriser la relance des investissements productifs ;
- accélérer la mise en œuvre des mesures de recouvrement afin d'améliorer le taux de pression fiscale.

5.2 CEMAC

L'environnement international favorable et notamment la hausse des cours du pétrole, a des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance projeté à 6,9 % en 2004, en nette progression par rapport à son niveau de 2003 qui était de 4,3%, entraînant un PIB réel par habitant de 5,2 %, pour un taux de croissance démographique de 4,4 % pour un taux de croissance démographique de 2,5% par an.

Ce niveau de croissance appréciable, pour être durable, doit reposer sur la poursuite de la stabilité macroéconomique afin de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. A cet effet, les grandes orientations des politiques économiques adoptées pour l'année 2005 constituent les actions de base.

• **Recommandations générales**

Il s'agit de porter les priorités sur la réalisation d'une croissance saine et durable basée sur la diversification des activités de production et l'assainissement des finances publiques ainsi que sur l'approfondissement de l'intégration régionale.

Ceci conduit le Comité à faire plus particulièrement les recommandations suivantes dans ce rapport :

- Diversifier les activités productives en s'appuyant notamment sur :
 - la promotion des investissements privés ;
 - l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques
- Assainir les finances publiques en améliorant les recettes publiques hors pétrole, notamment par :
 - l'élargissement de l'assiette fiscale ;
 - la poursuite des actions de recouvrement ;
 - la mise en œuvre effective des mécanismes de stabilisation des recettes budgétaires ;
 - la rationalisation des procédures et des circuits des dépenses
- Accélérer l'intégration régionale pour le développement économique et social des pays de la sous-région et leur insertion dans l'économie mondiale. Ceux-ci sont appelés à mettre l'accent sur :
 - l'approfondissement de l'union douanière à travers l'élimination effective des obstacles administratifs à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ;
 - la convergence macroéconomique à travers le renforcement de la surveillance multilatérale.

Le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement demeurent une nécessité.

• **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

Au **Cameroun**, la bonne exécution attendue du programme de référence qui conditionne le soutien des bailleurs à son futur programme triennal et qui à son tour permet l'atteinte du point d'achèvement,

doit amener les autorités à renforcer la gestion des finances publiques en vue de maintenir la stabilité macroéconomique et à poursuivre les réformes structurelles. Ainsi pour les finances publiques, les autorités doivent :

- améliorer la mobilisation des recettes publiques, réduire les dépenses courantes non prioritaires et poursuivre la régularisation le paiement des arriérés intérieurs ;
- augmenter les investissements publics en vue d'améliorer les infrastructures de base notamment dans le transport, les communications et l'offre d'électricité ;
- renforcer la transparence dans les opérations de l'Etat y compris le secteur pétrolier.

En matière de réformes structurelles, il convient d'améliorer :

- la performance des entreprises publiques par une restructuration ou privatisation afin de limiter leur poids sur les finances publiques ;
- le climat des affaires pour inciter les investissements du secteur privé ;
- la gouvernance notamment par l'actualisation du Programme National de Gouvernance.

En **République centrafricaine**, le retour à l'ordre constitutionnel est de nature à rassurer les investisseurs et la population. Par conséquent, il revient aux autorités de mettre en place un programme économique crédible susceptible d'obtenir l'adhésion de la population et le soutien des partenaires au développement. A cet effet, l'accent doit être mis sur la restauration de l'orthodoxie des finances publiques caractérisée notamment par le recouvrement régulier des recettes et l'efficacité des dépenses, la mise à jour du programme de réformes structurelles et du plan d'action de lutte contre la pauvreté.

Au **Congo**, après avoir bénéficié de l'appui des partenaires à son premier programme économique triennal, il convient de réaliser au plus vite des actions prévues afin d'accéder au point de décision de l'initiative PPTE. A cet égard, il convient de :

- finaliser le document de stratégie de lutte contre la pauvreté ;
- poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques ;
- progresser dans les réformes structurelles y compris l'extension de la transparence dans le secteur pétrolier ;
- améliorer le climat des investissements.

Au **Gabon**, après la bonne performance dans l'exécution de son programme économique de mai 2004 et les discussions en cours pour une facilité élargie à son programme pluriannuel, les autorités sont invitées à :

- poursuivre la bonne gestion des finances publique notamment par un contrôle de la masse salariale ;
- avancer dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie ;
- améliorer l'environnement des affaires et la bonne gouvernance.

En **Guinée Equatoriale**, la performance de l'économie et la surchauffe qui en découle appelle les autorités à poursuivre la réduction des tensions inflationnistes par une modération des dépenses courantes. En outre, elles devraient soutenir la diversification par l'élimination des taxes à l'exportation et utiliser les ressources pétrolières pour financer les secteurs susceptibles de faire progresser le pays vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en général, et la réduction de la pauvreté en particulier.

Au **Tchad**, le nouvel appui apporté à son programme triennal et la perspective de l'atteinte du point d'achèvement en 2005 imposent aux autorités la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre de ce programme notamment le renforcement du recouvrement des recettes non pétrolières, l'amélioration de la gestion des dépenses et de la trésorerie ainsi que des réformes structurelles en particulier dans le secteur de l'énergie et du coton.

6. ANNEXES

6.1 Situation économique et financière de chaque Etat

UEMOA

BENIN :

L'activité économique a été marquée par un ralentissement, en 2004, avec un taux de croissance de 2,7 % contre 3,9 % en 2003. Ce ralentissement est imputable essentiellement aux contre-performances des secteurs primaire et secondaire, en rapport avec la baisse de la production de coton et des activités de transformation. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, ont été, respectivement, de 1,7 point, -0,1 point et 1,1 point.

Les perspectives économiques pour l'année 2005 affichent un taux de croissance de 4,4 %, tiré par l'ensemble des secteurs de l'économie. Ainsi, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient, respectivement, de 1,7 point, 0,7 point et 1,7 point.

Au cours de l'année 2004, l'activité économique a été réalisée dans un contexte marqué par une inflation modérée avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,9 % contre 1,5 % en 2003. L'évolution de l'inflation est liée aux résultats satisfaisants de la production céréalière de la campagne agricole 2003/2004. Cette tendance s'est poursuivie au cours du premier semestre 2005.

En glissement annuel sur les six premiers mois de l'année 2005, l'inflation a été de 4,6% contre 0,3% au cours de la même période en 2004. Si cette tendance se poursuivait, le taux d'inflation annuel moyen serait de 4,4% en 2005.

S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par une dégradation des principaux soldes budgétaires résultant d'une progression des recettes budgétaires plus faible que celle des dépenses. En effet, les recettes budgétaires, ont progressé de 2,2% pour représenter 16,5 % du PIB contre 16,6 % en 2003. Les dons se sont accrus de 23,6 %. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils se sont inscrits en hausse de 4,6% pour représenter 21,4% du PIB contre 21,1% en 2003. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils se sont inscrits en hausse de 4,6% pour représenter 21,4% du PIB contre 21,1% en 2003. Cette évolution des dépenses totales est en rapport avec la hausse des dépenses en capital financées sur ressources extérieures de 30,8%, les dépenses courantes ayant baissé de 0,3%.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une amélioration du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, avec un excédent qui a représenté 0,5% du PIB contre un déficit de 0,2% en 2003. Ce résultat est lié à la baisse des dépenses en capital sur ressources internes et à la maîtrise des dépenses courantes hors salaires et traitements, qui ont induit une baisse des dépenses de base de 1,9%. Le déficit global hors dons s'est établi à 4,9% du PIB contre 4,5% en 2003. Quant au déficit global, il s'est stabilisé autour de 2,5% du PIB.

En 2005, les prévisions en matière de finances publiques indiquent une progression des recettes budgétaires de 10,6% qui représenteraient 17,2 % du PIB. Cet objectif serait atteint à travers les mesures de renforcement des administrations fiscale et douanière. En ce qui concerne les dons, ils s'inscriraient en hausse de 30,4% pour s'établir à 65,2 milliards, soit 2,9 % du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 4,4% pour représenter 21,1% du PIB. Cette évolution serait principalement imputable à la hausse de 9,4% des dépenses en capital, augmentation essentiellement liée à la composante financée sur ressources internes, en rapport avec le renforcement des investissements en faveur des secteurs sociaux. Quant aux dépenses courantes, elles progresseraient de 1,9%. Cette hausse résulterait de la progression des dépenses de transferts et subventions, de la hausse de la masse salariale, et de la baisse des dépenses d'achat de biens et services.

Au total, l'excédent du solde budgétaire de base, se renforcerait pour représenter 0,8 % du PIB, en raison de la hausse des dépenses de base de 10,6 %, alors que la progression des dépenses de base, hors dépenses de base, hors dépenses PPTE, serait limitée à 8,5 %. Le déficit global hors dons représenterait 3,9 % du PIB. Quant au déficit global, il ressortirait à 1,0% du PIB.

L'encours de la dette publique totale s'est élevé à 41,1 %, comme en 2003. Le service de la dette extérieure a représenté 10,0 % des recettes budgétaires totales. Le pays continue de bénéficier des allègements de sa dette extérieure, après avoir atteint le point d'achèvement en 2003 dans le cadre de l'initiative PPTE.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit courant, hors dons, s'est amélioré en s'établissant à 6,2 % du PIB contre 9,7 % en 2003, en liaison avec la contraction du déficit commercial. En 2005, il s'établirait à 5,9 % du PIB, en liaison avec la hausse attendue des exportations de coton.

En s'établissant à 331,5 milliards à fin décembre 2004, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 58,5 milliards par rapport à fin décembre 2003. Cette évolution s'explique essentiellement par le recul de 66,8 milliards de la position extérieure nette de la BCEAO, atténuée par l'accroissement de 8,3 milliards de celle des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 213,3 milliards à fin décembre 2004, en augmentation de 15,9 milliards ou 8,1% par rapport à fin décembre 2003. Cet accroissement résulte de celui des crédits à l'économie, la position nette du Gouvernement s'étant améliorée sur la période sous revue.

Les crédits à l'économie ont augmenté de 18,2 milliards ou 6,2% pour s'établir à 312,1 milliards à fin décembre 2004, en relation avec la progression de 32,3 milliards des concours ordinaires, les crédits de campagne ayant baissé de 14,1 milliards. La hausse des crédits ordinaires fait suite aux concours consentis à des entreprises intervenant dans les secteurs pétrolier, de l'énergie, des télécommunications ainsi qu' aux unités d'égrenage de coton.

La position nette créditrice du Gouvernement s'est établie à -98,8 milliards à fin décembre 2004 contre -96,5 milliards à fin décembre 2003, soit une amélioration de 2,3 milliards. Les créances du Trésor public ont enregistré une baisse de 6,5 milliards, tandis que les engagements vis-à-vis du système bancaire se sont repliés de 8,8 milliards.

La masse monétaire a baissé de 51,9 milliards ou 9,4%, en variation annuelle, pour s'établir à 502,8 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution s'est traduite par le recul de 60,4 milliards ou 31,7% de la circulation fiduciaire et par la hausse de 8,5 milliards ou 2,2% des dépôts en banque.

Les performances en matière de convergence en 2004 ont été meilleures que celles de 2003, le pays étant parvenu à respecter le critère relatif au solde budgétaire de base, en dépit des incertitudes nées des mesures de protection prises par le Nigeria. Pour consolider ce résultat, les mesures à mettre en œuvre par le Gouvernement devraient porter principalement sur les actions permettant l'amélioration des recettes et la maîtrise des dépenses courantes. Les efforts devraient se poursuivre et s'intensifier également dans la mise en œuvre effective des politiques sectorielles et de réformes structurelles.

BURKINA FASO :

En 2004, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,6 % contre 8,0 % en 2003. Ce ralentissement est essentiellement imputable à la baisse de la production céréalière qui a induit une croissance du secteur primaire de 3,3 %, en raison essentiellement des conditions climatiques moins favorables. Les contributions à la croissance des secteurs, primaire, secondaire et tertiaire, ont été, respectivement, de -1,3 point, 1,8 point et 4,1 points. Pour 2005, la croissance se situerait à 3,5 %, sous l'hypothèse de conditions climatiques moins défavorables. L'impact positif de cette "normalisation" sur l'activité économique serait toutefois atténué par l'orientation persistante à la hausse des cours du pétrole et la baisse des cours du coton.

En 2004, la croissance a été réalisée dans un contexte de baisse de prix, le taux d'inflation annuel moyen ayant été de -0,4 %. Cette évolution s'explique par l'approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers, la campagne céréalière 2003/2004 ayant été largement excédentaire, la quatrième année consécutive en dépit de la baisse de la production de céréales. Le repli du niveau général

des prix a toutefois été atténué par la hausse des prix des transports, de l'électricité et des carburants, en relation avec la progression des cours du pétrole. En 2005, le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devait se poursuivre.

La campagne céréalière 2004/2005 ayant été moins bonne, une hausse des prix des produits céréaliers est constatée depuis le dernier trimestre 2004. En effet, en glissement annuel sur les six premiers mois de l'année 2005, le taux d'inflation s'est situé à 5,7 % contre -1,3 % sur la même période en 2004. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à 7,0% pour une norme communautaire de 3% maximum.

En 2004, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par une détérioration des soldes budgétaires, en relation avec la forte hausse des dépenses. Les recettes budgétaires, portées par les recettes fiscales, ont progressé de 14,5 % pour représenter 13,0 % du PIB contre 12,3 % en 2003. Cette bonne performance s'explique principalement par les différentes mesures mises en œuvre au niveau des régies pour améliorer le recouvrement, notamment, l'examen plus rigoureux des exonérations, le renforcement des vérifications de factures et l'intensification de la lutte contre la fraude. Les dons ont été mobilisés à hauteur de 117,3 milliards, soit 4,3 % du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 13,8 % pour représenter 21,8 % du PIB contre 20,6 % en 2003. Cette progression est essentiellement imputable aux dépenses en capital, en accroissement de 33,0 %, en relation avec les travaux réalisés dans le cadre des sommets organisés dans le pays, pour lesquels d'importants financements extérieurs ont été mobilisés.

Quant aux dépenses courantes, elles ont progressé de 9,6 %, sous l'effet des dépenses d'achat de biens et de services, des dépenses de transfert et de la masse salariale.

Au total, le déficit du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, s'est aggravé pour représenter 1,6 % du PIB contre 0,7 % en 2003. Cette évolution est liée à la hausse des dépenses d'investissement financées sur ressources internes qui ont induit une progression des dépenses de base de 21,6 %, pour une hausse des recettes budgétaires de 14,5 %. Le déficit global hors dons s'est aggravé pour représenter 8,8% du PIB contre 8,4% en 2003. Quant au déficit global, il est passé de 2,9% du PIB à 4,3% en 2004.

En 2005, il est attendu une dégradation des principaux soldes budgétaires, en rapport avec la forte progression des dépenses comparée à celle des recettes. En effet, les recettes budgétaires progresseraient de 9,6 % grâce, notamment, à l'intensification des enquêtes et des vérifications de factures et un meilleur suivi du transit et des exonérations. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils progresseraient de 12,5%, sous l'impulsion des dépenses courantes. La progression des dépenses courantes proviendrait de l'accroissement des dépenses de transferts et subventions, des dépenses d'achat de biens et de services et des dépenses de personnel. Il en résulterait une aggravation du déficit du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, qui représenterait 1,9% du PIB contre 1,6% en 2004. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient, respectivement 9,7% et 4,3% du PIB.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours est établi à 1249,5 milliards à fin décembre 2004, soit 46,2 % du PIB contre 48,0 % en 2003. Le service de la dette publique totale rapporté aux recettes budgétaires a été de 14,8 % contre 18,1 % en 2003. Ces résultats satisfaisants sont consécutifs à l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE en avril 2002.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit courant, hors dons, en termes de PIB nominal, s'est réduit, passant de 12,9 % en 2003 à 12,5 % en 2004. Cette évolution provient de la progression des exportations. En 2005, le solde extérieur courant, hors dons, poursuivrait son amélioration pour représenter 11,8% du PIB. Cette contraction résulterait essentiellement de la baisse des déficits de la balance des revenus nets.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en baisse de 52,3 milliards par rapport à fin décembre 2003, en s'établissant à 278,7 milliards à fin décembre 2004. La position extérieure nette de la BCEAO a baissé de 56,8 milliards tandis que celle des banques a augmenté de 4,5 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 15,5 milliards, soit 4,2% à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de la hausse de 41,0 milliards des crédits à l'économie, atténuée par le recul de 25,5 milliards de la position nette du Gouvernement.

La position nette du Gouvernement s'est inscrite en amélioration de 25,5 milliards, pour s'établir à 3,4 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution est consécutive à un repli de 0,9 milliard des engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire et à la hausse de 24,6 milliards des créances du Trésor public.

L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 41,0 milliards ou 12,0% pour se fixer à 381,9 milliards à fin décembre 2004, résultant exclusivement de la hausse de 66,0 milliards des crédits ordinaires, les crédits de campagne ayant baissé de 25,0 milliards. La hausse des crédits ordinaires résulte essentiellement de concours accordés aux secteurs du coton, des hydrocarbures, des télécommunications, de l'agro-alimentaire, du commerce général, de l'énergie et des services.

La masse monétaire a connu un repli de 49,0 milliards pour s'établir à 624,1 milliards, en liaison avec l'évolution de ses contreparties. La circulation fiduciaire est ressortie en retrait de 80,8 milliards, tandis que les dépôts en banque se sont accrus de 31,8 milliards.

Cette contraction résulterait essentiellement de la baisse des déficits de la balance des services et de la balance des revenus nets.

La situation économique et financière du Burkina a été dans l'ensemble satisfaisante en 2004 en dépit du ralentissement de la croissance. Ces performances ont été affectées par les difficultés de la production céréalière, en liaison avec les conditions climatiques. En 2005, la situation pourrait être difficile en rapport avec l'évolution des cours du coton et du pétrole. Le respect du critère clé reste le principal obstacle à la convergence économique, le pays ayant respecté en 2004, les trois autres critères de premier rang ainsi qu'un critère de second rang. Cette situation est le reflet de la faiblesse du taux de pression fiscale.

Afin de maintenir l'économie du Burkina sur le sentier de la convergence, les Autorités gouvernementales devraient poursuivre les efforts en vue d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales ainsi que la mise en œuvre des politiques sectorielles et des réformes structurelles.

COTE D'IVOIRE :

La situation économique a enregistré un redressement relatif en 2004 après quatre années de récession. Le taux de croissance du PIB, révisé à la lumière de l'évaluation des répercussions de la crise de novembre 2004, serait de 1,6 % contre -1,7 % en 2003. Cette reprise est basée notamment sur les impulsions attendues des secteurs primaire et secondaire.

En effet, la production du secteur primaire, portée par l'agriculture vivrière et les produits d'exportation, a augmenté de 2,9%. Au niveau du secteur secondaire, l'activité a progressé de 1,4%, suite à la mise en exploitation de puits pétroliers du champ Espoir. La bonne tenue des secteurs primaire et secondaire a eu un impact favorable sur l'activité du secteur tertiaire dont la production a progressé de 1,0% en 2004 sous l'impulsion des branches "télécommunications" et "commerce". Les contributions des secteurs primaire, secondaire, tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de 0,8 point, 0,3 point, et 0,5 point.

En 2005, sous l'hypothèse de la réunification du pays, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,0 %. Cet objectif est fondé sur la reconstitution progressive des outils de production endommagés et sur la mise en œuvre du programme de reconstruction post-conflit.

La reprise économique a été accompagnée d'un repli sensible de l'inflation en rapport avec l'abondance de l'offre des produits alimentaires. En effet, le taux d'inflation annuel moyen a été de 1,4 % contre 3,3 % en 2003. En 2005, le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devait se poursuivre.

En dépit des difficultés de mobilisation des ressources extérieures, la situation des finances publiques s'est améliorée en 2004. Cette évolution résulterait d'une progression de 6,2 % des recettes budgétaires et d'une hausse de 2,1% des dépenses publiques et prêts nets. L'amélioration des recettes budgétaires serait liée à l'augmentation de 21,0 % des recettes non fiscales. Quant aux dépenses totales et prêts nets, leur progression serait impulsée par les dépenses courantes en accroissement de 3,0%. Les dépenses en capital ont augmenté de 6,8 % par rapport à 2003. Le recul des intérêts dus est lié à la baisse de l'encours de la dette publique, expliquée par l'absence de nouveaux tirages et la baisse du dollar.

Reflétant la progression des recettes budgétaires, le solde budgétaire de base serait de -1,1% du PIB contre -2,0 % en 2003. Cette réduction du déficit budgétaire de base résulte de la hausse des recettes budgétaires de 6,2%, et de la progression des dépenses de base de 0,9%. Le déficit global hors dons a représenté 2,6% du PIB contre 3,2% en 2003. Quant au déficit globale, il a représenté 1,6% du PIB contre 2,6% en 2003.

En 2005, les recettes totales ne progresseraient que de 0,4 % en rapport avec une baisse des recettes fiscales de 2,8 %. Les dépenses totales se contracteraient de 6,3 %. Ce repli résulterait des baisses simultanées des dépenses courantes et des dépenses en capital, respectivement, de 1,8 % et 29,2 %. La gestion prudente des dépenses devrait induire une nette amélioration des soldes budgétaires. Le déficit du solde budgétaire de base représenterait 0,6 % du PIB, en rapport avec la baisse des dépenses de base de 2,0 % et la hausse des recettes budgétaires de 0,4 %. Le déficit global hors dons et le déficit global s'établiraient, respectivement, à 1,2 % et 0,6 % du PIB.

La situation des finances publiques a été, par ailleurs, caractérisée par des accumulations d'arriérés d'un montant total de 521,5 milliards dont 448,6 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En ce qui concerne la situation de la dette publique, elle demeure préoccupante. A fin décembre 2004, l'encours de la dette publique totale est estimé à 6 881,6 milliards, soit 84,1 % du PIB nominal contre 82,7 % en 2003. Le service de la dette publique a représenté 34% des recettes budgétaires en 2004 contre 42,4% en 2003. En 2005, il serait de 28,0%, en raison essentiellement de la baisse du service dû du 18%. A ce jour, le pays n'a pas atteint le point de décision de l'initiative PPTE renforcée. Cette situation s'explique par l'absence d'un programme économique et financier appuyé par les institutions de Bretton Woods, liée à la persistance de la crise.

Les comptes extérieurs ont été marqués par une amélioration de l'excédent global de la balance des paiements et du solde extérieur courant, hors dons, dont l'excédent a représenté 2,1% du PIB contre 2,0% en 2003. Cette évolution favorable est liée à la hausse des exportations de cacao. Toutefois, les effets de la hausse des tonnages exportés ont été atténués par la baisse de près de 20% des cours du cacao, exprimés en monnaies locales. En 2005, cet indicateur serait de 1,4%, en liaison avec la réduction de l'excédent commercial.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 648,4 milliards à fin décembre 2004, en hausse de 213,6 milliards par rapport à fin décembre 2003, en liaison avec l'accroissement de 215,5 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et du repli de 1,9 milliard de ceux des banques.

Le crédit intérieur a progressé de 16,4 milliards ou 1,1% par rapport à son niveau de décembre 2003, pour s'inscrire à 1.517,7 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de l'accroissement des crédits à l'économie, la position nette du Gouvernement s'étant améliorée sur la période sous revue. La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 64,6 milliards sur la période sous revue. Les engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire ont diminué de 95,5 milliards, du fait principalement des remboursements de 66,4 milliards des concours du FMI. Les créances de l'Etat, pour leur part, se sont repliées de 30,9 milliards.

Les crédits à l'économie se sont chiffrés à 1.174,0 milliards à fin décembre 2004, en hausse de 81,0 milliards ou 7,4% par rapport à fin décembre 2003. Cette progression est imputable à celle de 8,4 milliards des crédits de campagne et de 72,6 milliards des crédits ordinaires. L'accroissement des crédits ordinaires a principalement concerné l'octroi de concours de trésorerie à des entreprises des secteurs de l'agro-industrie, de l'énergie et des télécommunications.

La masse monétaire s'est accrue de 168,7 milliards, soit 9,5% pour s'établir à 1.937,2 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution s'est traduite par la hausse de 102,9 milliards de la circulation fiduciaire et de 65,8 milliards des dépôts en banque.

Au total, le cadre macroéconomique de la Côte d'Ivoire reste critique et seuls deux critères de convergence ont été respectés. Les perspectives 2005 indiquent un taux de croissance du PIB de 1,0 %. Elles se fondent sur la normalisation effective de la vie socio-politique qui suppose la mise en application du programme de démobilisation, de désarmement et de réinsertion, la réunification du pays, le redéploiement de l'Administration et l'organisation des élections présidentielles prévues pour octobre 2005.

Le redressement de la situation économique et financière requiert une meilleure implication de la communauté financière internationale. Celle-ci pourrait prendre la forme d'un appui plus ferme au processus de normalisation et à la mise en place d'un programme post-conflit dans l'urgence.

GUINEE-BISSAU :

En 2004, le taux de croissance du PIB s'est établi à 2,2 % contre 0,6 % en 2003. Cette performance économique est imputable aux performances enregistrées dans les secteurs secondaire et tertiaire, ainsi qu'à la normalisation de la vie politique. Les contributions des secteurs primaires, secondaire, et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de -0,1 point, 0,1 point et 2,2 points. En 2005, le taux de croissance du PIB pourrait être de 2,3 %, en rapport avec le rétablissement de la stabilité politique, le retour à des conditions climatiques normales et la mise en œuvre de politiques de commercialisation et d'exportation favorables à l'augmentation de la production de noix de cajou et de céréales.

L'activité économique en 2004 s'est déroulée dans un contexte de maîtrise de l'évolution du niveau général des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,9 % contre -3,5 % en 2003. La tendance à l'évolution maîtrisée des prix s'est inversée au cours des premiers mois de l'année 2005 (le taux d'inflation est ressorti à 4,1% contre 1,0% à la même période en 2004). Cette évolution est imputable essentiellement à la composante alimentaire de l'indice. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen s'établirait à 3,6 % en 2005.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières s'est déroulée sous le contrôle du Comité National de Trésorerie, mis en place dans le cadre du Programme d'Urgence de Gestion Economique. Ceci a permis une amélioration de la situation financière de l'Etat, notamment en matière de mobilisation des recettes et de maîtrise du circuit de la dépense. Les recettes budgétaires totales ont augmenté de 54,3 % pour atteindre 18,2 % du PIB contre 12,3 % en 2003. Cette performance est, en partie, imputable aux recettes non fiscales, en liaison avec une meilleure mobilisation des ressources tirées des accords de pêche. Quant aux dépenses totales, elles ont augmenté de 6,5 % pour représenter, 37,1 % du PIB contre 31,0 % en 2003. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse de 58,5 % des dépenses courantes, découlant de l'augmentation de la masse salariale, consécutive à l'accord conclu entre le Gouvernement et les organisations syndicales en avril 2002. Les dépenses liées à l'organisation des élections législatives y ont également contribué.

Au total, le déficit budgétaire de base rapporté au PIB nominal s'est aggravé de 4,3 points, en s'établissant à 9,4 % en 2004. Cette détérioration est liée à la hausse des dépenses de base en accroissement de 65,0 % sous l'impulsion de la hausse des dépenses courantes. Par contre, le déficit global hors dons rapporté au PIB s'est réduit en passant de 24,1 % en 2003 à 18,9 % en 2004. Il en est de même du déficit global qui s'est établi à 5,7 % du PIB contre 15,4 % en 2003.

Pour l'année 2005, le Gouvernement de transition a reconduit le Plan d'Urgence de Gestion Economique. Les recettes totales augmenteraient de 6,3 % pour se stabiliser à 18,2 % du PIB. Cette performance se justifierait essentiellement par l'accroissement des recettes fiscales, consécutive à la mise en place d'une politique de modernisation de la fiscalité avec l'introduction de la TVA. Les dépenses totales progresseraient de 31,2 % pour représenter 46,0 % du PIB. Les dépenses courantes croîtraient de 8,4 %. Quant aux dépenses d'investissement financées sur ressources internes, elles baisseraient de 6,2 %. Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat se traduirait par une légère accentuation du déficit budgétaire de base qui représenterait 9,8 % du PIB. Le déficit global hors dons s'accroîtrait pour s'établir à 27,7 % du PIB. Il en est de même du déficit global qui représenterait 12,9 % du PIB. Au cours du premier trimestre 2005, les recettes budgétaires ont

augmenté de 70,4 % en s'établissant à 4,6 milliards contre 2,7 milliards au premier trimestre 2003. Cette évolution augure de bonnes perspectives financières pour 2005.

L'encours de la dette s'est établi à 472,4 milliards à fin décembre 2004, soit 331,3 % du PIB nominal contre 404,4 % en 2003. Cette baisse s'explique par le règlement des échéances vis-à-vis du FMI et de la BCEAO et les règlements effectués au titre des arriérés de salaires de 2003. Malgré ce niveau élevé d'endettement, la Guinée-Bissau n'a pas bénéficié des allègements de l'Initiative PPTE ainsi que de la récente initiative des pays du G8. La finalisation du DSRP initialement prévue en 2002 et la reprise du Programme avec le FMI constituent des préalables. Pour 2005, l'encours de la dette s'établirait à 411,6 milliards, soit 272,5 % du PIB nominal.

En ce qui concerne, les comptes extérieurs, le ratio solde extérieur courant, hors dons, rapporté au PIB nominal s'est amélioré pour représenter -6,8 % contre -8,7 % en 2003. Ce résultat est consécutif à la hausse des transferts courants publics. En 2005, le solde extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal s'aggraverait pour se situer à -16,3 % en rapport avec la détérioration de la balance commerciale et de la balance des services.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 33,2 milliards à fin décembre 2004, en hausse de 19,5 milliards par rapport à fin décembre 2003. La position extérieure nette de la BCEAO s'est renforcée de 19,6 milliards, atténuée par celle des banques de 0,1 milliard.

Le crédit intérieur a enregistré une baisse de 5,8 milliards pour s'établir à 12,0 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte du repli de 5,4 milliards de la position nette du Gouvernement et de celui de 0,4 milliard des crédits à l'économie.

La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 5,4 milliards, pour se situer à 9,7 milliards à fin décembre 2004. Les crédits à l'économie sont ressortis à 2,3 milliards à fin décembre 2004, en retrait de 0,4 milliard par rapport aux réalisations de fin décembre 2003.

La masse monétaire s'est accrue de 13,0 milliards, soit 42,8% pour s'inscrire à 43,6 milliards à fin décembre 2004. La circulation fiduciaire a augmenté de 11,3 milliards et les dépôts en banque de 1,7 milliard.

En dépit des progrès réalisés, les résultats en matière de convergence restent insuffisants. Ainsi, en 2004, la Guinée Bissau n'a respecté que le critère relatif au taux d'inflation. Au vu des perspectives, seul le critère relatif à la non accumulation des arriérés pourrait être respecté en 2005. En vue de favoriser l'accélération du rythme de convergence, la Guinée Bissau devrait poursuivre l'assainissement des finances publiques en mettant l'accent sur la maîtrise des dépenses courantes, notamment la masse salariale. Elle devrait également mettre en œuvre des réformes structurelles pour réhabiliter les secteurs de l'énergie et de l'eau. Enfin, pour assurer le succès de ces politiques, le renforcement des capacités techniques de l'Administration est incontournable. La stabilité de la situation socio-politique et le rétablissement de relations harmonieuses avec la communauté internationale seront indispensables pour réaliser ces progrès.

MALI :

En 2004, le taux de croissance du PIB s'est établi à 2,2 % contre 7,1 % en 2003, en rapport avec la baisse des productions agricole et aurifère. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de -1,5 point, 0,6 point et 3,1 points. En 2005, l'activité économique enregistrerait de meilleures performances. Les projections indiquent un taux de croissance du PIB de 7,1 %, sous l'hypothèse d'un retour à des conditions climatiques normales et de l'ouverture de nouvelles mines aurifères.

Le ralentissement de la croissance s'est déroulé dans un contexte marqué par un recul de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à -3,1 % contre -1,3 % en 2003. Cette évolution s'explique essentiellement par la chute des prix des céréales, en liaison avec les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2003/2004, ainsi que les baisses du prix du sucre et des tarifs d'eau et d'électricité. Toutefois, cette tendance à la baisse des prix a commencé à s'inverser depuis janvier 2005, en raison de la mauvaise campagne agricole 2004-2005 et de la poursuite de la hausse du prix du pétrole. En glissement annuel sur les six premiers mois de l'année 2005, le taux d'inflation a

été de 5,4 % contre -4,9 % à la même période en 2004. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen se situerait autour de 5,6 % en 2005.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales ont progressé de 7,8 % pour représenter 17,8 % du PIB contre 17,2 % en 2003. Cette évolution est imputable à l'accroissement des recettes fiscales qui ont augmenté de 12,7 %, suite aux efforts de recouvrement des régies financières. Par contre, les recettes non fiscales ont diminué de 46,9 % en rapport avec les moins values constatées dans le recouvrement des recettes des transactions immobilières et des dividendes des sociétés minières. De même, les dons ont régressé de 8,1 % en s'établissant à 4 % du PIB contre 4,6 % en 2003. S'agissant des dépenses totales, elles ont augmenté de 14,8 % pour représenter 24,9 % du PIB. Les dépenses courantes ont augmenté de 10,6 % en rapport avec le renforcement des dotations de fonctionnement des services publics et l'augmentation de la masse salariale. Quant aux dépenses d'investissement financées sur ressources internes, elles ont crû de 14,2 %, en liaison avec le renforcement des dépenses des secteurs sociaux, conformément aux objectifs retenus dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

Cette situation d'ensemble, marquée par un accroissement des dépenses plus rapide que celui des recettes s'est traduite par une détérioration des soldes budgétaires. Ainsi, l'excédent du solde budgétaire de base, hors dépenses PPTE, s'est contracté pour représenter 0,1 % du PIB contre 1,0 % en 2003, en raison principalement de la hausse des dépenses de base de 13,8 %. Le solde global hors dons rapporté au PIB est passé de -5,2 % à -6,7 % en 2004. Quant au solde global, il s'est établi à -2,7 % du PIB contre -0,6 % en 2003.

En 2005, les recettes totales augmenteraient de 10,6 % pour s'établir à 18,3 % du PIB. Cette performance se justifierait essentiellement par l'accroissement des recettes fiscales, les dividendes des sociétés minières et les recettes domaniales. Les dépenses totales progresseraient de 12 % pour représenter 25,9 % du PIB, en liaison avec la couverture du déficit de la CMDT par l'Etat, pour un montant de 38,4 milliards.. Les dépenses courantes croîtraient de 11 % en raison, essentiellement du renforcement des dotations en fonctionnement des services publics et l'augmentation de la masse salariale de 15,2 %, liée à la poursuite des recrutements dans les secteurs sociaux et la prise en charge des avancements statutaires des fonctionnaires. De même les dépenses d'investissement financées sur ressources internes enregistreraient une hausse de 9,1 %.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat se traduirait par une amélioration de l'excédent du solde budgétaire de base, hors dépenses PPTE, qui représenterait 0,3 % du PIB. Le déficit global hors dons s'accroîtrait pour s'établir à 8,8 % du PIB. Quant au déficit global, il représenterait 3,5 % du PIB.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours a représenté 66,5 % du PIB contre 71,4 % en 2003. Ce ratio serait de 68,0 % en 2005. Quant au service de la dette, il a représenté 11,6 % des recettes budgétaires contre 12,4 % en 2003. Ce ratio se situerait à 12,0 % en 2005. Le Mali a atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE en février 2003.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, a diminué en se situant à 7,8 % du PIB contre 9,3 % en 2003, du fait essentiellement de la réduction du déficit commercial. La réduction de ce déficit est liée à la progression des exportations, conjuguée à la baisse des importations, induite par le repli des achats de produits alimentaires. Par contre, en 2005, ce ratio se détériorerait pour représenter 8,1 % du PIB. Cette aggravation du déficit serait liée à l'accroissement du déficit commercial et à celui de la balance des services.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 372,0 milliards à fin décembre 2004, en baisse de 51,2 milliards par rapport à fin décembre 2003. Cette évolution est imputable à la Banque Centrale, les avoirs des banques ayant diminué au cours de la période.

Pour sa part, l'encours du crédit intérieur s'est établi à 455,8 milliards, en hausse de 48,0 milliards ou 11,6% durant la période sous revue. Cette évolution résulte de l'accroissement de 32,8 milliards des crédits à l'économie et de 15,2 milliards de la position nette du Gouvernement.

La position nette du Gouvernement s'est détériorée de 15,2 milliards, pour se situer à -59,7 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte essentiellement de la diminution de 32,4 milliards des

dépôts publics et de la baisse de 17,2 milliards des engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

L'encours des crédits à l'économie a progressé de 32,8 milliards ou 6,8% pour s'établir à 515,5 milliards à fin décembre 2004, en liaison avec la hausse de 30,2 milliards des crédits ordinaires et de 2,6 milliards des crédits de campagne. L'augmentation des crédits ordinaires a été induite par les concours octroyés à des sociétés de distribution de produits pétroliers, de télécommunications, de l'énergie, de bâtiments et travaux publics et au secteur cotonnier dans le cadre de la préparation de la campagne agricole 2004/2005.

La masse monétaire s'est fixée à 767,2 milliards, en baisse de 18,9 milliards ou 2,4% par rapport à fin décembre 2003. La circulation fiduciaire a diminué de 65,5 milliards, tandis que les dépôts en banque se sont accrus de 46,5 milliards.

Au total, le Mali a respecté en 2004, six critères dont les quatre critères de premier rang. Toutefois, les projections relatives à l'année 2005 indiquent que cinq critères seraient respectés. Au titre des critères de premier rang, le critère relatif au taux d'inflation ne serait pas respecté.

La situation macroéconomique du Mali en 2004 s'est ressentie d'une combinaison de chocs exogènes défavorables, notamment la baisse du prix du coton, le renchérissement du prix du pétrole, l'invasion de criquets pèlerins et une pluviométrie insuffisante et mal répartie. A cet égard, les dispositions devraient être prises pour accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et des politiques sectorielles notamment, la finalisation du programme de privatisation et la promotion d'une plus grande diversification de l'économie. Il conviendrait également de poursuivre les efforts visant à améliorer la situation des finances publiques.

NIGER :

En 2004, le taux de croissance de l'activité économique a été de 0,9 % contre 3,0 % en 2003. Cette décélération est, essentiellement, imputable aux contre performances du secteur primaire dont la production a été négativement affectée par la sécheresse et les attaques des criquets pèlerins. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de -2,0 points, 0,6 point et 2,3 points.

En 2005, l'activité économique connaîtrait une croissance de 4,1 %, sous l'hypothèse d'un retour à des conditions climatiques normales, favorables à une bonne tenue du secteur primaire. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance seraient, respectivement, de 1,7 point, 0,7 point et 1,7 points.

En 2004, l'inflation est restée modérée avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,2 % contre -1,6 % en 2003. Cette faible progression des prix est liée à l'abondance de l'offre des céréales sur les marchés, consécutive à la bonne campagne agricole 2003-2004 qui a entraîné un recul des prix des produits agricoles. Ce résultat a été, toutefois atténué par la hausse des prix des transports. La tendance observée en 2004 s'est inversée au cours des premiers mois de l'année 2005 avec une remontée du niveau des prix alimentaires, en rapport avec les mauvais résultats de la campagne agricole 2004/2005. En effet, en glissement annuel sur les six premiers mois de l'année 2005, le taux d'inflation a été de 7,4 % contre -2,1 % sur la même période en 2004. Si cette tendance se poursuivait, le taux d'inflation annuel moyen se situerait à 8,3 % en 2005.

Au plan des finances publiques, la situation a été caractérisée par une progression sensible des recettes budgétaires. Celles-ci, tirées par les recettes fiscales, se sont accrues de 10,3 % pour représenter 12,0 % du PIB contre 11,3 % en 2003. En effet, les recettes fiscales ont progressé de 10,2 % pour porter le taux de pression fiscale à 11,6 % contre 11,0 % en 2003, suite aux dispositions prises dans le cadre de la lutte contre la fraude, à la maîtrise des exonérations, à l'élargissement de la base taxable et au redéploiement du personnel des régies financières avec l'assignation d'objectifs de recettes aux responsables desdites régies.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 14,0 % pour représenter 21,7 % du PIB contre 19,8 % en 2003. Les dépenses courantes ont augmenté de 7,0 % en rapport avec les dépenses liées aux

élections. Quant aux dépenses d'investissement, elles ont enregistré une hausse de 24,7 %, en liaison avec les projets réalisés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat, s'est soldée par une aggravation des déficits budgétaires. Ainsi, le déficit budgétaire de base, hors dépenses PPTTE, s'est stabilisé autour de 2,2 % du PIB. Cette stabilité résulte de la progression des dépenses de base de 8,8 % et d'une hausse des recettes budgétaires de 10,3 %. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils se sont établis, respectivement, à 9,7 % et 5,2 % du PIB contre 8,5 % et 3,9 % en 2003.

En 2005, les recettes budgétaires, tirées par les recettes fiscales, progresseraient de 16,8 % pour s'établir à 12,8 % du PIB. L'augmentation des recettes fiscales proviendrait du relèvement du taux de la TVA de 17 % à 19 % et de son extension à de nouveaux produits. Les dépenses courantes augmenteraient de 10,9 % pour représenter 12,0 % du PIB contre 11,8 % en 2004. Quant aux dépenses en capital, elles croîtraient de 40,7 %, sous l'effet des investissements à réaliser dans le cadre de la Stratégie de la Réduction de la Pauvreté et des 5èmes jeux de la francophonie prévus en décembre 2005.

Au total, en 2005, le solde budgétaire de base, hors PPTTE, ressortirait à -1,7 % du PIB. Quant au déficit global hors dons, il se détériorerait pour représenter 12,1 % du PIB. Le déficit global se réduirait pour s'établir à 3,5 % du PIB.

S'agissant de la dette publique totale, son encours à fin décembre 2004, était de 1 089,9 milliards, soit 75,5 % du PIB contre 86,7 % en 2003. Le service de la dette publique a représenté 22,4 % des recettes budgétaires. Le pays a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTTE en avril 2004.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit courant, hors dons, s'est contracté en ressortant à 11,0 % du PIB en 2004 contre 11,6 % en 2003. Cette amélioration est liée à la réduction du déficit de la balance des revenus de plus de la moitié et au renforcement de l'excédent des transferts courants. En 2005, le déficit du solde courant, hors dons, se réduirait pour représenter 9,9 %, en liaison avec la baisse attendue du déficit commercial.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 64,3 milliards à fin décembre 2004, en hausse de 3,1 milliards par rapport aux réalisations à fin décembre 2003. Cette évolution est imputable à la hausse de 11,2 milliards des avoirs extérieurs nets des banques, atténuée par la baisse de 8,1 milliards de ceux de la Banque Centrale.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en augmentation de 39,2 milliards ou 26,7%, en ressortant à 185,5 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution traduit la hausse des crédits à l'économie et la détérioration de la position nette du Gouvernement.

La position nette du Gouvernement s'est détériorée de 20,7 milliards au cours de l'année, pour se situer à 84,0 milliards à fin décembre 2004. Cette dégradation résulte d'une diminution de 22,1 milliards des créances de l'Etat sur le système bancaire, partiellement compensée par une baisse de 1,4 milliard de ses dettes.

Les crédits à l'économie se sont chiffrés à 101,5 milliards en décembre 2004, en hausse de 18,5 milliards ou 22,2%, en liaison avec la hausse de 18,2 milliards des crédits ordinaires et celle de 0,3 milliard des crédits de campagne. L'accroissement des concours ordinaires est imputable aux avances de trésorerie accordées à des sociétés minières, pétrolières, de télécommunications ainsi qu'aux crédits immobiliers accordés à des particuliers.

La masse monétaire s'est accrue de 38,5 milliards ou 19,8%, en s'établissant à 232,5 milliards à fin décembre 2004. Cette progression de la liquidité globale s'est traduite par l'augmentation de 26,6 milliards des dépôts et de 11,9 milliards de la circulation fiduciaire.

En matière de convergence le Niger n'a respecté en 2004 que deux critères, dont un critère de premier rang. Il s'agit de ceux relatifs à l'inflation et au ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales. Le profil des autres critères s'est amélioré. Le respect des normes communautaires en matière de convergence passe par la poursuite des efforts dans l'assainissement des finances publiques et dans la mise en oeuvre des politiques sectorielles et des réformes structurelles. Un accent particulier devra être mis sur l'amélioration du taux de pression

fiscale et la maîtrise des dépenses courantes. L'année 2005 s'annonce particulièrement difficile, en raison de la crise alimentaire à laquelle est confronté le pays. Un appui de la communauté internationale serait nécessaire pour atténuer l'impact de cette crise sur la stabilité du cadre macroéconomique et garantir la sécurité alimentaire des populations affectées.

SENEGAL :

La croissance économique a été de 6 % en 2004 contre 6,5 % en 2003. Cette décélération est liée au ralentissement du secteur primaire dont la production a été négativement affectée par les invasions de criquets dans la région nord du pays et à une pluviométrie moins bonne. Il en est résulté une baisse de la production céréalière de 21,0 %. Cette contre performance a été plus que compensée par les résultats satisfaisants de la production d'arachide en hausse de 37 %, induisant une croissance du secteur primaire de 2,3 %. S'agissant du secteur secondaire, il a progressé de 6,5 % contre 6,7 % en 2003, grâce notamment à la bonne tenue des activités au niveau de l'énergie et des bâtiments et travaux publics. Le secteur tertiaire, porté par le dynamisme des transports et des télécommunications, a affiché une progression de 6,8 % en 2004. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 0,4 point, 1,4 point et 4,2 points.

En 2005, cette évolution favorable se poursuivrait avec un taux de croissance de 6,4 %, impulsé par la relance du secteur primaire, à travers la poursuite des programmes spéciaux pour le maïs, le manioc et le sésame, mais aussi, par la levée de la contrainte liée à la mobilité urbaine avec le démarrage du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU).

La consolidation de la croissance économique en 2004 a été réalisée dans un contexte de maîtrise de l'évolution du niveau général des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,5 % contre 0,0 % en 2003, en liaison avec un approvisionnement suffisant et régulier des marchés en produits alimentaires, en rapport avec les bons résultats de la campagne agricole 2003/2004. Cette tendance s'est poursuivie au cours du premier semestre 2005. En effet, en glissement annuel, le taux d'inflation au cours du premier semestre 2005 a été de 0,8 % contre 0,2 % au cours du premier semestre 2004. Cette évolution s'explique par les stratégies d'approvisionnement en produits alimentaires mises en œuvre par le Sénégal. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à 0,2 % en 2005.

S'agissant des finances publiques, la situation a été marquée par une détérioration des principaux soldes budgétaires, suite à une augmentation des dépenses, notamment celles en capital. Cette situation a été atténuée par une amélioration du recouvrement des recettes budgétaires, en liaison avec le maintien de l'effort fiscal visant un élargissement de la base taxable et une plus grande efficacité dans les régies financières. Ainsi, les recettes budgétaires ont augmenté de 7,9 % pour représenter 19,3 % du PIB. Cette évolution est imputable aux recettes fiscales qui ont augmenté de 9,1 %, les recettes non fiscales ayant baissé de 11,1 %. Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 88 milliards en 2004, soit une augmentation de 13,5 %, du fait de l'importance de l'aide budgétaire reçue au titre de l'Initiative PPTE.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 13,6 % pour représenter 24,0 % du PIB contre 22,8 % en 2003. Cette augmentation s'explique par le renforcement des dépenses en capital et, dans une moindre mesure, par les dépenses courantes. En effet, les dépenses courantes ont augmenté de 4,6 % du fait essentiellement de la masse salariale qui a progressé de 6,8 % en 2004, en raison de la poursuite du programme de recrutement dans la fonction publique et du relèvement des salaires intervenu au cours du dernier trimestre 2004. S'agissant des dépenses en capital, elles ont enregistré une progression de 32,7 %, portée, principalement par la hausse de 35,6 % des dépenses en capital financées sur ressources internes, traduisant ainsi l'intérêt porté par le Gouvernement au financement des secteurs sociaux de base identifiés dans le DSRP. Quant à la composante externe, elle a augmenté de 29,5 %, en raison de la forte mobilisation des ressources additionnelles indispensables à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté.

Au total, l'excédent du solde budgétaire de base, hors dépenses PPTE, s'est stabilisé autour de 1,5 % du PIB. Cette stabilité résulte de la hausse des recettes budgétaires de 7,9 % et de la progression des dépenses de base de 7,7 %. Le déficit global hors dons s'est aggravé en s'établissant à 4,7 % du PIB contre 3,5 % en 2003. Quant au déficit global, il est passé de 1,4 % du PIB en 2003 à 2,5 % en 2004.

Pour 2005, les prévisions indiquent la poursuite de l'assainissement du cadre budgétaire. En effet, les recettes budgétaires progresseraient de 8,3 % pour représenter 19,3 % du PIB, à la faveur d'un meilleur recouvrement des recettes fiscales. Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient de 8,7 % pour se stabiliser autour de 24 % du PIB. Cette évolution résulterait de la hausse des dépenses courantes et des dépenses en capital, respectivement, de 8,4 % et 2,3 %. L'augmentation des dépenses courantes serait imputable à la masse salariale qui croîtrait de 13,6 %, du fait de la prise en compte, en année pleine, de la revalorisation du système de rémunération des agents de l'administration et de l'incidence financière des nouveaux recrutements. La progression des dépenses en capital proviendrait essentiellement de la hausse de 26,1 % des dépenses en capital financées sur ressources internes, la composante financée sur ressources externes étant attendue en baisse. Il en résulterait une réduction de l'excédent du solde budgétaire de base, hors dépenses PPTE, qui se situerait à 0,5 % du PIB, en rapport avec l'augmentation des dépenses de base de 14,6 %. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils s'aggravaient pour se situer, respectivement, à 4,8 % et 2,9 % du PIB.

L'encours de la dette publique totale s'est élevé à 2 025,4 milliards à fin décembre 2004, soit 50,3 % du PIB contre 63,9 % en 2003. Le service de la dette publique a représenté 20,0 % des recettes budgétaires contre 18,8 % en 2003. Le Sénégal a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2004. En 2005, avec l'aboutissement des négociations bilatérales, après les accords du Club de Paris de juin 2004, la dette publique devrait connaître un allègement consistant de son poids sur l'économie.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, s'est stabilisé à 8,6 % du PIB, suite à l'évolution favorable de l'excédent des transferts privés et une aggravation du déficit commercial. L'aggravation du déficit commercial est, essentiellement imputable à l'accroissement des importations de produits pétroliers, de produits alimentaires, de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Cette hausse a été partiellement atténuée par la bonne orientation des ventes des produits chimiques et horticoles. En 2005, le déficit courant, hors transferts officiels, s'inscrirait en retrait pour se situer à 8,4 % du PIB, en liaison avec l'amélioration de la balance des revenus.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 676,3 milliards à fin décembre 2004, en accroissement de 125,5 milliards par rapport à fin décembre 2003. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 125,5 milliards, tandis que ceux des banques sont ressortis stables.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 32,0 milliards ou 3,8%, en se situant à 880,8 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution a été induite par l'accroissement des crédits à l'économie, atténué par l'amélioration de la position nette du Gouvernement.

La position nette du Gouvernement s'est inscrite en amélioration de 40,2 milliards au cours de l'année 2004, s'établissant à 24,0 milliards à fin décembre 2004 contre 64,2 milliards en décembre 2003. Les engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire ont diminué de 29,5 milliards, tandis que ses créances se sont accrues de 10,7 milliards.

Les crédits au secteur privé ont progressé de 72,2 milliards ou 9,2%, passant de 784,6 milliards en décembre 2003 à 856,8 milliards en décembre 2004. Cette évolution est imputable à une augmentation de 61,8 milliards des crédits ordinaires et de 10,4 milliards des crédits de campagne. La hausse des concours ordinaires s'explique essentiellement par des crédits accordés à des sociétés opérant dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, du transport, de l'industrie chimique ainsi qu'à des unités agroalimentaires.

La masse monétaire a augmenté de 165,1 milliards ou 12,9%, pour s'inscrire à 1.445,7 milliards à fin décembre 2004. Les dépôts en banque ont augmenté de 158,3 milliards et la circulation fiduciaire de 6,8 milliards.

En 2004, le Sénégal a respecté sept (7) critères de convergence comme en 2003. Au regard des prévisions pour l'année 2005, tous les critères de convergence seraient conformes aux objectifs du programme pluriannuel 2005-2007, excepté le solde budgétaire de base rapporté au PIB.

Cependant, les efforts de réformes devraient être poursuivis pour consolider, non seulement, ces bonnes performances, mais aussi pour faire face aux impératifs de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la mobilité urbaine.

TOGO :

En 2004, l'activité économique a progressé de 0,6 % contre 4,2 % en 2003. Cette décélération est essentiellement imputable aux contre performances du secteur tertiaire qui a enregistré une croissance de -1,8 % en 2004 contre 4,1 % en 2003, en relation avec le repli des activités dans le « commerce » et les services non marchands. Quant aux secteurs primaire et secondaire, ils ont progressé, respectivement, de 1,6 % et 3,9 %. La production du secteur primaire a été tirée par la production de coton graine et l'élevage. En ce qui concerne la croissance du secteur secondaire, elle a été impulsée par les performances réalisées dans la branche des « BTP » et celle de « l'électricité, l'eau et le gaz ». Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 0,6 point, 0,8 point et -0,8 point.

En 2005, la croissance économique serait de 2,7 %. Elle serait portée principalement par les secteurs primaire et secondaire. Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient, respectivement, de 1,3 point, 1,3 point et 0,1 point.

La décélération de la croissance en 2004 a été réalisée dans un contexte de maîtrise de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,4 % contre -1,0 % en 2003, en relation avec la baisse des prix des produits alimentaires. La tendance observée en 2004 semble s'être inversée en 2005. En effet, en glissement annuel sur les six premiers mois de 2005, le taux d'inflation a été de 6,9% contre -1,2% pour la même période, un an plus tôt, notamment du fait de la montée des prix des produits alimentaires et des transports. Si la tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen en 2005 atteindrait 7,4%.

La situation des finances publiques a été marquée en 2004 par une légère amélioration des principaux soldes budgétaires, en raison de la bonne tenue des recettes budgétaires. Celles-ci ont progressé de 3,9 % pour représenter 15,9 % du PIB contre 16,2 % en 2003. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des recettes fiscales, portées par les impôts sur les revenus et les bénéfices, les taxes sur biens et services, et les impôts sur le commerce extérieur. Ces performances sont en liaison avec l'intensification des efforts de recouvrement, notamment le suivi rigoureux des exonérations. Les dons ont été mobilisés à hauteur de 7,8 milliards, soit 0,7 % du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 6,6 % pour représenter 14,5 % du PIB contre 14,4 % en 2003. Cette évolution est liée à la faible augmentation des dépenses courantes, en relation les efforts de maîtrise de la masse salariale et la baisse des dépenses relatives aux transferts et subventions.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par un excédent des principaux soldes budgétaires. Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal est ressorti à 2,6 % comme en 2003, en liaison avec la forte mobilisation des recettes fiscales. Quant au solde global hors dons, son excédent a représenté 1,4 % du PIB en 2004 contre 1,8 % en 2003. L'excédent du solde global s'est réduit pour représenter 2,2 % du PIB contre 2,4 % en 2003. Ces excédents budgétaires ne doivent cependant pas masquer les difficultés de la situation financière, caractérisée par des accumulations d'arriérés de paiement d'un montant de 72 milliards dont 45,9 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En 2005, les prévisions budgétaires indiquent une dégradation de la situation des finances publiques. Les recettes budgétaires totales baisseraient de 8,1 % pour représenter 13,7 % du PIB. Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient de 18,1 % pour représenter 16,0 % du PIB, en rapport avec la hausse attendue des dépenses en capital, la progression des dépenses courantes étant limitée à 3,6 %. La hausse des dépenses en capital serait liée à la composante financée sur ressources externes, sous l'hypothèse d'une reprise de relations harmonieuses avec la communauté internationale. Il en résulterait un excédent du solde budgétaire de base représentant 0,6 % du PIB. Le déficit global hors dons et le déficit global ressortiraient, respectivement, à 2,3 % et 1,2 % du PIB. Les prévisions indiquent toutefois un gap de 46,1 milliards non couvert, représentant 4,0 % du PIB, avec des risques d'accumulation d'arriérés de paiement intérieur et extérieur pour l'année sous revue.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours a été estimé à 1 041,4 milliards, soit 96,5 % du PIB contre 108,1 % en 2003. Le service de la dette publique totale rapporté aux recettes budgétaires s'est établi à 27,1 % contre 28,8 % en 2003. Le Togo est éligible à l'initiative PPTE. Toutefois, l'absence de programme économique et financier soutenu par les Institutions de

Bretton Woods et d'un DSRP retarde le processus permettant d'atteindre le point de décision. En 2005, l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal s'établirait à 94,2 %.

S'agissant des comptes extérieurs, le solde global des paiements a dégagé un excédent de 73,8 milliards contre un déficit de 11,8 milliards en 2003, imputable au renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières lié aux accumulations d'arriérés de paiement extérieurs et de la réduction du déficit des transactions courantes. Hors dons, le déficit courant s'est situé à 6,1% du PIB contre 9,8 % en 2003. Cette évolution est le reflet de la réduction des déficits de la balance des services et du renforcement de l'excédent des transferts courants, atténués, principalement par l'accroissement des déficits de la balance commerciale. Cette contre-performance commerciale est due à la baisse de la production et des cours mondiaux de certains produits traditionnels, comme les phosphates, le coton et le café. En 2005, le déficit courant, hors transferts officiels, s'accroîtrait pour ressortir à 10,4% du PIB, en liaison avec la détérioration de la balance commerciale et de la balance des services.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 146,0 milliards à fin décembre 2004, soit une hausse de 73,9 milliards par rapport aux réalisations à fin décembre 2003. Cette évolution est consécutive à la hausse de 48,3 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 25,6 milliards de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est élevé à 181,6 milliards à fin décembre 2004, en baisse de 2,2 milliards ou 1,2% par rapport à fin décembre 2003. Cette évolution a été induite par l'amélioration de la position nette du Gouvernement, dont les effets ont été atténués par la hausse des crédits à l'économie.

La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 9,6 milliards, pour s'établir à 7,2 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de la hausse de 15,0 milliards des créances du Trésor public, atténuée par la progression de 5,4 milliards des engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

Les crédits à l'économie se sont accrus de 7,4 milliards ou 4,4% passant de 167,0 milliards à fin décembre 2003 à 174,4 milliards à fin décembre 2004. Les crédits de campagne ont augmenté de 3,4 milliards et les crédits ordinaires de 4,0 milliards au cours de la même période. La hausse des crédits ordinaires résulte principalement des mises en place de crédits en faveur de sociétés opérant dans le secteur de l'énergie, des bâtiments et travaux publics et du commerce général.

La masse monétaire s'est accrue de 47,3 milliards, soit 18,2% pour s'établir à 307,4 milliards à fin décembre 2004. Cette hausse de la liquidité intérieure a été portée à la fois par la circulation fiduciaire et les dépôts, qui ont augmenté respectivement de 24,8 milliards et 22,5 milliards.

En dépit des efforts réalisés par le Togo, les résultats en matière de convergence restent limités en raison de l'absence de soutien financier extérieur qui viendrait en complément de l'effort interne. Ainsi, le Togo n'a respecté que trois critères dont un de premier rang. L'amélioration des résultats en matière de convergence requiert la poursuite des efforts pour reprendre une coopération harmonieuse avec la Communauté financière internationale. Parallèlement, les efforts d'assainissement des finances publiques devraient être maintenus.

CEMAC

CAMEROUN :

En 2004, la situation macroéconomique du Cameroun a été globalement satisfaisante, caractérisée par une croissance soutenue, un solde budgétaire global excédentaire, une bonne tenue de la situation monétaire, une réduction du déficit des transactions courantes et la maîtrise des tensions inflationnistes.

Secteur réel

Les performances économiques se sont traduites par un taux de croissance réel du PIB de 4,2 % en 2004 contre 4.3 % en 2003, entraînant une augmentation du revenu réel par tête de 1,6 % pour un taux

de croissance démographique de 2,6 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique a bénéficié des apports de tous les secteurs de l'économie. En effet, le primaire a contribué à la croissance à hauteur de 0,8 point, en liaison surtout avec la bonne tenue de l'agriculture vivrière (0,6 point). Le secteur secondaire (0,8 point) à l'exception des hydrocarbures a profité principalement du développement des activités dans le secteur des industries manufacturières (1,0 point), le secteur pétrolier grevant la croissance de 0,4 point. Enfin, le secteur tertiaire a contribué pour 2,4 points à la croissance sous l'impulsion surtout de l'expansion de la téléphonie mobile et des services (commerce, hôtels et restaurants).

S'agissant de la demande, l'activité économique a été principalement soutenue par la demande intérieure avec une contribution de 4,0 points, impulsée par l'accroissement de la consommation privée (4,5 points) en dépit d'un apport négatif des investissements. Parallèlement, la demande extérieure nette avec une contribution positive (0,2 point), a bénéficié de la progression des exportations en volume des biens et services non-facteurs.

Prix

La tendance à la baisse observée à la fin de l'année 2003 s'est poursuivie en 2004, pour ramener l'inflation à 0,4 % en 2004, grâce à une amélioration de la production et un approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers.

Finances publiques

En 2004, les recettes budgétaires totales se sont inscrites en baisse de 5,7 %, pour se situer à 1 285,7 milliards (15,3 % du PIB) contre 1 363,3 milliards en 2003 (17,0 % du PIB), provenant principalement de la baisse des recettes non pétrolières (- 8,8 %) expliquée par la mise en œuvre inefficace de IRPP et les dysfonctionnements de la Division des Grandes entreprises.

Quant aux dépenses totales, elles ont été engagées à hauteur de 1 140,0 milliards, soit 13,6 % du PIB en 2004 contre 1 095,8 milliards (13,7 % du PIB) l'année précédente, correspondant à une augmentation de 4,0 %, avec une croissance des dépenses courantes de 2,7 % en liaison avec les nouveaux recrutements dans les secteurs prioritaires et les dépenses électorales, et des dépenses d'investissement de 11,5.

L'excédent du solde primaire a représenté 4,3 % du PIB en 2004 contre 6,3 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 2,4 % du PIB contre 3,8 % en 2003.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, est revenu à 145,7 milliards équivalant à 1,7 % du PIB en 2004 contre 267,5 milliards (3,3 % du PIB) un an plus tôt.

Compte tenu de l'apurement de paiements des arriérés intérieurs à hauteur de 3,7 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 298,2 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 237,9 milliards, le besoin de financement global de l'Etat s'est établi à 394,1 milliards. La mobilisation des financements extérieurs à hauteur de 381,4 milliards, comprenant 8,9 milliards au titre des dons, 100,9 milliards de tirages et 271,6 milliards d'allègement de la dette auprès du Club de Paris n'a pas suffi à couvrir ce besoin, contraignant les Autorités camerounaises à accumuler des nouveaux arriérés sur la dette extérieure de 12,7 milliards.

Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) s'est réduit en 2004, pour revenir à 568,2 milliards correspondant à 6,8 % du PIB contre 608,6 milliards en 2003 (7,6 % du PIB). Cette évolution procède d'une amélioration de l'excédent commercial (+ 23,6 %) et de la balance des revenus.

En effet, le déficit du solde du commerce extérieur s'est établi à 88,6 milliards en 2004 contre 71,7 milliards l'année passée, sous l'effet de l'appréciation des termes de l'échange qui a profité aux exportations du pétrole brut, de l'uranium, du caoutchouc et du bois, pendant que les importations des biens et services non-facteurs ont légèrement baissé. Le déficit des services a légèrement augmenté à 455,8 milliards contre 443,4 milliards en 2003.

En définitive, la solde global de la balance des paiements du Cameroun a dégagé un déficit de 197,1 milliards, correspondant à 2,5 % du PIB, contre 375,4 milliards (4,7 % du PIB) en 2003.

Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 87,2 milliards, le besoin de financement extérieur s'est élevé à 284,3 milliards et a été couvert à travers le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris (271,6 milliards) et une accumulation des arriérés extérieurs (12,7 milliards).

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (24,8 % et 33,7 % en 2004 contre 29,2 % et 36,0 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié de 44,2 % au 31 décembre 2003 à 40,6 % au 31 décembre 2004.

Situation monétaire

Au 31 décembre 2004, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont atteint 357,1 milliards contre 259,8 milliards en 2003, soit en hausse de 37,5 %, expliquée principalement par l'appréciation des termes de l'échange, en rapport avec la hausse des prix du pétrole, du bois et de l'uranium, le rapatriement soutenu des recettes d'exportation, ainsi que l'incidence positive de l'allègement de la dette extérieure en 2004 d'un montant de 271,6 milliards. Les créances nettes sur l'Etat ont stagné (+0,8 %), se situant à 332,8 milliards contre 330,0 milliards en 2003. Par ailleurs, les crédits à l'économie ont légèrement augmenté (+ 0,3 %), pour se situer à 904,9 milliards contre 907,8 milliards en 2003, en rapport avec l'attente dans le contexte de l'élection présidentielle. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 51,9 % contre 46,4 % en 2003.

En contrepartie, la masse monétaire a progressé (6,4 %) à 1 428,7 milliards en 2004 contre 1 342,2 milliards en 2003.

Perspectives pour 2005

Les principaux objectifs du gouvernement pour 2005 correspondent aux priorités énoncées dans le DSRP en 2003. Les Autorités sont déterminées à poursuivre l'assainissement des finances publiques en vue de préserver la stabilité macroéconomique, à accroître l'investissement et stimuler la croissance économique, et à améliorer les indicateurs sociaux.

Les performances économiques du Cameroun resteraient dans la tendance favorable observée en 2004 avec un taux de croissance réelle de 3,9 % et un taux d'inflation de 1,0 %.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, se consoliderait. Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons s'amenuiserait quelque peu, représentant 6,6 % du PIB contre 6,8 % en 2004.

Enfin, la situation monétaire se raffermirait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+6,6 %) et des crédits à l'économie (+6,5 %). Le taux de couverture progresserait à 56,4 % contre 51,9 % en 2004.

Situation sociale

En 2004, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de Réduction de la Pauvreté et des stratégies sectorielles de l'éducation et de la santé contenue dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

En matière d'éducation, la carte scolaire a été mise à jour, des enseignants vacataires ont été recrutés dans l'enseignement primaire, et des salles de classe ont été construites et équipées dans des établissements primaires et secondaires. Des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les taux de scolarisation bruts et la réduction des disparités entre garçons et filles; toutefois, les taux de redoublement et d'abandon scolaire demeurent élevés. Un cadre de dépenses à moyen terme pour l'éducation a été actualisé en 2004.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont

visé (i) réduire le prix des moustiquaires traités; (ii) réduire le coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination. L'enquête démographique et de santé de 2004 a révélé une amélioration des indicateurs de santé : de 1998 à 2004, le taux de mortalité infantile a baissé de 3 points pour s'établir à 74 pour 1000; le taux de mortalité juvénile a chuté de 8,7 points pour se fixer à 142 pour 1000; et la couverture vaccinale s'est accrue considérablement. Le taux de prévalence du VIH/sida est actuellement estimé à 5,5 % de la population adulte.

L'enquête sur le suivi de dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans le secteur de la santé réalisée en 2003 a permis d'obtenir des résultats très intéressants.

CENTRAFRIQUE :

En 2004, la situation macroéconomique en Centrafrique a été marquée par une reprise de la croissance économique, un recul de l'inflation, une stabilité monétaire, une aggravation du déficit courant et un relèvement timide des finances publiques.

Secteur réel

En effet, la croissance économique réelle s'est établie à 1,5 % contre - 7,7 % en 2003, entraînant ainsi une diminution du Produit Intérieur Brut réel (PIB) par habitant de 1,0 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, cette performance procède principalement de la bonne tenue du secteur primaire impulsé notamment par l'agriculture de subsistance comme de rente, et la sylviculture. L'accroissement de la production vivrière et des cultures de rente avec une contribution de 0,8 point est lié au retour des populations déplacées, à la faveur de l'instauration progressive de la sécurité dans les zones de production agricole et aux bonnes conditions climatiques. Dans le secteur secondaire, les contributions des industries manufacturières et extractives évaluées respectivement à +0,2 point et +0,1 point n'ont pas pu contrebalancer celle de la construction de -0,3 point, pour aboutir à une contribution nulle de ce secteur à la croissance. Il en est de même du tertiaire où l'impact positif du rétablissement et de la sécurisation des circuits de commercialisation et de transport (contribution de +0,4 point) a été absorbé par la mauvaise performance des Administrations publiques (-0,4 point) impactée par la baisse de l'assistance technique extérieure.

S'agissant de la demande, la croissance économique a profité de l'apport positif de la demande intérieure avec une contribution de 1,8 point, impulsée par la hausse de la consommation privée en réponse au versement plus ou moins régulier des salaires, à la reprise des campagnes agricoles, forestières et diamantaires. Par ailleurs, l'investissement privé a positivement affecté la croissance avec une contribution de 0,5 %. En revanche, la demande extérieure a plutôt freiné la croissance avec une contribution négative de 0,3 %.

Prix

Le relèvement de la production vivrière suite aux bonnes conditions climatiques et le rétablissement progressif de la sécurité qui a pour conséquence de sécuriser les circuits de commercialisation conduisant à un approvisionnement régulier des marchés urbains en produits vivriers ont fait reculer l'inflation à 2,1 % en 2004 contre 4,2 % une année plus tôt.

Finances publiques

La Loi de Finances pour l'année 2004 avait pour objectif le redressement des finances publiques, à travers principalement une sécurisation des recettes budgétaires et une parfaite maîtrise des dépenses publiques par la réduction du train de vie de l'Etat.

Les résultats obtenus ne sont pas particulièrement brillants. En effet, en 2004 les recettes n'ont augmenté que de 4,4 %, passant à 56,6 milliards contre 54,2 milliards en 2003. Alors que les recettes fiscales ont légèrement baissé (-0,4 %) traduisant la baisse de rendement de taxe en raison de la morosité économique, les recettes non fiscales ont augmenté de plus de 39 %, passant de 6,3 milliards en 2003 à 8,8 milliards en 2004.

Quant aux dépenses budgétaires, elles ont accusé une baisse substantielle de 22,4 %, revenant à 66,6 milliards en 2004 contre 85,9 milliards en 2003. Cette baisse des dépenses totales s'explique par une diminution des dépenses courantes (-15,4 %) en liaison avec les abattements de salaires, mais également par une forte chute des dépenses en capital (-46,6 %) en raison, entre autres, de la faible mobilisation des ressources extérieures liées aux projets qui ont été suspendus.

L'excédent du solde budgétaire primaire a atteint 0,4 % du PIB en 2004 et le déficit du solde budgétaire de base s'est réduit à 0,7 % du PIB contre 3,3 % du PIB en 2003.

En définitive, le déficit global, base engagements, hors dons s'est amoindri, s'établissant à 10,0 milliards (1,4 % du PIB) contre 31,7 milliards en 2003, soit 4,6 % du PIB.

En y incorporant l'apurement de paiements des arriérés intérieurs à hauteur de 3,3 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 16,1 milliards et du désengagement vis-à-vis du système non bancaire de 15,0 milliards, le besoin de financement global des Autorités s'élève à 44,4 milliards. La mobilisation des financements à hauteur de 25,3 milliards dont 16,9 milliards au titre des dons, 1,0 milliard d'emprunt, 7,4 milliards du désengagement vis-à-vis du système bancaire n'a pas suffi à couvrir ce besoin, contraignant les pouvoirs publics centrafricains à accumuler de nouveaux arriérés sur la dette extérieure à hauteur de 19,1 milliards.

Balance des paiements

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes hors dons, s'est aggravé à 52,3 milliards (7,4 % du PIB) en 2004 contre 47,9 milliards en 2003, soit 6,9 % du PIB. Cette évolution s'expliquerait notamment par une dégradation du commerce extérieur.

En effet, le déficit du solde de la balance commerciale a atteint 14,5 milliards en 2004, alors qu'il était de 4,7 milliards en 2003, imputable à une détérioration des termes de l'échange de 3,9 % ayant entraîné une baisse des exportations de 6,1 % à 66,2 milliards et une hausse des importations de 7,3 % à 80,7 milliards. Le déficit de la balance des services s'est légèrement contracté (38,0 milliards contre 43,4 milliards) en liaison avec la diminution des dépenses des frets et assurances et la hausse des ressources au titre de services reçus ou fournis par les administrations publiques. De même, le déficit de la balance des revenus s'est amoindri, revenant à 3,3 milliards en 2004 contre 4,4 milliards une année plus tôt. Enfin, le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'est creusé, atteignant 5,8 milliards contre 2,9 milliards en 2003, malgré la reprise progressive des relations avec les bailleurs de fonds.

Au total, le solde global de la balance des paiements a enregistré un déficit de 19,6 milliards, plus faible qu'en 2003 (29,4 milliards). Ce déficit a été couvert par une ponction de 0,5 milliard sur les réserves officielles et une accumulation d'arriérés extérieurs de 19,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduit par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (26,8 % et 38,8 % en 2004 contre 29,4 % et 43,2 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB est tombé à 79,2 % en 2004 contre 80,9 % en 2003.

Situation monétaire

Au 31 décembre 2004, la situation monétaire de la RCA s'est améliorée, comparée aux agrégats monétaires et de crédit de l'année 2003. En effet, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 4,6 %, passant à 49,5 milliards au 31 décembre 2004. Le taux de couverture extérieure de la monnaie a fléchi pendant la période sous revue pour se situer à 86,9 % contre 95,8 % un an plus tôt. Les crédits à l'économie ont également progressé de 14,1 %, s'établissant à 56,4 milliards en décembre 2004 contre 49,4 milliards en 2003. Les créances nettes sur l'Etat ont, pour leur part, enregistré une hausse de 11,8 % à 59,0 milliards contre 52,8 milliards l'année précédente, reflétant les tensions de trésorerie de l'Etat.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 14,2 % à fin décembre 2004.

Perspectives pour 2005

Selon les prévisions, l'économie centrafricaine, avec une progression du PIB réel projetée à 3,4 % en 2005, renouerait avec la croissance. Celle-ci serait tirée du côté de l'offre par le développement de l'activité dans tous les secteurs et plus particulièrement dans le secteur secondaire où l'on s'attendrait à un boom dans la construction et les industries extractives. Dans les secteurs primaire et tertiaire l'on prévoit respectivement une amélioration dans la sylviculture et dans l'assistance technique extérieure.

Dans le domaine des finances publiques, le déficit budgétaire s'aggraverait (-2,9 % du PIB au lieu de -1,4 % du PIB un an auparavant), du fait d'un accroissement sensible des dépenses publiques aussi bien courantes qu'en capital, traduisant ainsi la reprise des activités dans les administrations publiques. Les recettes, quant à elles, augmenteraient de 12,2 %, en liaison avec une amélioration de rendement des impôts sur les biens et services et des taxes sur le commerce international.

Sur le plan des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, se détériorerait à -6,6 % du PIB, en liaison avec la dégradation de la balance commerciale et la balance des services.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie et une diminution des créances nettes sur l'Etat. Le taux de couverture et la masse monétaire progresseraient respectivement à 92,5 % et 2,3 %.

Situation sociale

Le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD) classe la République Centrafricaine au 168^{ème} rang mondial en 2001 sur 175 pays évalués avec un indice de développement humain estimé à 0,363. L'indice de pauvreté humaine (IPH) est, quant à lui, estimé à 47,8 %. Ainsi, en 2001, environ 5 centrafricains sur 10 accusaient des déficits en matière de longévité, de santé, d'éducation et de bien-être. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est seulement de 24 %, l'espérance de vie à la naissance de 40,4 ans, la mortalité infantile de 115 ‰ et la mortalité infanto-juvénile de 180 ‰. Ces statistiques montrent que les traits marquants de la situation sociale en République Centrafricaine restent l'accentuation de la pauvreté, la dérive du système éducatif et sanitaire et la propagation de l'épidémie du VIH/SIDA.

CONGO :

L'économie congolaise a été marquée en 2004, par une accélération de la croissance, une consolidation des finances publiques, une amélioration de la situation monétaire, une maîtrise des tensions inflationnistes, et un repli de l'excédent du solde courant.

Secteur réel

L'activité économique s'est bien comportée en 2004 affichant un taux de croissance du PIB en termes réels de 4 % contre 0,8 % une année plus tôt. Cette performance a été principalement tirée du côté de l'offre par le secteur tertiaire dont la contribution est évaluée à 2,1 points, impulsée par les transports et télécommunications (0,6 point) grâce au développement de la téléphonie mobile et à la réhabilitation des infrastructures des transports et, par le commerce, la restauration et les hôtels (0,6 point). Le secteur secondaire a contribué à la croissance à hauteur de 1,1 point dont 0,2 point pour l'industrie pétrolière en raison de la découverte du gisement de M'BOUNDI. Enfin, le secteur primaire a contribué pour 0,5 % tiré par l'agriculture et la pêche en raison de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de relance agricole, pastorale et halieutique.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la demande intérieure, avec une contribution de 14,2 points, grâce notamment à l'augmentation de la consommation privée (9,8 points) et des investissements (3,6 points) consécutive à l'amélioration de l'environnement économique, entraînée par la reprise des relations avec le Fonds Monétaire International. Quant à la demande extérieure, elle a obéré la croissance de 10,3 points en rapport avec la forte progression des importations.

Prix

L'année 2004 a enregistré un taux d'inflation de 1,4% , contre une déflation de 1,3 % en 2003. Ce niveau d'inflation traduit le renchérissement du coût de la vie (tensions exercées sur les prix des produits importés et de certains services locaux), mais reste atténué par l'effet stabilisateur de la trêve sociale.

Finances publiques

En 2004, la situation des finances publiques du Congo s'est consolidée sous l'effet conjugué d'un accroissement significatif des recettes et d'une moindre augmentation des dépenses.

En effet, les recettes ont augmenté de 22,3 % s'établissant à 738 milliards contre 603,6 milliards en 2003 en raison d'une bonne tenue du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux et ce, malgré une production qui est restée stable.

Les dépenses sont apparues en hausse plus modérée de 7,3 % se situant à 650,6 milliards contre 606,1 milliards en 2003 en rapport avec une augmentation de la masse salariale de 2,2 % consécutive aux recrutements intervenus dans les secteurs sociaux et d'autre part, de la hausse des dépenses en capital (+13,8 %).

Le solde primaire toujours excédentaire s'est amélioré pour s'établir à 11,4 % du PIB contre 6,7 % du PIB en 2003. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui a représenté 5,2 % du PIB en 2004 contre 1 % en 2003.

Le solde global, base engagements et hors dons qui était déficitaire de 2,5 milliards en 2003, soit -0,1 % du PIB est devenu excédentaire se situant à 87,4 milliards, soit 3,8 % du PIB.

En y incorporant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 1 575,2 milliards, l'amortissement de la dette de 168,1 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 53,6 milliards, le besoin de financement global s'est chiffré à 1 708,5 milliards. Il a été totalement couvert par une mobilisation du financement extérieur dont 1 677,1 milliards au titre de l'allègement de la dette extérieure, 7,9 milliards au titre des dons et 24,4 milliards au titre des prêts projets.

Balance des paiements

Sur le plan des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte courant, transferts publics exclus, s'est contracté pour se situer à 263,7 milliards (11,4 % du PIB) en 2004 contre 349,2 milliards en 2003 (16,9 %) du PIB. Cette évolution défavorable s'explique par la chute de l'excédent commercial qui s'est situé à 1 062,4 milliards en 2004 contre 1 079,4 milliards en 2003 en raison d'une hausse des importations dans les secteurs agricole et forestier.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé en 2004, s'élevant à 441,6 milliards contre 398,7 milliards en 2003. Il en est de même du déficit de la balance des revenus qui s'est creusé pour s'établir à 338,1 milliards en 2004 contre 312,7 milliards en 2003. En revanche, le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'est rétréci, revenant de 388,4 milliards de Fcfa en 2003 à 336,7 milliards en 2004.

En fin de compte, le déficit du solde global de la balance des paiements s'est réduit, revenant de 160,2 milliards en 2003 à 92,5 milliards en 2004.

En y ajoutant la reconstitution des réserves officielles de 39,1 milliards et l'apurement des arriérés extérieurs de 1 545,5 milliards, le besoin de financement s'est chiffré à 1 671,1 milliards qui est entièrement couvert par des rééchelonnements de la dette extérieure.

Concernant la dette, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse du ratio du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires et de celui de l'encours de la dette rapporté au PIB (40,4 % et 147,9 % en 2004 contre 43,7 % et 202,9 % en 2003 respectivement). En revanche, le ratio du service de la dette rapporté aux exportations a légèrement progressé à 16,8 % contre 15,8 % en 2003.

Situation monétaire

A fin 2004, la situation monétaire du Congo s'est améliorée, sous l'impulsion d'une hausse de 873,2 % des avoirs extérieurs nets arrêtés à 58,3 milliards contre 6,0 milliards une année plutôt. Cette forte progression s'explique par l'amélioration des termes de change induite par la hausse des prix du pétrole dans un contexte de stabilité des volumes exportés et la fermeté des cours du bois, conjuguée avec une hausse des quantités commercialisées.

Quant aux crédits à l'économie, ils se sont établis à 85,0 milliards en 2004 contre 81,7 milliards un an auparavant, soit une hausse de 4,0 % en relation notamment avec la progression de l'activité dans les secteurs para-pétrolier, agricole, sylvicole, commercial, ainsi que du bâtiment et des travaux publics.

En contrepartie de toutes ces évolutions, la masse monétaire a progressé de 15,9 %, pour se situer à 330,0 milliards à fin 2004 contre 284,6 milliards l'année précédente. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 29,3 % contre 16,4 % en 2003.

Perspectives pour 2005

En 2005, la situation économique du Congo se caractériserait par une accélération de la croissance économique avec un taux 8,8 % et une légère poussée inflationniste (+2,3 %). Cette évolution s'explique, du côté de l'offre, par le dynamisme des secteurs tertiaire et secondaire qui contribueraient respectivement de 2,3 points et 5,8 points et du côté de la demande par l'amélioration des dépenses intérieures brutes, notamment la consommation et l'investissement privés (4,8 points et 5,0 points, respectivement).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons s'accroîtrait de 8,2 % du PIB, en raison d'une hausse substantielle des recettes fiscales non pétrolières et d'une baisse des dépenses publiques.

Sur le plan des échanges avec l'extérieur, le solde excédentaire du compte courant, hors dons, s'améliorerait pour se situer à 16,3 % du PIB en 2004 contre 11,4 % du PIB en 2003.

Enfin, la situation monétaire se raffermirait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (173,9 %) et des crédits à l'économie (+5,6 %), et une baisse des tensions sur la trésorerie de l'Etat marquée par un recul des créances nettes sur l'Etat (- 55,8 %). Le taux de couverture extérieure de la monnaie se situerait à 48,0 %.

Situation sociale

La situation sociale au Congo reste marquée par une incidence de la pauvreté qui se situe autour de 50% caractérisée par la faiblesse des services de santé, d'assainissement, de l'éducation de base et la dégradation du milieu physique qui se traduit par la recrudescence des maladies endémiques. Cette précarité sociale est aggravée par une prévalence élevée du VIH/SIDA.

En se référant au document de stratégie de réduction de la pauvreté, les cinq axes prioritaires autour desquels s'articule la stratégie du Gouvernement en matière de développement durable et d'amélioration des conditions de vie de population sont : (i) consolidation de la paix et promotion de la bonne gouvernance ; (ii) consolidation du cadre macroéconomique et relance des secteurs clefs ; (iii) accès aux services sociaux de base et à la protection sociale ; (iv) développement des infrastructures ; (v) renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA.

GABON

A fin décembre 2004, la situation économique et financière du Gabon reste caractérisée par un fléchissement de la croissance, une consolidation des finances publiques, un raffermissement de la situation monétaire et une amélioration du solde courant. On note aussi une bonne maîtrise des tensions inflationnistes.

Secteur réel

En 2004, l'économie gabonaise a enregistré une baisse de la croissance, le Produit Intérieur Brut ayant chuté, en termes réels, à 1,3 % contre 2,5 % en 2003 en rapport avec une relative stabilisation de la production pétrolière.

Du côté de l'offre, la contribution du secteur secondaire, même si elle baisse, reste tout de même forte (0,5 %) en raison du dynamisme des industries manufacturières et énergétiques (0,4 %) lié essentiellement à la forte demande d'eau et d'électricité basse tension dans la majorité des grands centres urbains et au regain de l'activité de COMILOG.

La contribution du secteur tertiaire à la croissance a également été positive (0,6 %) imputable aux transports et télécommunications (0,2 %) suite à la bonne tenue du transport ferroviaire et à l'expansion de la téléphonie mobile. La consolidation des marchandises transportées et du nombre de passagers, occasionnée par la célébration de la fête de l'indépendance dans les provinces du Haut Ogooué et de l'Ogooué Lolo a été favorable au transport ferroviaire.

Quant à la contribution du secteur primaire, elle a été nulle, à cause de la baisse d'activité enregistrée au niveau de l'exploitation forestière du fait de la chute de la demande de la Chine, conséquence de la politique de substitution des importations.

Du côté de la demande, la croissance a été tirée principalement par la demande intérieure avec une contribution de 2,3 points impulsée à la fois par la consommation privée (0,5 point) et par l'investissement privé (1,8 point). En revanche, la demande extérieure a plutôt obéré la croissance (-1,0 point) en raison d'une augmentation relativement plus forte des importations par rapport aux exportations.

Prix

En 2004, l'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages indique une tendance à la maîtrise de l'inflation, avec un taux établi à 0,4 % en moyenne annuelle contre 2,3 % en 2003. Cette évolution est imputable essentiellement à la baisse de l'indice des produits locaux (-0,6 %) et ce, malgré un relèvement constaté des produits importés (+1,7 %).

Finances publiques

En rapport avec l'envolée du cours du baril de pétrole, les recettes totales de l'Etat (hors dons) en 2004 ont augmenté de 6 % par rapport à 2003 s'établissant à 1 111,5 milliards contre 1 049,1 milliards l'année précédente.

Quant aux dépenses, elles ont été globalement bien maîtrisées, se situant à 826,6 milliards contre 799,7 milliards en 2003, soit une progression de 3,4 %, plus faible que celle des recettes. Cette évolution s'explique par une contraction de la masse salariale (-1,4 %) et une stagnation du poste « biens et services ».

Il en est résulté un solde primaire de 453 milliards contre 409,8 milliards en 2003. Le solde global, base ordonnancements et hors dons quant à lui s'est établi à 284,9 milliards, soit 7,6 % du PIB contre 249,4 milliards en 2003 correspondant à 7,2 % du PIB.

En y ajoutant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 412,6 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 278,6 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 79,9 milliards, le besoin de financement global s'est élevé à 486,2 milliards. Il est couvert entièrement par la mobilisation du financement extérieur dont 421,5 milliards au titre du rééchelonnement de la dette extérieure de, 2,1 milliards au titre des dons, 59,9 milliards de tirages nets et 2,7 milliards au titre d'annulation de la dette extérieure.

Balance des paiements

Le solde du compte courant, hors dons, toujours excédentaire, passe à 8,1 % du PIB en 2004 pour s'établir à 307,7 milliards contre 227,1 milliards en 2003 (6,4 % du PIB), du fait de l'amélioration

de l'excédent de la balance commerciale (16,4 %) et d'une contraction des déficits des balances de services et des transferts courants qui couvrent l'accroissement du déficit du solde de la balance des revenus.

Le déficit du compte capital et opérations financières s'est également contracté pour se fixer à 161,9 milliards en 2004 contre 263,2 milliards en 2003 en raison de l'augmentation des investissements directs du secteur pétrolier.

En conséquence, le solde global de la balance des paiements est devenu excédentaire de 18 milliards contre une situation déficitaire de 78,4 milliards en 2003.

En y incorporant la reconstitution des réserves à hauteur de 98,3 milliards et le paiement des arriérés extérieurs de 343,9 milliards, le besoin de financement extérieur s'est établi à 424,2 milliards qui est totalement couvert par un réaménagement de la dette extérieure.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une augmentation des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (18,0 % et 35,8,7 % en 2004 contre 16,4 % et 30,5 % en 2003 respectivement). En revanche, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 49,9 % en 2004 contre 58,0 % en 2003.

Situation monétaire

A fin décembre 2004, l'on note un renforcement des avoirs extérieurs qui s'établissent à 286 milliards contre 75,5 milliards un an plutôt. Cet accroissement de 278,6% résulte essentiellement de la hausse des recettes d'exportation liée à la fermeté des cours du pétrole brut, de l'augmentation de la demande étrangère de manganèse ainsi que de l'impact des allègements de la dette extérieure obtenus par le pays (399,6 milliard de Fcfa pour l'année 2004) dans le cadre de l'accord de confirmation de 14 mois signé en mai 2004. Les crédits intérieurs nets diminuent de 19,6 %, passant de 674,5 milliards en 2003 à 542 milliards en 2004, en rapport avec la faiblesse de l'activité des entreprises dans plusieurs secteurs, notamment le bois, l'agroalimentaire et le transport aérien et la baisse du crédit à la consommation. En conséquence, la masse monétaire a progressé de 10,8 % en 2004 contre -1,1 % en 2003.

Perspectives économiques pour 2005

Selon les projections, la croissance de l'économie gabonaise serait plus forte en 2005, avec un taux qui s'établirait à 2,0 % en relation avec une augmentation de la production pétrolière. Cette croissance serait soutenue par tous les secteurs, avec des contributions de 0,4 point, 0,6 point et 0,7 point respectivement pour le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire. L'inflation se situerait à 2,0 %.

Concernant les finances publiques, les recettes budgétaires augmenteraient de 6,2% alors que les dépenses accuseraient une baisse de 1,1 %. En conséquence, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, resterait excédentaire à 8,7 % du PIB contre 7,6 % en 2004

Sur le plan des échanges extérieurs, le solde courant hors dons s'améliorerait à 12,2 % du PIB, sous l'effet d'une hausse des recettes d'exportation pétrolière.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (57,0 %) et des crédits à l'économie (1,7 %), et une baisse des créances nettes sur l'Etat (-102,5 %). Le taux de couverture s'améliorerait à 79,5 %.

Situation sociale

La pauvreté au Gabon reste toujours caractérisée par une forte disparité des revenus, un taux élevé du chômage, la précarité de l'habitat urbain et la marginalisation de la population rurale. D'après le rapport mondial sur le développement humain 2002, il existe un écart de 44 places entre le classement du Gabon selon l'indice de développement humain (117^{ème} sur 175) et son classement d'après le PIB par habitant (73^{ème} sur 175).

Pour faire face à cette situation, le gouvernement est entrain d'élaborer un document de stratégie de réduction de la pauvreté dont les principaux objectifs sont :

- réduire le chômage ;
- enrayer le déclin économique du monde rural ;
- améliorer l'accès aux services sociaux de base ;
- redynamiser les filets de protection sociale ;
- assurer aux pauvres un meilleur cadre de vie ;
- intégrer un programme axé sur le genre ;
- mettre en place une gouvernance intégrée et efficace.

GUINEE EQUATORIALE

En 2004, les performances économiques ont été globalement satisfaisantes en Guinée Equatoriale, en raison des bons résultats économiques et financiers enregistrés dans le secteur pétrolier. Cette situation s'est alors caractérisée par une accélération de la croissance économique, une situation budgétaire relativement saine, un renforcement de la monnaie commune, une légère diminution des tensions inflationnistes et une détérioration du compte courant.

Secteur réel

La croissance économique s'est établie à 30,1 % contre 13,6 % en 2003, se traduisant par une augmentation du PIB réel par habitant de 27,2 % pour un taux de croissance démographique de 2,9 %.

Du côté de l'offre, cette évolution provient principalement des activités pétrolières et leur dérivé, le méthanol, faisant du secteur secondaire le moteur de la croissance en Guinée Equatoriale, avec 29,3 points de contribution dont 22,0 points pour le pétrole. Le concours des secteurs primaire et tertiaire est resté très modeste, de 0,1 point et 0,7 point respectivement.

Du côté de la demande, cette tendance à la hausse s'explique par le dynamisme de la demande intérieure (+ 23,7 points), tirée par la hausse de la consommation privée (+ 10,7 points) suite aux créations d'emplois dans les secteurs des hydrocarbures, des BTP, du commerce général et du tourisme. Cette amélioration a profité également de la contribution des investissements privés non pétroliers (+ 2,2 points), grâce à l'accroissement des capacités de production des entreprises de BTP afin de répondre aux projets des infrastructures publiques et au boom des constructions individuelles et des complexes hôteliers. Enfin, la contribution à la croissance des investissements de l'Etat a été positive de 15,8 points. Parallèlement, la demande extérieure nette a également contribué positivement à la croissance (+ 6,4 points), en raison de la forte accélération des exportations notamment les ventes de pétrole brut, de la hausse des importations liées aux commandes pour les projets d'infrastructures publiques, des travaux de développement des champs pétroliers ainsi que des achats des biens de consommation courante.

Prix

La Guinée Equatoriale a enregistré une décélération des prix au cours de l'année 2004 (+ 4,2 % en moyenne annuelle contre 7,3 % en 2003) mais l'inflation reste néanmoins élevée par rapport à la norme communautaire de 3,0 %. Cette évolution s'explique principalement par l'amélioration de l'approvisionnement des marchés urbains.

Finances publiques

Les recettes budgétaires totales de la Guinée Equatoriale se sont accrues de 64,2 %, atteignant 773,5 milliards en 2004 contre 471,2 milliards en 2003, en liaison avec l'explosion des recettes pétrolières (70,9 %) due à l'envolée des cours du baril et à la hausse des exportations en volume du pétrole brut. Parallèlement, les recettes non pétrolières ont progressé moins rapidement (19,1 % contre 18,1 % en 2003), en liaison avec leur état encore embryonnaire dans le pays.

De leur côté, les dépenses budgétaires ont fortement progressé de 87,8 %, s'établissant à 484,5 milliards (soit 19,9 % du PIB) contre 257,9 milliards en 2003, correspondant à 15,7 % du PIB. Cette évolution résulte principalement d'un accroissement de 113,9 % des dépenses en capital imputable à la hausse des financements internes alloués aux grands travaux de l'Etat.

Le solde budgétaire primaire, excédentaire, s'est légèrement replié, passant de 13,2 % du PIB en 2003 à 12,0 % en 2004, ainsi que celui du solde budgétaire de base, de 13,0 % en 2003 à 11,9 % du PIB en 2004.

Enfin, la gestion des finances publiques s'est traduite par un solde budgétaire global, base engagements, hors dons, excédentaire de 289,0 milliards équivalents à 11,8 % du PIB en 2004 contre 213,3 milliards (13,0 % du PIB) une année auparavant.

Compte tenu de l'apurement à hauteur de 13,5 milliards des arriérés de paiements intérieurs et extérieurs, de 5,4 milliards de l'amortissement de la dette extérieure et de 295,2 milliards du désengagement net vis-à-vis du système bancaire, le besoin de financement global de l'Etat s'est élevé à 25,1 milliards. Il a été entièrement couvert par la mobilisation des financements extérieurs de 25,1 milliards, au titre des tirages (0,8 milliard) et des financements bancaires de 24,3 milliards

Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, transferts publics exclus, s'est nettement réduit en 2004 à 611,6 milliards, soit 25,1 % du PIB, contre 686,9 milliards en 2003 (41,8 %). Cette tendance à la baisse s'explique notamment par l'amélioration des termes de l'échange à travers la hausse des prix à l'exportation du pétrole et la baisse des prix à l'importation.

Au niveau du **commerce extérieur**, les exportations se sont inscrites en hausse de 49,2 %, pour se fixer à 2 428,2 milliards contre 1 627,9 milliards en 2003, expliquée par la progression des ventes de pétrole et du méthanol, sous l'effet conjugué des quantités produites et exportées. Les importations de biens et services ont augmenté de 14,2 %, atteignant 812,7 milliards contre 711,4 milliards en 2003, en relation avec l'évolution des achats de biens et services du secteur pétrolier dans le cadre de la relance des activités d'exploration.

La balance des services s'est détériorée davantage, à cause des dépenses de services liées à la prospection pétrolière et le déficit de la balance des revenus s'est aggravé ainsi que celui des transferts courants. Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières a atteint 946,6 milliards contre 758,7 milliards en 2003, en raison de l'entrée massive des investissements privés, notamment dans le secteur pétrolier.

En définitive, **le solde de la balance des paiements** a dégagé un excédent de 344,2 milliards équivalent à 14,1 % du PIB contre 71,1 milliards, soit 4,1 % du PIB en 2003. Ces ressources ont servi à reconstituer les réserves officielles à hauteur de 332,1 milliards et à apurer les arriérés extérieurs de 12,1 milliards.

S'agissant de **la dette publique**, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (0,3 % et 0,9 % en 2004 contre 0,4 % et 1,4 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 4,6 % en 2004 contre 7,9 % en 2003.

Situation monétaire

Au 31 décembre 2004, la situation monétaire de la Guinée Equatoriale s'est consolidée, caractérisée par une forte progression des avoirs extérieurs nets, une hausse des crédits à l'économie, une augmentation des dépôts nets de l'Etat et une augmentation de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fortement confortés pour atteindre 503,6 milliards à fin décembre 2004 contre 157,8 milliards un an plus tôt, grâce à l'appréciation des termes de l'échange, en rapport avec la hausse des prix du pétrole et au rapatriement régulier des recettes d'exportation pétrolière. Les crédits à l'économie se sont situés à 62,8 milliards à fin 2004 contre 51,6 milliards en 2003, en hausse de 21,7 %, en rapport avec le rythme accéléré de l'activité économique (para-pétrolier). Par ailleurs, les dépôts nets de l'Etat se sont inscrits en hausse, grâce au rapatriement régulier des recettes d'exportation. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est resté presque stable aux environs de 100,2 % entre 2003 et 2004.

En contrepartie, **la masse monétaire** s'est accrue de 34,0 %, pour s'établir à 208,1 milliards en 2004 contre 155,2 milliards en 2003.

Perspectives pour 2005

En 2005, les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale laissent entrevoir une croissance modérée au taux de 6,3 %, et un niveau d'inflation toujours élevé de 4,0 % contre 4,2 % en 2004.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, s'accroîtrait de 20,7 %, en raison d'une progression substantielle des recettes pétrolières et d'une forte baisse des dépenses publiques. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons se réduirait sensiblement, revenant à 8,7 % du PIB, contre 25,1 % du PIB en 2004.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+89,6 %) et des crédits à l'économie (+4,8 %), et un repli des créances nettes sur l'Etat (-139,5 %). Le taux de couverture accuserait un léger fléchissement à 99,6 %.

Situation sociale

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD), l'indice de développement humain en 2001, est estimé à 0,664 pour la Guinée Equatoriale, classant ainsi le pays au 116^{ème} rang mondial sur 175 pays évalués. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est de 58 %, et l'espérance de vie à la naissance est de 49 ans. Pour la mortalité des enfants de moins de 5 ans, la Guinée Equatoriale enregistre un taux de mortalité infantile de 101 ‰ et infanto-juvénile de 153 ‰, selon les données du recensement général de la population de 1994.

TCHAD :

Les performances économiques du Tchad en 2004, à l'ère de l'exportation du pétrole couvrant pour la première fois toute l'année, ont été marquées par une croissance substantielle, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, un raffermissement de la monnaie et une forte baisse des tensions inflationnistes.

Secteur réel

En 2004, l'économie tchadienne a réalisé des performances exceptionnelles, passant d'un taux de croissance du PIB réel de 11,9 % en 2003 à 36,1 %.

Ces bons résultats proviennent, **du côté de l'offre**, principalement du secteur secondaire dont la contribution à la croissance économique est évaluée à 32,8 % dont 32,2 % pour le pétrole. Le secteur tertiaire a contribué de 4,6 % à la croissance grâce notamment au commerce (2,2 %) et aux Administrations publiques (1,2 %). En revanche, le secteur primaire a négativement contribué à la croissance (-1,7 % dont -2,8 % pour les cultures vivrières) en raison de la mauvaise campagne agricole 2004/2005 induite par des mauvaises conditions climatiques, l'invasion des acridiens et le délaissement des cultures vivrières au profit de la culture du coton.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la demande extérieure nette avec une contribution de 47,3 % impulsée principalement par les exportations (37,2 %, mais également par les importations des biens et services non facteurs (10,0 %). La demande intérieure a plutôt obéré la croissance de 11,2 %), sous l'effet de la baisse continue des investissements, notamment dans le secteur pétrolier.

Prix

L'année 2004 a enregistré un taux d'inflation de -5,4 %, restant ainsi dans la tendance déflationniste observée une année plus tôt (-1,8 %). Plusieurs raisons expliquent cela, dont l'abondance des céréales sur les marchés dans les six premiers mois de l'année, reflétant les bonnes récoltes de la campagne agricole 2003-2004, et la baisse de la demande des ménages liée à l'achèvement des travaux de développement pétrolier.

Finances publiques

L'exploitation en année pleine du pétrole a eu un impact important sur les recettes de l'Etat. Ainsi, les recettes courantes de l'Etat ont sensiblement augmenté (67,8 %), passant de 129,6 milliards en 2003 à 217,5 milliards en 2004, soit 8,5 % du PIB et 10,4 % du PIB respectivement.

Les dépenses budgétaires ont augmenté de 15,0 %, relativement moins vite que les recettes, s'établissant à 378,5 milliards en 2004 contre 329,2 milliards une année plus tôt. Les postes de dépenses ayant connu une forte augmentation concernent les dépenses des intérêts sur la dette intérieure (25,0 %), les dépenses militaires (29,0 %), et surtout les investissements sur ressources intérieures (92,0 %), ce dernier point reflétant la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers. En revanche, les dépenses des biens et services ont baissé de 20,4 %. La hausse des dépenses militaires traduit l'abandon du paiement du salaire forfaitaire au profit de celui prenant en compte l'indice des militaires.

Le solde primaire et le solde budgétaire de base passeraient d'une situation déficitaire de 1,5 % et 2,0 % du PIB respectivement en 2003 à une situation excédentaire de 1,9 % et 1,4 % du PIB en 2004. Quant au déficit du solde budgétaire global base engagements, hors dons, il s'est amoindri, revenant de -199,6 milliards en 2003 à -161,0 milliards en 2004, soit respectivement -13,1 % et -7,7 % du PIB.

En y incorporant la provision pour service de la dette pétrolière de 8,1 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 9,2 milliards, et le désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 24,9 milliards, le besoin de l'Etat s'élèverait à 203,2. La mobilisation du financement extérieur de 199,0 milliards comprenant 135,2 milliards au titre de dons, 56,7 milliards au titre d'emprunts et 7,1 milliards au titre la variation de dépôts n'a pas suffi à couvrir ce besoin, obligeant l'Etat tchadien à accumuler des arriérés d'un montant de 4,2 milliards.

Balance des paiements

Le déficit des transactions courantes hors dons, s'est sensiblement amoindri à 346,3 milliards (16,6 % du PIB) alors qu'il était de 775,2 milliards (51,0 % du PIB) à fin décembre 2003. La nette amélioration du solde de la balance commerciale, passant d'une situation déficitaire de 102,5 milliards en 2003 à un excédent de 778,2 milliards en 2004 sous l'effet des exportations pétrolières est à l'origine de ce résultat.

Avec l'arrivée des ressources pétrolières et le recouvrement des coûts (rémunération des investissements directs) des sociétés pétrolières, le déficit de la balance des revenus s'est aggravé, passant de 264,7 milliards en 2003 à 511,0 milliards en 2004. De même, le déficit de la balance des services s'est creusé, passant de 432,0 milliards en 2003 à 632,0 milliards en 2004. En revanche, le solde des transferts courants est resté excédentaire de 81,9 milliards, soit légèrement au dessous de son niveau de 2003 (67,0 milliards).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est contracté de plus de la moitié, revenant de 747,0 milliards en 2003 à 349,1 milliard en 2004, sous l'effet notamment de la baisse des investissements directs, pétroliers en particulier.

Il en résulte une amélioration substantielle du solde de la balance des paiements, qui est passé d'une situation déficitaire de 27,4 milliards, équivalent à 1,8 % du PIB en 2003, à un excédent de 17,4 milliards, soit 0,8 % du PIB en 2004. En intégrant la reconstitution des réserves officielles de 18,7 milliards, il se dégage une accumulation d'arriérés extérieurs de 1,3 milliard.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduit par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (1,3 % et 7,3 % en 2004 contre 3,7 % et 11,3 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 36,2 % en 2004 contre 46,4 % en 2003.

Situation monétaire

La situation monétaire de 2004 est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets, un repli du taux de couverture, une baisse du crédit intérieur net, et une hausse de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 21,2 %, passant à 55,8 milliards en la fin décembre 2004 contre 46,1 milliards à la même période de l'année dernière. Le taux de couverture extérieure de la monnaie a enregistré un repli, revenant de 73,2 % en 2003 à 70,1 % en 2004. Le crédit intérieur a diminué de 3,1 %, particulièrement sous l'effet de la baisse des crédits à l'économie (-5,3 %) en raison du faible financement de la campagne cotonnière induit par la diminution de la production de coton grain. La masse monétaire a progressé de 3,5 %, passant de 182,3 milliards à fin décembre 2003 à 188,7 milliards au 31 décembre 2004.

Perspectives pour 2005

Les performances du Tchad de 2005 porteraient l'empreinte de la stabilisation de l'exploitation pétrolière, avec un taux de croissance réelle modéré de 12,0 % ; l'inflation se relèverait à 3,0 % contre une déflation de 5,4 % en 2004, comme conséquence des mauvais résultats de la campagne agricole 2004/2005.

Au niveau des finances publiques, le déficit du solde budgétaire, base engagement et hors dons resterait pratiquement stable à 155,9 milliards contre 161,0 milliards en 2004, en raison de la forte progression des dépenses d'investissement sur ressources intérieures.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons se réduirait sensiblement, revenant de 346,3 milliards, représentant 16,6 % du PIB en 2004, à 190,8 milliards, soit 7,3 % du PIB.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+26,4 %) et des crédits à l'économie (+3,1 %), et un repli des créances nettes sur l'Etat (-17,0 %). Le taux de couverture s'établirait à 77,9 %. Quant à la masse monétaire, elle progresserait de 13,8 %.

Situation sociale

La situation sociale au Tchad est marquée par une mise en œuvre timide de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP), achevée et approuvée par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale en 2003. C'est de manière sectorielle que beaucoup d'actions allant dans le sens de la réduction de la pauvreté sont entreprises, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Ainsi, de 56 % en 2003 l'on est passé à 61 % du réseau national permanent accessible en 2004. Le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a également été amélioré : de 2003 à septembre 2004, 415 ouvrages hydrauliques (400 pompes à motricité et 15 châteaux d'eau) ont été réalisés. Il faut noter par ailleurs les répercussions négatives sur les populations locales à l'Est du pays, de la catastrophe humanitaire dans le Darfour soudanais.

6.2 Evolution des critères de convergence

- UEMOA

CRITERES DE CONVERGENCE		ETAT DE REALISATION DES CRITERES EN 2004 ⁴ PAR ETAT ET RAPPEL DES PERFORMANCES EN 2002 ET 2003								Nombre de pays ayant respecté le critère		
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	2004	2003	2002
1	Solde budgétaire de base sur PIB nominal (norme ≥ 0)	0,5	- 1,6	-1,1	- 9,4	0,1	- 2,2	1,5	2,6	4	4	4
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme $\leq 3\%$)	0,9	- 0,4	1,4	0,9	- 3,1	0,2	0,5	0,4	8	5	1
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme $\leq 70\%$)	41,1	47,1	84,1	331,3	66,5	75,5	50,3	96,5	4	2	2
4	Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)	0	0	521,5	13,0	0	3,2	0	72,0	4	5	4
4.1	Arriérés de paiement intérieurs	0	0	72,9	0	0	3,2	0	26,1	5	5	5
4.2	Arriérés de paiement extérieurs	0	0	448,6	13,0	0	0	0	45,9	5	5	4
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme $\leq 35\%$)	38,0	37,3	44,0	139,0	30,9	35,2	29,5	32,0	3	3	3
6	Invest. financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme $\geq 20\%$)	21,5	46,2	9,8	15,2	22,7	35,0	30,0	7,4	5	4	3
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme $\geq -5\%$)	- 6,3	- 12,5	2,1	-6,8	- 7/-8	-11,0	- 8,6	- 6,1	1	1	1
8	Taux de pression fiscale (norme $\geq 17\%$)	14,6	12,0	15,2	7,9	15,4	11,6	18,4	14,9	1	1	1
Nombre de critères respectés par pays	2004	5	4	2	1	6	2	7	3			
	2003	5	4	1	0	6	3	7	3			
	2002	5	4	1	0	3	2	5	1			

⁴ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

• CEMAC

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DECEMBRE 2004 ⁵							Nombre de pays respectant le critère		
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2004	2003	2002
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	2,4	-0,7	5,2	8,0	11,9	1,4	4,8	5	4	3
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	0,4	2,1	1,4	0,4	4,2	-5,4	0,4	5	4	3
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	58,4	75,8	157,4	53,3	4,2	38,0	58,4	4	4	4
4	Arriérés gestion courante (norme = 0)	12,7	N/A	N/A	N/A	0,0	N/A	N/A	1	2	1
	- intérieurs	0,0	N/A	N/A	1,4	0,0	N/A	1,4			
	- extérieurs	12,7	21,8	33,1	0,0	0,0	3,6	71,3			
Nombre de critères respectés par pays	2004	3	1	2	3	3	3	3			
	2003	4	0	2	3	3	2	2			
	2002	4	1	0	3	2	1	2			

⁵ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

- COMORES

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LES COMORES AU 31 DECEMBRE 2004 ⁶						Nombre d'années où le critère est respecté
		1999	2000	2001	2002	2003	2004	
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	-1,6	-2,3	-3,7	-2,6	-2,9	-2,3	0
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	0,8	4,6	5,9	3,3	3,7	4,5	1
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	102,84	113,93	N/A	N/A	97,9	97,5	0
4	Arriérés gestion courante (millions de FC) - intérieurs - extérieurs (définition : arriérés>120 jours)	N/A	4897	2980	1724	3044	2597	0
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme <= 35%)	61,3	61,3	56,4	48,9	58,6	65,1	0
6	Invest. financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme >=20%)	1,9	1,3	4,2	2,2	14,2	13,1	0
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	-2,8	0,6	8,2	1	-5,2	-6,5	4
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	10	9	9,1	10,8	14,2	13,3	0
Nombre de critères respectés dans l'année		2	1	1	1	0	0	

⁶ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

**RÉSUMÉ DU TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

UEMOA:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	3741,6	3972,5	4260,1	4601,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	3381,6	3477,5	3747,5	3952,9
Recettes fiscales	2967,0	3107,2	3342,1	3495,4
Recettes non fiscales	380,9	332,9	349,8	404,4
DONS (en milliards)	360,0	495,0	525,7	662,1
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	4140,7	4424,1	4792,0	5108,0
dont Dépenses PPTE	100,4	121,9	175,8	190,8
DEPENSES TOTALES (en milliards)	4135,9	4396,6	4783,9	5047,3
DEPENSES COURANTES	2897,6	3095,0	3223,3	3374,5
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	2494,4	2745,2	2912,6	3092,4
Masse salariale	1126,9	1184,5	1248,6	1344,0
Intérêts de la dette publique	403,2	349,7	310,6	282,1
DEPENSES EN CAPITAL	1213,5	1248,7	1528,4	1637,3
Investissements financés sur ressources internes	551,7	579,0	719,1	807,4
Variation des arriérés de paiements	-118,3	-9,4	4,5	-24,7
Solde primaire de base (en milliards)	335,5	153,3	102,6	40,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-101,4	-233,9	-250,6	-282,1
SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)	-759,1	-946,6	-1057,6	-1168,2
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-399,1	-451,6	-531,9	-506,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-1,0	-112,0	-74,8	-91,3
Solde global base caisse (en milliards)	-517,5	-461,0	-527,4	-530,9
Solde courant (en milliards)	450,3	345,1	468,6	525,3
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-0,5	-1,1	-1,1	-1,2
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	0,0	-0,5	-0,3	-0,4
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,9	1,3	0,5	3,9
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	79,7	73,6	69,1	65,6
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	216,7	706,0	609,7	311,3
Arriérés de paiement intérieurs	45,1	180,9	102,2	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	171,6	525,1	507,5	311,3
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	38,0	38,1	37,4	38,5
Investissement financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	18,6	18,6	21,5	23,1
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-2,9	-5,5	-4,8	-4,7
Taux de pression fiscale (en %) (3)	14,4	14,6	15,1	14,9
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,7	-4,5	-4,8	-5,0
Solde global sur PIB nominal (en %)	-1,9	-2,1	-2,4	-2,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,5	-2,2	-2,4	-2,3
Solde primaire de base en % des R.F.	11,3	4,9	3,1	1,1
Solde courant en % du PIB	2,2	1,6	2,1	2,2
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,4	16,4	16,9	16,8
Dépenses totales en % du PIB	20,0	20,7	21,5	21,5
Dépenses courantes en % du PIB	14,0	14,6	14,5	14,4
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,1	12,9	13,1	13,2
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-591,4	-1177,1	-1066,3	-1114,4
Encours dette publique (en mds)	16463,2	15631,2	15334,9	15420,7
Encours dette extérieure (en mds)	14590,1	13841,7	13420,9	13639,3
Encours dette intérieure (en mds)	1873,1	1789,5	1913,9	1781,5
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	20645,2	21228,0	22202,3	23492,7
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	16763,2	17296,2	17810,4	18467,5
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	1,5	3,2	3,0	3,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Bénin :

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	338,3	384,2	399,9	445,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	318,2	343,7	349,9	380,4
Recettes fiscales	282,5	307,2	311,8	339,8
Recettes non fiscales	35,7	36,6	38,1	40,6
DONNS (en milliards)	20,1	40,5	50,0	65,2
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	383,2	436,4	420,2	465,3
dont Dépenses PPTE	17,8	17,0	15,3	8,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	380,0	438,4	421,1	465,3
DEPENSES COURANTES	259,3	293,6	289,5	298,4
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	243,8	281,4	283,4	291,5
Masse salariale	90,1	103,0	118,4	118,3
intérêts de la dette publique	15,5	12,3	6,1	6,9
DEPENSES EN CAPITAL	120,7	144,8	131,6	166,9
Investissements financés sur ressources internes	54,5	71,4	51,6	73,7
Variation des arriérés de paiements	-6,7	-5,6	-10,0	-2,2
Solde primaire de base (en milliards)	19,9	-9,0	14,9	15,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	4,4	-21,3	8,8	8,3
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-65,0	-92,7	-70,3	-84,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-44,9	-52,3	-20,3	-19,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	22,2	-4,3	24,1	16,5
Solde global base caisse (en milliards)	-51,6	-57,9	-30,3	-21,9
Solde courant (en milliards)	58,9	50,1	60,4	82,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	0,2	-1,0	0,4	0,4
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	1,1	-0,2	1,1	0,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,4	1,5	1,6	2,1
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	49,4	41,1	44,8	43,7
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	31,9	33,5	38,0	34,8
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	19,3	23,2	16,5	21,7
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,3	-9,7	-6,3	-5,3
Taux de pression fiscale (en %)	14,4	14,9	14,4	14,6
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,3	-4,5	-3,2	-3,7
Solde global sur PIB nominal (en %)	-2,3	-2,5	-0,9	-0,8
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,6	-2,8	-1,4	-0,9
Solde primaire de base en % des R.F.	7,0	-2,9	4,8	4,5
Solde courant en % du PIB	3,0	2,4	2,8	3,5
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,3	16,6	16,2	16,4
Dépenses totales en % du PIB	19,4	21,2	19,5	20,0
Dépenses courantes en % du PIB	13,3	14,2	13,4	12,8
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,5	13,6	13,1	12,5
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-158,6	-170,6	-148,2	-133,2
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	966,1	849,4	969,1	1015,3
Encours dette extérieure (en mds)	941,6	832,6	826,3	829,1
Encours dette intérieure (en mds)	24,5	16,8	142,8	186,2
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1956,8	2068,1	2163,2	2323,3
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	893,7	928,4	956,7	1007,3
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,4	3,9	3,0	5,3

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Burkina Faso :

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	346,4	434,2	476,7	596,5
RECETTES TOTALES (en milliards)	259,4	300,9	345,6	410,8
Recettes fiscales	240,9	270,1	319,3	375,3
Recettes non fiscales	18,5	30,8	26,3	35,5
DONNS (en milliards)	87,0	133,3	131,1	185,7
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	451,8	508,3	599,7	630,7
dont Dépenses d'investissement sur PPTE	28,2	29,8	41,5	30,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	454,5	484,8	602,7	637,7
DEPENSES COURANTES	253,7	259,6	300,7	337,0
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	237,1	242,8	282,0	320,2
Masse salariale	103,0	112,5	114,3	131,1
Intérêts de la dette publique	16,7	16,8	18,7	16,8
DEPENSES EN CAPITAL	198,7	223,9	299,8	300,7
Investissements financés sur ressources internes	86,7	89,5	100,3	100,3
Variation des arriérés de paiements/ajustement base caisse	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	-64,4	-31,4	-36,7	-9,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-81,1	-48,2	-55,4	-26,5
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-192,4	-207,4	-254,1	-219,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-105,4	-74,1	-123,0	-34,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-52,9	-18,4	-13,9	4,4
Solde global base caisse (en milliards)	-105,4	-74,1	-123,0	-34,2
Solde courant (en milliards)	5,6	41,4	44,9	73,8
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-3,6	-2,0	-2,1	-0,9
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-2,3	-0,7	-0,5	0,1
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,3	2,0	-0,4	< 3
encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	50,0	48,6	46,6	40,5
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
masse salariale sur recettes fiscales (en %)	42,8	41,7	35,8	34,9
Investissements financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	36,0	33,2	31,4	26,7
solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-11,9	-12,9	2,5	-11,8
taux de pression fiscale (en %)	10,7	11,0	11,9	12,8
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,5	-8,4	-9,5	-7,5
Solde global sur PIB nominal (en %)	-4,7	-3,0	-4,6	-1,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-4,7	-3,0	-4,6	-1,2
Solde primaire de base en % des R.F.	-26,7	-11,6	-11,5	-2,6
Solde courant en % du PIB	0,3	1,7	1,7	2,5
Recettes totales hors dons en % du PIB	11,5	12,2	12,9	14,0
Dépenses totales en % du PIB	20,1	19,7	22,5	21,8
Dépenses courantes en % du PIB	11,2	10,5	11,2	11,5
Dépenses courantes primaires en % du PIB	10,5	9,9	10,5	10,9
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-268,4	-285,8	-294,3	-301,2
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	1127,6	1195,9	1249,5	1184,5
Encours dette extérieure (en mds)	971,2	958,5	1015,4	1032,2
Encours dette intérieure (en mds)	156,4	237,4	234,0	152,2
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	2257,1	2460	2681	2927,4
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1546,6	1670,7	1739	1816
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,6	8,0	4,1	4,4

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES
COTE D'IVOIRE:**

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1375,9	1496,2	1401,4	1512,2	1488,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	1335,6	1467,8	1352,0	1436,3	1442,1
Recettes fiscales	1167,7	1236,4	1190,1	1240,4	1205,9
Recettes non fiscales	167,9	231,4	161,9	195,9	236,2
DONNS (en milliards)	40,3	28,4	49,4	75,9	46,2
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	1306,8	1579,4	1611,0	1645,3	1541,2
dont Dépenses PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1297,2	1566,5	1601,9	1634,7	1541,2
DEPENSES COURANTES	1150,1	1294,2	1385,8	1402,9	1378
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	890,8	1028,6	1168,4	1216,7	1218,0
Masse salariale	484,1	523,5	539,4	545,8	561,3
Intérêts de la dette publique	259,3	265,6	217,4	186,2	160
DEPENSES EN CAPITAL	143,3	265,1	213,7	228,2	161,6
Investissements financés sur ressources internes	84,0	153,8	124,6	121,8	116,2
Variation des arriérés de paiements	152,7	-100,8	0,0	0	0
Solde primaire de base (en milliards)	360,8	285,4	59,0	97,8	107,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	101,5	19,8	-158,4	-88,4	-52,1
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	28,8	-111,6	-259,0	-209,0	-99,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	69,1	-83,2	-209,6	-133,1	-52,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	101,5	19,8	-158,4	-88,4	-52,1
Solde global base caisse (en milliards)	221,8	-184,0	-209,6	-133,1	-52,9
Solde courant (en milliards)	185,5	173,6	-33,8	33,4	64,1
INDICATEURS DE CONVERGENCE					
Premier rang					
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	1,3	0,2	-2,0	-1,1	-0,6
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	1,3	0,2	-2,0	-1,1	-0,6
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,1	3,3	1,4	3,8
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	102,2	86,1	82,7	84,1	79,3
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	157,6	143,3	614,8	521,5	311,3
Arriérés de paiement intérieurs	0,5	22,1	141,8	72,9	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	157,1	121,2	473,0	448,6	311,3
Second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	41,5	42,3	45,3	44,0	46,5
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	7,2	12,4	10,5	9,8	9,6
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,9	6,4	2,0	2,1	1,4
Taux de pression fiscale (en %) (3)	14,8	15,2	14,9	15,2	14,3
AUTRES INDICATEURS					
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	0,4	-1,4	-3,2	-2,6	-1,2
Solde global sur PIB nominal (en %)	0,9	-1,0	-2,6	-1,6	-0,6
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	2,8	-2,3	-2,6	-1,6	-0,6
Solde primaire de base en % des R.F.	30,9	23,1	5,0	7,9	8,9
Solde courant en % du PIB	2,4	2,1	-0,4	0,4	0,8
Recettes totales hors dons en % du PIB	17,0	18,0	16,9	17,6	17,1
Dépenses totales en % du PIB	16,5	19,2	20,1	20,0	18,2
Dépenses courantes en % du PIB	14,6	15,9	17,4	17,2	16,3
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,3	12,6	14,6	14,9	14,4
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-67,6	522,1	163,0	169,1	118,1
DETTE PUBLIQUE TOTALE					
Encours dette publique (en mds)	8043,3	7017,0	6601,8	6881,6	6699,1
Encours dette extérieure (en mds)	7063,6	6155,9	5844,5	5943,8	5898,0
Encours dette intérieure (en mds)	979,7	861,1	757,3	937,8	801,1
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	7869,5	8149,3	7984,3	8178,5	8450,7
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	4219,1	4150,1	4079,5	4144,8	4186,3
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,1	-1,6	-1,7	1,6	1,0

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Guinée Bissau:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	30,4	28,7	44,8	49,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	21,7	16,8	25,9	27,6
Recettes fiscales	11,9	12,7	11,3	14,3
Recettes non fiscales	9,8	4,1	14,7	13,3
DONS (en milliards)	8,7	11,9	18,9	22,4
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	42,9	49,7	52,9	69,5
DEPENSES TOTALES (en milliards)	40,8	42,3	52,9	69,5
DEPENSES COURANTES	27,1	23,7	37,6	40,7
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	20,2	19,0	31,6	36,6
Masse salariale	10,5	10,9	15,6	19,3
Intérêts de la dette publique	6,9	4,7	6,0	4,1
DEPENSES EN CAPITAL	13,7	18,6	15,4	28,7
Investissements financés sur ressources internes	0,7	0,1	1,7	1,6
Variation des arriérés de paiements	5,3	9,7	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	0,8	-2,3	-7,3	-10,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-6,1	-7,0	-13,3	-14,8
SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)	-21,2	-32,9	-27,0	-41,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-12,5	-21,0	-8,1	-19,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-6,1	-7,0	-13,3	-14,8
Solde global base caisse (en milliards)	-7,2	-11,3	-8,1	-19,5
Solde courant (en milliards)	-5,4	-6,9	-11,6	-13,2
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-4,3	-5,1	-9,4	-9,8
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-4,3	-5,1	-9,4	-9,8
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,3	-3,5	0,9	3,6
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	388,3	404,4	331,3	272,5
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	10,6	24,7	13,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	5,3	19,3	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	5,3	5,4	13,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	88,5	85,8	139,0	135,1
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	5,8	0,8	15,2	11,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,1	-8,7	-6,8	-16,3
Taux de pression fiscale (en %) (3)	8,4	9,3	7,9	9,5
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-14,9	-24,1	-18,9	-27,7
Solde global sur PIB nominal (en %)	-8,8	-15,4	-5,7	-12,9
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-5,1	-8,3	-5,7	-12,9
Solde primaire de base en % des R.F.	6,7	-18,3	-65,2	-74,5
Solde courant en % du PIB	-3,8	-5,1	-8,2	-8,7
Recettes totales hors dons en % du PIB	15,3	12,3	18,2	18,2
Dépenses totales en % du PIB	28,7	31,0	37,1	46,0
Dépenses courantes en % du PIB	19,1	17,4	26,3	27,0
Dépenses courantes primaires en % du PIB	14,2	14,0	22,1	24,2
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-14,3	-11,9	-14,8	-31,0
Encours dette publique (en mds)	551,1	551,1	472,4	411,6
Encours dette extérieure (en mds)	503,3	510,1	431,4	370,6
Encours dette intérieure (en mds)	47,8	41,0	41,0	41,0
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	141,9	136,3	142,6	151,0
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	90,2	89,6	91,6	93,7
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	-7,1	-0,6	2,2	2,3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Mali:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	456,8	534,1	557,9	648,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	371,0	421,7	454,6	502,6
Recettes fiscales	306,1	349,1	393,3	434,1
Recettes non fiscales	31,2	35,2	18,7	28,5
DONS (en milliards)	85,8	112,4	103,3	145,6
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	540,5	548,8	625,7	744,5
dont Dépenses PPTE	30,9	34,7	29,6	31,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	545,4	552,7	634,7	711,0
DEPENSES COURANTES	308,7	316,4	349,9	388,3
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	290,3	297,7	332,7	368,6
Masse salariale	93,5	106,2	121,7	140,2
Intérêts de la dette publique	18,4	18,7	17,2	19,7
DEPENSES EN CAPITAL	203,0	201,6	242,2	282,7
Investissements financés sur ressources internes	62,7	78,3	89,4	97,5
Variation des arriérés de paiements	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	18,0	45,7	32,5	36,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-34,1	-10,4	-27,3	-23,2
SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)	-169,5	-127,1	-171,1	-241,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-83,7	-14,7	-67,8	-96,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-3,2	24,3	2,3	8,0
Solde global base caisse (en milliards)	-83,7	-14,7	-67,8	-96,3
Solde courant (en milliards)	28,6	67,9	62,1	74,3
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-1,5	-0,4	-1,1	-0,8
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-0,1	1,0	0,1	0,3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,0	-1,3	-3,1	5,6
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	83,4	71,4	66,5	68,0
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	30,5	30,4	30,9	32,3
Investissements financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	20,5	22,4	22,7	22,5
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,1	-9,3	-7,8	-8,1
Taux de pression fiscale (en %) (3)	13,8	14,2	15,4	15,8
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,6	-5,2	-6,7	-8,8
Solde global sur PIB nominal (en %)	-3,8	-0,6	-2,7	-3,5
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-3,8	-0,6	-2,7	-3,5
Solde primaire de base en % des R.F.	5,9	13,1	8,3	8,4
Solde courant en % du PIB	1,3	2,8	2,4	2,7
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,7	17,2	17,8	18,3
Dépenses totales en % du PIB	24,5	22,5	24,9	25,9
Dépenses courantes en % du PIB	13,9	12,9	13,7	14,2
Dépenses courantes primaires en % du PIB	13,1	12,1	13,0	13,4
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-134,6	-228,2	-178,3	-200,5
Encours dette publique (en mds)	1853,2	1752,0	1697,2	1864,4
Encours dette extérieure (en mds)	1746,1	1678,8	1634,8	1802,0
Encours dette intérieure (en mds)	107,1	73,2	62,4	62,4
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	2222,7	2453,6	2551,1	2741,8
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1153,4	1241,3	1268,9	1358,8
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,3	7,6	2,2	7,1

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE 'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Niger:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	216,8	221,2	237,3	338,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	152,4	156,7	172,8	201,9
Recettes fiscales	144,5	152,1	167,6	192,6
Recettes non fiscales	7,9	4,6	5,2	9,3
DONNS (en milliards)	64,4	64,5	64,5	136,4
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	278,0	274,6	313,1	393,0
dont Dépenses PPTE sur ressources extérieures	9,8	12,0	24,7	40,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	278,2	274,6	314,2	366,8
DEPENSES COURANTES	161,7	159,1	170,2	188,8
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	139,1	141,7	162,1	183,2
Masse salariale	55,3	57,1	59,0	63,1
Intérêts de la dette publique	22,6	17,4	8,1	5,6
DEPENSES EN CAPITAL	116,5	115,5	144,0	202,6
Investissements financés sur ressources internes	36,9	40,5	58,7	80,9
Variation des arriérés de paiements	-30,8	-12,2	-19,3	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	-23,6	-25,5	-48,0	-62,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-46,2	-42,9	-56,1	-67,8
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-125,6	-117,9	-140,3	-191,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-61,2	-53,4	-75,8	-54,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-36,4	-30,9	-31,4	-26,9
Solde global base caisse (en milliards)	-92,0	-65,6	-95,1	-54,7
Solde courant (en milliards)	-9,3	-2,4	2,6	13,1
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-3,3	-3,1	-3,9	-4,3
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-2,6	-2,2	-2,2	-1,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,6	-1,6	0,2	8,3
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	95,1	86,7	75,5	66,4
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	2,6	0,0	3,2	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	2,6	0,0	3,2	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	38,3	37,5	35,2	32,8
Investissements financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	25,5	26,6	35,0	42,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,2	-11,6	-11,0	-9,9
Taux de pression fiscale (en %)	10,3	11,0	11,6	12,2
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,9	-8,5	-9,7	-12,1
Solde global sur PIB nominal (en %)	-4,4		-5,2	-3,5
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-6,5	-4,7	-6,6	-3,5
Solde primaire de base en % des R.F.	-16,3	-16,8	-28,6	-32,3
Solde courant en % du PIB	-0,7	-0,2	0,2	0,8
Recettes totales hors dons en % du PIB	10,8	11,3	12,0	12,8
Dépenses totales en % du PIB	19,8	19,8	21,8	23,3
Dépenses courantes en % du PIB	11,5	11,5	11,8	12,0
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,9	10,2	11,2	11,6
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-143,1	-160,0	-158,9	-161,2
Encours dette publique (en mds)	1336,4	1198,9	1089,9	1046,9
Encours dette extérieure (en mds)	1103,0	978,1	888,0	870,0
Encours dette intérieure (en mds)	233,4	220,8	201,9	176,9
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1405,4	1383,5	1444,2	1576,2
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1003,6	1034,1	1043,4	1086,2
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	5,9	3,0	0,9	4,1

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

SENEGAL:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	726,7	797,5	864,8	922,4
RECETTES TOTALES (en milliards)	664,6	720,0	776,8	841,1
Recettes fiscales	629,2	676,9	738,5	802,2
Recettes non fiscales	35,4	43,1	38,3	38,9
DONNS (en milliards)	62,1	77,5	88,0	81,3
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	730,3	850,1	965,5	1049,8
dont Dépenses PPTE	13,7	28,4	59,7	59,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	735,9	856,7	953,2	1041,8
DEPENSES COURANTES	478,2	529,5	553,9	600,4
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	438,4	484,9	507,2	557,1
Masse salariale	199,4	203,7	217,6	247,3
Intérêts de la dette publique	39,8	44,6	46,7	43,3
DEPENSES EN CAPITAL	275,9	311,4	413,2	422,9
Investissements financés sur ressources internes	147,9	163,2	221,3	279,0
Variation des arriérés de paiements	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	78,3	71,9	48,3	5,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	38,5	27,3	1,6	-38,3
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-65,7	-130,1	-188,7	-208,7
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-3,6	-52,6	-100,7	-127,4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	52,2	55,7	61,3	21,3
Solde global base caisse (en milliards)	-3,6	-52,6	-100,7	-127,4
Solde courant (en milliards)	186,4	190,5	222,9	240,7
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	1,1	0,7	0,0	-0,9
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	1,5	1,5	1,5	0,5
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,3	0,0	0,5	0,2
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	70,6	63,9	50,3	48,0
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	31,7	30,1	29,5	30,8
Investissement financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	23,5	24,1	30,0	34,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,2	-8,6	-8,6	-7,9
Taux de pression fiscale (en %) (3)	18,1	18,2	18,4	18,4
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-1,9	-3,5	-4,7	-4,8
Solde global sur PIB nominal (en %)	-0,1	-1,4	-2,5	-2,9
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,1	-1,4	-2,5	-2,9
Solde primaire de base en % des R.F.	12,4	10,6	6,5	0,6
Solde courant en % du PIB	5,4	5,1	5,5	5,5
Recettes totales hors dons en % du PIB	19,1	19,3	19,3	19,3
Dépenses totales en % du PIB	21,2	23,0	23,7	23,9
Dépenses courantes en % du PIB	13,8	14,2	13,8	13,8
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,6	13,0	12,6	12,8
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-285,6	-321,0	-346,7	-346,5
Encours dette publique (en mds)	2450,8	2379,7	2025,4	2094,1
Encours dette extérieure (en mds)	2278,6	2212,1	1867,0	1832,8
Encours dette intérieure (en mds)	172,2	167,6	158,4	261,3
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	3472,7	3725,4	4023,7	4364,3
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	2199,9	2342,9	2483,5	2642,4
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	1,1	6,5	6,0	6,4

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Togo:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	130,0	170,8	179,5	170,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	126,5	165,3	171,7	157,8
Recettes fiscales	115,5	148,7	161,0	143,6
Recettes non fiscales	11,0	16,5	10,7	14,2
DONNS (en milliards)	3,5	5,5	7,8	13,0
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards) dont Dépenses PPTE	134,6	146,4	156,1	184,3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	134,6	146,4	156,1	184,3
Fonds pour entretien routier	5,5	8,9	8,8	0,1
DEPENSES COURANTES	114,7	127,3	131,5	136,2
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	96,9	109,3	112,9	120,5
Masse salariale	51,6	51,7	51,6	50,2
Intérêts de la dette publique	17,7	17,9	18,6	15,7
DEPENSES EN CAPITAL	19,9	19,2	24,6	48,1
Investissements financés sur ressources internes	8,5	11,3	11,9	15,1
Variation des arriérés de paiements	14,7	14,8	17,3	-13,5
Solde primaire de base (en milliards)	21,1	44,6	46,9	22,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	3,4	26,7	28,3	6,5
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-8,0	18,9	15,6	-26,5
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-4,5	24,4	23,4	-13,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	3,4	26,7	28,3	6,5
Solde global base caisse (en milliards)	10,1	39,2	40,7	-27,0
Solde courant (en milliards)	11,9	38,0	40,2	21,6
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %) (4)	0,3	2,6	2,6	0,6
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %) (4)	0,3	2,6	2,6	0,6
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,1	-1,0	0,4	7,4
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	111,2	108,1	96,5	94,2
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)(2)	60,2	66,5	72,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	15,1	19,8	26,1	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	45,1	46,7	45,9	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	44,7	34,8	32,0	34,9
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	7,4	7,6	7,4	10,5
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,0	-9,8	-6,1	-10,3
Taux de pression fiscale (en %) (3)	11,1	14,6	14,9	12,5
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,8	1,8	1,4	-2,3
Solde global sur PIB nominal (en %)	-0,4	2,4	2,2	-1,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	1,0	3,8	3,8	-2,3
Solde primaire de base en % des R.F.	18,3	30,0	29,1	15,5
Solde courant en % du PIB	1,1	3,7	3,7	1,9
Recettes totales hors dons en % du PIB	12,1	16,2	15,9	13,7
Dépenses totales en % du PIB	12,9	14,4	14,5	16,0
Dépenses courantes en % du PIB	11,0	12,5	12,2	11,8
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,3	10,7	10,5	10,5
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-104,4	-100,0	-65,6	-144,1
Encours dette publique (en mds)	1160,9	1102,4	1041,4	1085,3
Encours dette extérieure (en mds)	890,3	827,0	781,5	818,2
Encours dette intérieure (en mds)	270,6	275,4	259,9	267,1
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1044,3	1019,5	1079,0	1151,5
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	295,8	308,1	310,1	318,5
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,1	4,2	0,6	2,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

CEMAC :

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3706,9	3678,7	3862,0	4353,8	4992,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	3556,1	3536,1	3671,0	4182,8	4821,0
Recettes pétrolières	1824,9	1737,6	1732,7	2238,2	2669,8
Recettes non pétrolières	1731,2	1798,6	1938,3	1944,6	2151,1
Recettes fiscales	1599,7	1656,4	1781,3	1780,0	1971,8
Recettes non fiscales	131,5	142,2	156,9	164,6	179,3
DONNS (en milliards)	150,8	142,5	191,0	171,0	171,4
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3332,4	3408,2	3174,6	3546,8	3608,6
DEPENSES COURANTES	2493,2	2558,7	2351,0	2435,2	2474,5
dont salaires et traitements	778,9	838,3	887,4	917,2	948,8
Intérêts de la dette publique	702,2	552,9	477,0	471,2	385,5
DEPENSES EN CAPITAL	839,2	849,5	823,5	1111,6	1134,1
sur financement interne	599,6	625,4	564,9	805,1	774,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1165,5	904,9	1232,0	1413,7	1957,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	463,3	352,1	755,0	942,5	1572,5
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	223,6	127,9	496,4	636,1	1212,4
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	92,6	456,3	136,1	-1336,3	-520,1
STOCK DETTE publique (en milliards)	11885,9	13484,1	12704,2	11516,9	11236,7
Dette extérieure	11613,4	11667,7	10960,7	9926,4	9726,2
Dette intérieure	272,5	1816,4	1743,5	1590,5	1510,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	264,3	495,4	352,2	72,7	0,0
Arriérés extérieurs	264,3	495,4	352,2	71,3	0,0
Arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,9	2,1	4,3	4,8	7,1
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,0	1,3	0,4	2,0
Taux d'endettement public en % du PIB	75,2	80,9	72,7	58,4	50,8
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	264,3	495,4	352,2	72,7	0,0
Indicateurs					
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	63,4	66,6	64,9	73,8	82,3
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7,4	5,4	7,1	7,2	8,9
Evolution masse salariale par rapport à recettes fiscales = 1	nd	1,8	0,5	-2,2	-2,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,0	-10,1	-8,8	-5,1	-0,3
Taux de pression fiscale (en %)	21,7	20,4	20,1	20,4	21,0
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,4	0,8	2,8	3,2	5,5
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	0,6	2,7	0,8	-6,8	-2,4
Comptes Nationaux					
PIB nominal (en milliards)	15808,1	16663,9	17463,4	19728,7	22105,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	11812,3	12579,1	13085,3	13711,8	14503,4
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	10905,8	11361,2	11848,2	12665,2	13276,4
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	5,6	4,2	4,3	6,9	4,8

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Cameroun :

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1304,4	1364,6	1406,1	1294,6	1455,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1251,5	1343,2	1363,3	1285,7	1441,9
Recettes pétrolières	337,4	368,9	324,1	337,7	353,4
Recettes non pétrolières	914,1	974,3	1039,2	948,0	1088,4
Recettes fiscales	855,5	902,4	948,5	882,8	1008,2
Recettes non fiscales	58,6	71,9	90,7	65,2	80,2
DONS (en milliards)	52,9	21,4	42,8	8,9	14,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1179,7	1094,6	1095,8	1140,0	1270,6
DEPENSES COURANTES	943,4	941,3	930,5	955,7	983,6
Salaires et traitements	350,3	389,9	420,0	442,5	463,0
Intérêts de la dette publique	206,1	196,9	195,5	158,9	134,3
DEPENSES EN CAPITAL	236,3	153,3	165,3	184,3	287,0
sur financement interne	112,7	98,2	114,3	109,5	170,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	376,4	473,8	503,6	364,2	372,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	170,3	276,9	308,1	205,3	238,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	71,8	248,6	267,5	145,7	171,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-43,3	215,9	-190,7	154,7	148,2
STOCK DETTE publique (en milliards)	4390,5	5300,5	4598,0	4434,6	4220,0
Dette extérieure	4390,5	4218,4	3545,9	3412,5	3227,9
Dette intérieure		1082,1	1052,1	1022,1	992,1
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	12,2	12,7	0,0
Arriérés extérieurs	0,0	0,0	12,2	12,7	0,0
Arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,4	3,7	3,8	2,4	2,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,5	2,8	0,6	0,4	1,0
Taux d'endettement public en % du PIB	61,9	70,0	57,3	52,8	47,7
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	12,2	12,7	0,0
Indicateurs					
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	38,2	49,0	46,4	51,9	56,4
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5,3	6,3	6,3	4,3	4,2
Evolution masse salariale par rapport aux recettes fiscales = 1	-	1,0	1,8	3,6	-2,3
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,5	-6,6	-6,9	-6,5	-6,3
Taux de pression fiscale (en %)	16,8	16,8	15,9	14,5	15,4
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,0	3,3	3,3	1,7	1,9
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,6	2,9	-2,4	1,8	1,7
Comptes Nationaux					
PIB nominal (en milliards)	7095,0	7570,3	8024,1	8397,9	8849,4
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	6711,8	7233,8	7643,6	7982,1	8453,4
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	6841,2	7137,4	7444,2	7760,5	8063,8
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,3	4,3	4,3	4,2	3,9

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Centrafrique :

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	87,4	101,8	64,2	73,5	79,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	63,2	78,5	54,2	56,6	64,5
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Recettes non pétrolières	63,2	78,5	54,2	56,6	63,5
Recettes fiscales	50,9	64,9	47,9	47,7	53,0
Recettes non fiscales	12,3	13,6	6,3	8,8	10,5
DONS (en milliards)	24,3	23,3	10,0	16,9	15,3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	92,0	104,4	85,9	66,6	85,4
DEPENSES COURANTES	59,3	69,1	66,4	56,2	66,4
Salaires et traitements	29,2	32,5	34,5	33,1	33,5
Intérêts de la dette publique	8,3	8,9	8,2	8,0	8,6
DEPENSES EN CAPITAL	32,8	35,3	19,5	10,4	19,0
sur financement interne	9,7	12,9	10,5	5,3	8,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	2,5	5,4	-14,5	3,1	-2,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-5,8	-3,5	-22,7	-4,9	-10,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-28,9	-25,9	-31,7	-10,0	-21,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-27,9	4,3	-3,9	5,8	-199,0
STOCK DETTE publique milliards)	429,9	552,8	548,4	538,4	734,0
Dette extérieure	429,9	411,1	401,7	386,7	577,3
Dette intérieure		141,7	146,7	151,7	156,7
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	16,7	26,4	23,3	21,8	0,0
Arriérés extérieurs	16,7	26,4	23,3	21,8	0,0
Arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,8	-0,5	-3,3	-0,7	-1,4
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,8	2,3	4,2	2,1	2,7
Taux d'endettement public en % du PIB	59,6	76,4	79,4	75,8	97,3
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	16,7	26,4	23,3	21,8	0,0
Indicateurs					
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98,3	98,0	95,8	85,6	92,4
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	0,3	0,8	-2,1	0,4	-0,3
Evolution masse salariale par rapport aux recettes fiscales = 1	-	-4,8	22,3	-5,2	-6,5
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-2,0	-1,6	-2,3	-4,0	-3,6
Taux de pression fiscale (en %)	7,0	9,0	6,9	6,7	7,2
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-4,0	-3,6	-4,6	-1,4	-2,9
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-3,9	0,6	-0,6	0,8	-26,4
Comptes Nationaux					
PIB nominal (en milliards)	721,9	723,8	690,3	710,3	754,1
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	721,9	723,8	690,3	710,3	754,1
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	451,3	446,4	412,1	418,4	432,7
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,5	-1,1	-7,7	1,5	3,4

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Congo :

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	631,8	575,3	613,5	746,0	906,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	628,1	571,7	603,6	738,0	882,7
Recettes pétrolières	430,8	397,5	421,6	530,4	661,2
Recettes non pétrolières	197,3	174,2	182,0	207,6	221,5
Recettes fiscales	185,8	168,2	177,3	200,1	213,5
Recettes non fiscales	11,5	6,0	4,7	7,6	8,0
DONNS (en milliards)	3,7	3,7	9,9	7,9	23,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	647,9	746,5	606,1	650,6	657,4
DEPENSES COURANTES	442,5	563,1	470,5	497,2	476,9
Salaires et traitements	118,1	120,4	120,2	122,9	130,0
Intérêts de la dette publique	153,9	176,7	117,8	142,7	96,5
DEPENSES EN CAPITAL	205,4	183,4	135,6	153,4	180,5
sur financement interne	200,4	158,1	111,0	121,1	121,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	139,2	25,6	139,1	262,4	380,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-14,8	-151,2	21,3	119,8	284,2
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-19,8	-174,8	-2,5	87,4	225,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-125,8	24,6	122,3	-1487,7	-1219,8
STOCK DETTE Publique (en milliards)	4270,5	4433,6	4416,4	3627,3	3458,6
Dette extérieure	3998,0	4181,1	4198,9	3409,8	3251,1
Dette intérieure		272,5	252,5	217,5	207,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	178,1	211,3	171,2	33,1	0,0
Arriérés extérieurs	178,1	211,3	171,2	33,1	0,0
Arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,7	-7,2	1,0	5,2	10,4
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,4	3,8	-1,3	1,4	2,3
Taux d'endettement public en % du PIB	208,5	210,8	213,5	157,4	126,3
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)					
Indicateurs					
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	32,2	19,6	16,4	29,3	48,0
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,8	1,2	6,7	11,4	13,9
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1		2,3	-1,1	-3,3	0,3
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-1,6	11,5	17,1	11,6	16,4
Taux de pression fiscale (en %)	30,1	26,9	28,9	31,7	31,9
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-1,0	-8,3	-0,1	3,8	8,2
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-6,1	1,2	5,9	-64,5	-44,5
Comptes Nationaux					
PIB nominal (en milliards)	2048,3	2103,0	2069,0	2305,1	2738,8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	889,7	976,6	1034,5	1110,4	1201,3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	911,2	953,0	960,4	998,5	1086,3
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,8	4,6	0,8	4,0	8,8

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES
Gabon :

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1173,6	1020,1	1050,3	1113,6	1185,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	1173,6	1018,2	1049,1	1111,5	1180,7
Recettes pétrolières	752,9	608,7	570,2	600,0	655,5
Recettes non pétrolières	420,7	409,5	478,9	511,5	525,2
Recettes fiscales	397,6	383,0	451,0	471,9	501,5
Recettes non fiscales	23,1	26,5	27,9	39,6	23,8
DONS (en milliards)	0,0	1,9	1,2	2,1	5,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1038,7	948,9	799,7	826,6	817,6
DEPENSES COURANTES	875,1	745,7	661,7	666,6	652,6
Salaires et traitements	219,6	220,6	229,0	226,3	225,0
Intérêts de la dette publique	318,4	153,0	145,0	150,3	129,5
DEPENSES EN CAPITAL	163,6	203,2	138,0	160,0	165,0
sur financement interne	116,4	116,7	122,6	131,6	121,2
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	462,6	241,3	409,8	453,0	524,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	144,2	88,3	264,8	302,7	395,1
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements hors dons (en milliards)	134,9	69,3	249,4	284,9	363,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	223,7	206,7	244,1	-127,7	307,6
STOCK DETTE publique (en milliards)	2136,6	2410,1	2239,7	2020,6	1882,1
Dette extérieure	2136,6	2130,9	2000,4	1859,3	1750,8
Dette intérieure		279,2	239,3	161,3	131,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	61,3	246,9	143,7	1,4	0,0
Arriérés extérieurs	61,3	246,9	143,7	0,0	0,0
Arriérés intérieurs				1,4	
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	4,2	2,6	7,5	8,0	9,6
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,1	0,2	2,3	0,4	1,5
Taux d'endettement public en % du PIB	61,8	70,1	63,7	53,3	45,7
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	61,3	246,9	143,7	1,4	0,0
Indicateurs					
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	17,0	37,7	44,0	61,8	78,4
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	13,4	7,0	11,6	11,9	12,7
Evolution masse salariale par rapport aux recettes fiscales = 1	-	3,0	0,2	-1,5	-1,3
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	10,4	5,2	6,7	8,4	14,2
Taux de pression fiscale (en %)	33,3	28,9	29,0	28,3	28,1
Solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	3,9	2,0	7,1	7,5	8,8
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	6,5	6,0	6,9	-3,4	7,5
Comptes Nationaux					
PIB nominal (en milliards)	3454,7	3436,0	3517,6	3792,1	4122,1
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2050,0	2050,5	2065,7	2120,5	2107,9
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1644,3	1635,3	1676,2	1697,7	1737,1
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	2,2	-0,5	2,5	1,3	2,3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Guinée Equatoriale :

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	352,7	414,6	471,2	773,5	941,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	348,0	414,6	471,2	773,5	941,9
Recettes pétrolières	303,8	362,5	409,7	700,3	862,9
Recettes non pétrolières	44,2	52,0	61,5	73,2	79,0
Recettes fiscales	31,3	39,4	45,4	58,2	57,5
Recettes non fiscales	12,9	12,7	16,0	15,0	21,5
DONNS (en milliards)	4,7	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	155,9	227,2	257,9	484,5	311,5
DEPENSES COURANTES	61,9	100,6	88,2	121,5	110,7
Salaires et traitements	17,4	26,0	27,5	30,9	30,4
Intérêts de la dette publique	5,2	3,9	3,1	2,1	1,6
DEPENSES EN CAPITAL	94,0	126,6	169,7	363,0	200,8
sur financement interne	89,3	126,6	169,5	362,3	200,1
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	291,3	317,9	386,1	654,1	832,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	196,8	187,3	213,5	289,8	631,1
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	192,1	187,3	213,3	289,0	630,4
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	176,5	185,7	161,7	275,5	609,2
STOCK DETTE publique (en milliards)	93,4	88,2	107,8	103,2	96,7
Dette extérieure	93,4	88,2	107,8	103,2	96,7
Dette intérieure					
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0
Arriérés extérieurs	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0
Arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	15,8	12,9	13,0	11,9	20,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	8,8	7,6	7,3	4,2	4,0
Taux d'endettement public en % du PIB	7,5	6,1	6,6	4,2	3,2
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0
Indicateurs					
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	96,7	99,1	100,0	100,2	99,6
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	23,4	21,9	23,5	26,8	27,4
Evolution masse salariale par rapport aux recettes fiscales = 1	-	1,3	-0,4	-1,9	-0,8
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-49,0	-13,5	-41,2	-24,6	-8,3
Taux de pression fiscale (en %)	27,0	27,7	27,7	31,1	30,2
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	15,5	12,9	13,0	11,8	20,7
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	14,2	12,8	9,9	11,3	20,0
Comptes Nationaux					
PIB nominal (en milliards)	1242,5	1452,4	1641,9	2439,4	3042,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	158,1	178,4	205,9	226,1	233,8
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	409,3	491,8	558,7	726,7	772,5
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	68,3	20,2	13,6	30,1	6,3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Tchad :

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	156,9	202,3	256,6	352,7	423,5
RECETTES TOTALES (en milliards)	91,7	110,0	129,6	217,5	310,3
Recettes pétrolières	0,0	0,0	7,1	69,8	136,8
Recettes non pétrolières	91,7	110,0	122,5	147,6	173,5
Recettes fiscales	78,6	98,4	111,2	119,3	138,1
Recettes non fiscales	13,1	11,6	11,3	28,4	35,4
DONS (en milliards)	65,2	92,3	127,0	135,2	113,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	218,2	286,6	329,2	378,5	466,2
DEPENSES COURANTES	110,9	138,9	133,7	138,0	184,3
Salaires et traitements	44,3	48,9	56,2	61,5	66,9
Intérêts de la dette publique	10,2	13,4	7,3	9,2	14,9
DEPENSES EN CAPITAL	107,2	147,7	195,5	240,5	281,8
sur financement interne	8,2	16,9	25,8	49,6	91,3
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-17,2	-32,4	-22,6	39,1	49,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-27,4	-45,8	-30,0	29,9	34,7
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-126,5	-176,6	-199,6	-161,0	-155,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-110,6	-180,8	-197,4	-156,8	-166,3
STOCK DETTE publique (en milliards)	564,9	698,9	758,8	792,8	845,3
Dette extérieure	564,9	638,0	705,9	754,9	822,4
Dette intérieure		60,9	52,9	37,9	22,9
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	2,9	6,4	1,8	3,6	0,0
Arriérés extérieurs	2,9	6,4	1,8	3,6	0,0
Arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-2,2	-3,3	-2,0	1,4	1,3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	12,4	5,2	-1,8	-5,4	3,0
Taux d'endettement public en % du PIB	45,3	50,7	49,9	38,0	32,5
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	2,9	6,4	1,8	3,6	0,0
Indicateurs					
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	78,5	84,5	73,2	71,4	77,9
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,4	-2,4	-1,5	1,9	1,9
Evolution masse salariale par rapport aux recettes fiscales = 1	-	-3,8	-1,1	-15,1	-6,7
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-27,0	-90,7	-48,2	-13,6	-5,2
Taux de pression fiscale (en %)	6,3	7,1	7,8	9,1	10,6
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-10,2	-12,8	-13,1	-7,7	-6,0
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-8,9	-13,1	-13,0	-7,5	-6,4
Comptes Nationaux					
PIB nominal (en milliards)	1245,7	1378,3	1520,5	2083,9	2598,5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1245,7	1378,3	1356,2	1422,5	1535,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	578,5	614,7	706,9	949,0	1066,0
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	10,6	8,3	15,4	36,1	12,0

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

CEMAC : PIB par secteur

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
<i>A prix courants</i>					
Secteur primaire	2.752,4	2.882,7	2.993,8	3.147,9	3.316,9
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2.455,8	2.595,9	2.712,6	2.853,4	3.013,3
Sylviculture	296,6	286,8	281,2	294,5	303,5
Secteur secondaire	6.449,5	6.707,4	7.081,9	8.959,5	10.722,4
Pétrole	3.995,8	4.084,8	4.378,1	6.016,8	7.602,3
Industries manufacturières	1.732,4	1.837,8	1.915,8	2.029,9	2.169,1
Bâtiments et Travaux Publics	403,2	431,6	436,9	469,2	501,0
Autres	318,1	353,1	351,0	443,5	450,0
Secteur tertiaire	5.622,2	6.060,4	6.370,1	6.559,3	6.947,4
Services marchands	4.408,4	4.734,9	4.976,0	5.149,4	5.461,3
Services non marchands	1.213,8	1.325,5	1.394,1	1.410,0	1.486,1
PIB au coût des facteurs	14.824,1	15.650,5	16.445,7	18.666,6	20.986,7
Droits et Taxes à l'importation	984,0	1.013,4	1.017,7	1.062,0	1.119,0
PIB aux prix courants du marché	15.808,1	16.663,9	17.463,4	19.728,7	22.105,7
PIB du secteur pétrolier	3.995,8	4.084,8	4.378,1	6.016,8	7.602,3
PIB du secteur non pétrolier	11.812,3	12.579,1	13.085,3	13.711,8	14.503,4
<i>A prix constants de 1992</i>					
Secteur primaire	1.872,4	2.101,4	2.206,7	2.265,5	2.349,1
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1.605,5	1.879,0	1.978,3	2.021,3	2.092,1
Sylviculture	266,9	222,4	228,4	244,3	257,0
Secteur secondaire	3.010,6	3.590,0	3.734,7	4.218,8	4.468,0
Pétrole	1.167,0	1.268,1	1.369,7	1.718,3	1.855,5
Industries manufacturières	1.292,0	1.796,5	1.826,5	1.929,4	2.030,2
Bâtiments et Travaux Publics	383,9	368,9	375,8	396,9	398,7
Autres	167,7	156,5	162,8	174,3	183,6
Secteur tertiaire	3.934,3	4.661,0	4.904,1	5.150,6	5.398,5
Services marchands	2.829,1	3.510,4	3.709,8	3.914,0	4.108,5
Services non marchands	1.105,2	1.150,6	1.194,3	1.236,6	1.289,9
PIB au coût des facteurs	8.817,3	10.352,3	10.845,5	11.634,9	12.215,6
Droits et Taxes à l'importation	2.088,4	1.008,9	1.002,7	1.030,2	1.060,8
PIB aux prix constants du marché de 1992	10.905,8	11.361,2	11.848,2	12.665,2	13.276,4
PIB du secteur pétrolier	1.215,3	1.268,1	1.369,7	1.718,3	1.855,5
PIB du secteur non pétrolier	9.690,4	10.093,1	10.478,5	10.946,9	11.420,9

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

CEMAC : ressources et emplois

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
<i>A prix courants</i>					
PRODUIT INTERIEUR BRUT	15.808,1	16.663,9	17.463,4	19.728,7	22.105,7
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	15.080,2	16.234,1	16.652,2	17.450,5	17.910,7
Consommation	9.766,3	10.884,3	11.129,0	11.769,6	12.132,8
Publique (Etat)	1.378,7	1.514,1	1.427,0	1.497,0	1.580,9
Privée	8.387,6	9.370,3	9.702,1	10.272,5	10.551,9
Investissements bruts	5.313,9	5.349,7	5.523,1	5.680,9	5.777,9
Formation brute de capital fixe	5.214,2	5.363,6	5.449,6	5.616,7	5.739,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	839,2	849,5	823,5	1.111,6	1.134,1
Privée (Entreprises et ménages)	4.375,0	4.514,1	4.626,1	4.505,1	4.605,2
Secteur pétrolier	1.991,5	1.718,5	1.943,0	1.741,8	1.671,2
Secteur non pétrolier	2.383,5	2.795,6	2.683,1	2.763,3	2.934,0
Variations des stocks	99,7	-13,9	73,5	64,2	38,6
EXPORTATIONS NETTES	727,9	429,8	811,3	2.278,2	4.195,0
Exportations de biens et services non facteurs	6.895,5	7.062,1	7.428,2	9.493,5	11.449,4
Biens	6.295,3	6.445,6	6.768,4	8.828,6	10.747,3
Pétrole brut	4.638,1	4.724,3	4.962,1	6.906,8	8.613,6
Autres	1.657,3	1.721,3	1.806,2	1.921,8	2.133,7
Services non facteurs	600,2	616,5	659,8	664,9	702,0
Importations de biens et services non facteurs	-6.167,6	-6.632,3	-6.616,9	-7.215,3	-7.254,3
Biens	-3.526,7	-3.904,6	-3.558,6	-3.843,2	-3.843,5
Services non facteurs	-2.640,9	-2.727,7	-3.058,3	-3.372,0	-3.410,8
<i>A prix constants de 1992</i>					
PRODUIT INTERIEUR BRUT	10.905,8	11.361,2	11.848,2	12.665,2	13.276,4
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	11.418,0	12.079,5	12.525,9	12.985,6	13.410,3
Consommation	8.794,1	9.536,6	9.738,2	10.122,5	10.377,2
Publique (Etat)	994,2	1.055,3	994,7	1.011,1	1.059,9
Privée	7.799,9	8.481,3	8.743,4	9.111,4	9.317,3
Investissements bruts	2.623,9	2.542,9	2.787,8	2.863,1	3.033,1
Formation brute de capital fixe	2.616,2	2.588,8	2.793,8	2.864,3	3.031,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	449,2	441,3	423,2	540,2	557,6
Privée (Entreprises et ménages)	2.166,9	2.147,5	2.370,5	2.324,2	2.473,7
Secteur pétrolier	886,7	661,3	937,0	930,4	973,0
Secteur non pétrolier	1.280,3	1.486,2	1.433,5	1.393,7	1.500,7
Variations des stocks	7,8	-45,9	-6,0	-1,2	1,8
EXPORTATIONS NETTES	-512,2	-718,3	-677,7	-320,5	-133,9
Exportations de biens et services non facteurs	2.193,2	2.302,9	2.488,2	3.010,7	3.227,2
Importations de biens et services non facteurs	-2.705,4	-3.021,1	-3.165,9	-3.331,2	-3.361,2

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Comores :

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005(prév.)
Recettes totales (dons inclus)	17 021	21 404	25 482	26 558	29496
Recettes intérieures (courantes)	12 844	16 975	22 335	22 569	24756
Recettes fiscales	10 983	13 870	19 622	19 407	21 385
Recettes non fiscales	1 861	3 105	2 713	3 038	3 371
Recettes exceptionnelles	N/A	N/A	N/A	124	N/A
Dons extérieurs	4 177	4 429	3 147	3 989	4 740
Dépenses totales	22 168	26 273	31 202	29 727	30 236
Dépenses courantes	14 595	19 189	22 769	22 546	22 796
dont Salaires	6 190	6 778	11 493	12 631	11 732
Intérêts sur la dette	1 401	1 605	1 431	1 282	1 414
Dépenses exceptionnelles	2 323	901	855	880	N/A
Dépenses en capital	5 250	6 183	7 578	6 301	7 440
dont financées sur ressources intérieures	461	302	2 785	2 539	1 694
Solde Budgétaire de Base (SBB)	- 4 535	- 3 417	- 4 074	- 3 396	266
Solde Global (hors dons)	- 9 324	- 9 298	- 8 867	- 7 158	- 5 480
Solde Global (dons inclus)	- 5 147	- 4 869	- 5 720	- 3 169	- 740
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en millions FC)	121 003	128 980	138 426	145 852	150 475
PIB en volume (en millions FC)	78 485	80 310	82 000	83 572	85 945
Taux de croissance du Pib en volume (en %)	2,3	2,3	2,1	1,9	2,8